

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
CITÉ UNIVERSITAIRE
ET
SON RÔLE SOCIAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu, le Vendredi 27 Novembre 1931, à 14 heures

PAR

Madeleine PRIAULT

Président : M. WILLIAM OUALID.

Suffragants } MM. LESCURE { *Professeurs.*
 } ESCARRA {



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1931

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
CITÉ UNIVERSITAIRE
ET
SON RÔLE SOCIAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 27 Novembre 1931, à 14 heures

PAR

Madeleine PRIAULT

Président : M. WILLIAM OUALID.

<i>Suffragants</i> }	MM. LESCURE ESCARRA	{ <i>Professeurs.</i>
----------------------	------------------------	-----------------------



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1931

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*



AVANT-PROPOS

S'il est vrai que le passé ne meurt jamais complètement pour l'homme, s'il est exact que chaque époque est comme le produit et le résumé des époques antérieures, la comparaison et l'étude des institutions et des lois, doit être la base des sciences sociales.

Ainsi pourrions-nous mieux pénétrer le sens d'une civilisation et ses tendances, et comprendre, comme l'écrivait déjà Fustel de Coulanges que les grands changements qui paraissent de temps en temps dans la constitution des sociétés, ne peuvent être l'effet, ni du hasard, ni de la force seule.

Dans la cité moderne comme dans la cité antique, la série des révolutions sociales semble être en étroite relation avec les transformations de l'intelligence. L'influence, heureuse ou néfaste de l'*Idée* viendra, à chaque instant, briser la chaîne des règles strictes qu'une ancienne tradition avait tracées.

L'évolution des destinées humaines ne sera plus aussi déterminée qu'il semblait à première vue et la transformation des sentiments et des mœurs deviendra en partie dépendante de ces sphères élevées où l'individu recouvre son libre arbitre.

Mais quel que soit le rôle actif de la volonté individuelle, son efficacité sociale est toujours soumise à

des conditions préalables. Une idée forte doit rencontrer un terrain favorable à son évolution, elle doit être capable de se développer par elle-même, d'annihiler les résistances, de progresser comme un être doué d'une vie propre, pour mettre en mouvement, par son dynamisme, une majorité indifférente ou passive.

Le rôle de l'idée est des plus variables, il est souvent malaisé d'en fixer le point de départ, de l'isoler dans ses premières apparitions, surtout lorsqu'on se livre à l'étude d'une institution dont les origines sont obscures, ce qui rend la tâche de l'observateur des plus délicates.

Il est cependant, à l'époque contemporaine quelques exemples de volontés constructives nettement déterminées qu'il serait plus aisé de suivre dans leurs développements successifs.

La foi d'un animateur ardent, de nos jours plus que jamais peut-être, est capable de modifier bien des aspects de l'évolution sociale ; elle peut surtout avancer l'heure des réalisations en faisant disparaître la plupart des obstacles dus à l'inertie de l'ambiance.

Une volonté altruiste bien déterminée et agissante possède en quelque sorte le pouvoir de diriger des efforts et de grouper des initiatives qui risqueraient de demeurer stériles. Une pareille entreprise, lorsqu'elle stimule l'esprit de collaboration, lorsqu'elle fait appel aux sentiments les plus nobles de la conscience peut même opposer une barrière efficace aux éléments de dissociation toujours prêts à se déchaîner au contact des foules.

La thèse du matérialisme historique dans sa forme brutale paraît vouloir toujours subordonner nos décisions et nos actes à l'implacable loi des contingences économiques.

C'est faire bien peu de cas du rôle créateur de la pensée humaine dont les conceptions les plus audacieuses ont parfois cette rare vertu de modifier le sens de l'évolution dans ses conséquences les plus matérielles.

Une grande idée qui se réalise, c'est un peu de fatalité vaincue.

Pour une simple monographie, ce préambule peut paraître excessif puisque nous nous proposons simplement de tracer l'histoire de la Cité Universitaire du boulevard Jourdan.

Que de philosophie pour des murs, des jardins, des murs encore sur l'ancien emplacement des fortifications...

Il s'agit cependant de quelque chose de très grand et de très noble, et nous avons tenu à marquer combien nous sommes attachés à cette œuvre dont le rôle social s'accroît chaque année.

Simple monographie, thèse de doctorat incomplète, premier essai très imparfait. Nous nous excusons de n'avoir pu présenter comme nous l'aurions souhaité, dans son originalité si attachante, cette Cité Universitaire, née d'hier et qui déjà respecte ses traditions...

Ce ne sont pas les conseils, ni les encouragements qui nous ont fait défaut. A la Faculté de droit de Paris, M. William Oualid et son assistant, M. Horbostel,

à la Cité Universitaire, MM. Honnorat, Branet nous ont tout fait pour nous faciliter la tâche.

Nous les prions de trouver ici l'expression de notre vive gratitude, puisque grâce à eux, nous avons au moins eu le courage de traiter ce sujet, non parce que nous en avons la force, mais uniquement parce que nous l'aimions.

LA CITÉ UNIVERSITAIRE

SON RÔLE SOCIAL

PREMIÈRE PARTIE

La Classe moyenne et l'Enseignement supérieur

CHAPITRE PREMIER

La classe moyenne avant guerre

Pourquoi une Cité Universitaire. — État des classes moyennes avant-guerre. Critères permettant de reconnaître la classe moyenne avant-guerre : critère quantitatif, critère qualitatif. — Définition du bourgeois dans la littérature moderne. — Son aspiration constante à une culture intellectuelle. — L'État néglige l'entretien matériel des étudiants. — La classe moyenne y pourvoit seule. — L'État se borne à l'organisation de l'enseignement supérieur.

Pour comprendre la fondation et le développement de la Cité Universitaire, il faut avant tout chercher à discerner les mobiles qui ont suscité l'idée de sa création.

Nous pensons que pour mieux saisir ces mobiles, il importe de faire un détour et de chercher à pénétrer plus avant les raisons de cette remarquable institution.

En effet, un grand problème social se pose à la base des efforts tentés dans ce sens, un grand problème social toujours pendant, toujours actuel et non encore résolu :

Celui des classes moyennes.

Etudier le mécanisme de la Cité Universitaire en négligeant l'examen de la question des classes moyennes, c'est faire œuvre incomplète, et nous sommes persuadés qu'on nous excusera, en l'occurrence, d'avoir pris le chemin le plus long, le chemin des écoliers, afin de mieux comprendre ce qu'il y a de grand, de noble, dans cette œuvre, dont la portée morale s'avère immense.

Laissons donc pour l'instant de côté la description de ces immenses bâtiments qui se sont construits aux confins de la capitale, écartons provisoirement l'analyse de cette ruche active, nous voulons maintenant saisir les données du problème et montrer comment s'est posé en France le problème des classes moyennes en liaison avec celui de l'accession à l'enseignement supérieur.

Il ne faudra pas oublier que la fonction de l'Etat, son rôle économique et social se sont grandement développés au cours du XIX^e siècle.

Certes, tous les gouvernements ont reconnu la nécessité de donner à tous un minimum d'instruction élémentaire. — Mais bientôt cette instruction primaire a semblé insuffisante et l'Etat fut conduit à organiser, à favoriser l'accession vers les formes plus élevées du savoir.

D'étape en étape on devait être conduit d'abord vers l'organisation de l'enseignement secondaire, ensuite vers l'organisation de l'enseignement supérieur.

L'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur sont restés malgré tout et restent encore souvent le privilège des classes aisées — des classes dites classes moyennes sans que ce terme puisse être considéré comme comportant une limitation absolument nette.

Quels étaient les membres de ces castes assez privilégiées pour pouvoir prétendre avec ou sans la sollicitude des pouvoirs publics à un degré d'instruction plus élevé ?

Quelles étaient ces classes qui par privilège de naissance ou de situation étaient comprises sous ce vocable aux contours incertains, mais représentant, malgré tout, une réalité concrète ?

Nous négligerons les événements antérieurs à la Révolution française, parce que ces faits trop anciens ne pourraient nous guider dans nos recherches, le tableau des catégories sociales en France n'ayant pris la physionomie qu'il conserve à l'heure actuelle, dans bien des cas, qu'après le XVIII^e siècle.

Demandons-nous donc ce que fut au commencement du XIX^e siècle un français moyen, un membre de la bourgeoisie, un représentant des classes moyennes, sous les différents régimes qui se sont succédés en France ?

Quel est le critère permettant de formuler une appréciation de cette nature ?

Procédons par exclusion : Ne font pas partie de ces classes moyennes, les ouvriers, les artisans des villes et des campagnes ; devaient également jusque dans ces dernières années être exclus les petits commerçants tenant boutique, les cultivateurs et même certains gros négociants de l'alimentation.

Enfin, on doit également éliminer quelques membres de l'aristocratie ou de la haute bourgeoisie pour lesquels la nécessité d'une instruction supérieure ne s'impose pas toujours d'une façon absolue.

On s'apercevra que nous avons délibérément exclu une partie de la population dont les ressources sont considérables et que nous avons éliminé un grand nombre de personnes dont la fortune n'est peut-être pas très grande. Ce qui reste paraît devoir être considéré comme composant la classe moyenne.

A quels critères reconnaître la classe moyenne :

Il faut faire appel à deux critères, les critères quantitatifs et qualitatifs.

Critère quantitatif. Un minimum de réserves pécuniaires est nécessaire ; le minimum de revenu varie d'ailleurs suivant l'époque et suivant la région, mais il est indispensable pour faire partie de la classe moyenne, pour assurer ce que, dans la langue diplomatique, on convient d'appeler l'indépendance de fortune, — indépendance toute relative d'ailleurs et variant avec le goût de ses bénéficiaires.

Le second élément qui sert à définir la classe moyenne c'est :

Un critère qualitatif. La condition de fortune est un élément *nécessaire* mais non suffisant (1). Il y a également un élément qualitatif qui doit venir s'ajouter au facteur quantitatif. Cet élément est d'ailleurs difficile à déterminer (2) pour apprécier le caractère de bourgeoisie des membres ainsi sélectionnés : définir le bourgeois, c'est définir un ensemble de qualités et de défauts, de l'ordre moral et intellectuel (3), son niveau d'instruction, son désir d'économie, son genre d'exis-

(1) Abel HERMANT (Le Bourgeois, 1924). — « Riche bourgeois est un pléonasme, en revanche, le mot « riche » employé seul n'est pas suffisamment déterminé. Il est *plusieurs façons* d'être riche et il est une façon bourgeoise ».

(2) *Discours de Ribot*, 1907. Congrès des classes moyennes.

« Où commencent-elles ? Où finissent-elles ? Il y a un renouveau constant, il y a un échange entre toutes les couches de la Société, tous ceux qui ont de l'énergie, l'esprit d'ordre sont des aspirants qui entreront dans les classes moyennes, qui en sont déjà par leur mentalité et par les qualités qu'ils déploient pour s'élever ».

(3) Abel HERMANT : « Trois vertus principales relatives à l'argent, à l'honneur et à la religion ; a) *l'argent*. — « La formule bourgeoise c'est qu'il faut *produire* de l'argent que l'on dépense, la formule noble est qu'il faut le trouver ». Ceci implique tout un système financier, dont le principe est l'équilibre, ou mieux l'excédent des recettes sur les dépenses ».

A. HERMANT. b) *Religion* Jusqu'à la guerre de 1870, il était convenu dans un ménage bien assorti que la religion était « l'affaire de la femme », et un libertinage discret le privilège du mari. Le bourgeois était à la fois clérical et athée ».

A. HERMANT. c) *Politique*. « Il était à la fois inconstant et fidèle, respectueux de l'autorité et frondeur, et, sous tous les régimes l'ami indépendant du pouvoir et dans l'opposition ».

SOMBART. — « L'homme clos », homme qui économise.

SOMBART. — *L'honneur*, p. 153. « Il apparaît avantageux de cultiver ou tout au moins d'étaler certaines vertus dont l'ensemble constitue ce qu'on peut appeler la distinction bourgeoise ». On doit vivre *correctement* ».

A. HERMANT. « Ils attachaient l'honneur à la pratique d'une certaine probité qu'il faut bien appeler « commerciale », recherchant la bonne renommée ».

tence modeste mais décent, une discipline traditionnelle très stricte obéissant à des règles transmises de générations en générations ; règles faites de mesure, d'ordre et d'équilibre.

Si l'on perd le minimum de fortune indispensable, on s'écarte de la classe moyenne, puisqu'on ne peut plus conserver son rang dans l'élément bourgeois — si l'on s'écarte du genre de vie, si l'on abandonne les aspirations du milieu bourgeois on perd également contact avec les classes moyennes.

C'est en combinant ces deux critères (critère qualitatif-habitudes) et (critère quantitatif-revenu) que s'est dégagée cette classe qui s'est maintenue sans modifications jusqu'en 1914.

Mais ces deux facteurs qui déterminent la classe moyenne sont-ils de la même importance ? L'un des deux ne l'emporte-t-il pas sur l'autre ?

Si nous avions à nous prononcer sur leur valeur respective, nous serions tentés de donner l'explication suivante :

S'il s'agit d'une période de courte durée, le critère qualitatif est le plus important parce que une fortune rapide ne fait pas entrer (1) dans les classes moyennes et la ruine subite n'en fait pas sortir immédiatement (2).

Toutefois à la longue, c'est la *fonction quantitative* qui se révèle la plus importante. Les possesseurs d'une assez grosse fortune tendent au bout d'une génération

(1) « Les Graffougnat » d'A. LICHTENBERGER, citation de René Jonnat.

(2) Marie-Rose Méchain, Ernest Pérochon.

vers la bourgeoisie, au contraire, les familles dans la gêne pendant un temps trop long tentent à se déclasser.

En est-il de même aujourd'hui ? Nous l'examinerons dans un chapitre suivant. Mais d'ores et déjà, nous pouvons nous préoccuper de savoir *quelle était l'attitude, les aspirations de la classe moyenne en matière d'enseignement et quelle était la fonction de l'Etat en présence de cette classe.*

1^o *Attitude et aspirations de la classe moyenne en matière d'enseignement.* — La classe moyenne aussi loin que l'on remonte dans l'histoire a toujours cherché à être une classe intellectuelle. Le bourgeois, qu'il soit petit bourgeois et qu'il ait formé ce qu'on appelle le « prolétariat bourgeois » ou bien qu'il fasse partie de la moyenne bourgeoisie plus riche aura pour ambition de donner une culture intellectuelle à ses enfants.

C'est cet amour du savoir (1) qui est un des éléments

(1) René JOHANNET. (Éloge du bourgeois), p. 76. « Culture intellectuelle et bourgeoisie se tiennent de près et depuis longtemps ».

René JOHANNET « L'idée de bourgeoisie pourrait être comparée à une étoile double, à une molécule à deux noyaux, à un couple de poussées, d'un côté la possession et de l'autre : la culture... Sans culture sans désir de culture, sans possession, sans une certaine manière de concevoir la possession, la bourgeoisie ne se comprend pas et, au vrai, ne se rencontre nulle part ».

A. HERMANT, p. 53. « Un certain savoir était la condition de la bourgeoisie ».

A. HERMANT. — Sur l'éducation *bourgeoise*, p. 80. « Les humanités tiennent une grande place et, rien non plus n'est si bourgeois, car c'est le Tiers qui après les avoir restaurées les a maintenues et, y revient aujourd'hui, honteux d'une passagère infidélité — si les humanités subsistent, n'est-ce pas grâce aux bourgeois — et, s'il n'était point de bourgeois, y aurait-il des naïfs qui préféreraient être professeurs dans les collèges... ». Les *professions dites libérales*

les plus marquants du facteur qualitatif dont nous parlions précédemment.

C'est d'ailleurs là qu'est la force de la classe moyenne, c'est ce qui l'a faite et conservée puissante à travers l'histoire. Nous ne nous attarderons pas à décrire et à faire l'apologie de la Science — prise d'ailleurs dans son sens le plus large — mais il nous paraît indéniable que c'est grâce à elle que la classe moyenne a tenu et tient encore une telle place dans la société.

Composée d'hommes cultivés elle entoure le Roi au moyen-âge, fait partie de ses conseils — on connaît le rôle des légistes sous Philippe IV le Bel — occupe les postes administratifs les plus élevés ; l'intendant se substitue et chasse le gouverneur trop grand seigneur.

C'est elle qui, en réalité forme la partie agissante du Tiers, peuple les Etats généraux, envahit les prétoires, c'est chez elle que se recrutent les poètes et les écrivains (1) et même les artistes (2).

Ce rôle si bien rempli s'explique, parce que, elle seule, elle possédait une culture intellectuelle suffisamment développée, et c'est à son acquisition que tendra toujours cette classe bourgeoise.

qui ne nourrissent plus leur homme n'ont pas perdu pour si peu leur prestige aux yeux de la bourgeoisie ».

(1) René JOHANNET. — « Une fois sortie des limbes pâteuses des *Chansons de geste*, la littérature est devenue, dans toute la force du terme, une littérature *bourgeoise*, par des bourgeois, faites d'idées bourgeoises, pour des bourgeois, sur des bourgeois ».

(2) René JOHANNET. — « Et l'art qui l'a fondé, entretenu, glorifié, sinon le bourgeois Fouquet, le bourgeois Clouet, tant d'autres bourgeois : Cousin, Pilon, Leseur, Lebrun, Mignard, tout le dictionnaire y passerait avec : Coysevox, Houdon, Moreau, David, Delacroix, Manet ».

N'est-ce pas la mentalité qui se traduit déjà chez Villon, dans son « grand testament » :

Hé Dieu si j'eusse étudié,
Au temps de ma jeunesse folle,
Et à bonnes mœurs dédié,
J'aurais maison et couche molle.

C'est en effet l'idéal du parfait bourgeois qui s'exprime par sa bouche, « maison et couche molle » s'obtiennent chez nous par l'étude au temps de la jeunesse, d'après René Johannet ; mais ce n'est pas uniquement ce côté utilitaire qui était visé par la généralité des classes moyennes ; les situations qui les tentaient présentaient un côté *honorifique* bien en rapport avec le *désir de considération* qui sommeille chez tous les membres de la classe moyenne.

Telles étaient les aspirations de la classe moyenne : avoir une forte culture afin d'être magistrat, fonctionnaire, remplir une carrière libérale, être... professeur, avocat, médecin.

Sans doute le bourgeois qui poussait ses fils à étudier n'y voyait bien souvent que leur intérêt personnel — mais considérées collectivement — ces différentes fonctions présentent un caractère social de premier ordre.

La société n'est-elle pas intéressée à la bonne marche de l'administration due à des fonctionnaires compétents ? compétence que l'on n'acquiert que par une certaine formation d'esprit. — La justice réclame une connaissance approfondie de la loi. Il n'est pas besoin,

semble-t-il, d'insister davantage sur le *rôle social* du médecin, de l'avocat, et de l'ingénieur.

La seule façon d'accéder à ces différentes fonctions, était de passer par l'enseignement supérieur. — Seule la classe moyenne, classe possédant par définition quelques revenus lui permettant une certaine indépendance pouvait assumer les charges que nécessite l'entretien matériel des étudiants ; classe aisée, il lui était possible, sans trop de gêne, de subvenir aux dépenses qu'entraînent la pension, la nourriture, l'habillement de l'étudiant. L'Etat abandonnait entièrement à la famille cet ensemble de charges, n'ayant qu'une préoccupation en ce qui concerne l'enseignement supérieur : veiller à son bon fonctionnement et à son organisation (on ne peut trouver que deux exemples où l'Etat se soucie de *l'entretien matériel* de l'étudiant en matière d'enseignement supérieur : la fondation Thiers et l'Ecole Normale supérieure).

Le détachement des pouvoirs publics en ce qui concerne l'entretien de l'étudiant s'expliquait et se justifiait en quelque sorte par l'aisance dont jouissait la classe moyenne, tout au moins de cette partie de la classe moyenne qui constituait la moyenne bourgeoisie. Les pouvoirs publics témoignaient plus de sollicitude à ceux qui étaient moins favorisés par la fortune. — Ils ne se bornaient pas à organiser purement et simplement l'enseignement secondaire et surtout l'enseignement primaire, mais s'efforçaient d'en faciliter l'accession.

En matière d'enseignement secondaire, il était éta-

bli tout un système de bourses, dans certains lycées et collèges, étaient organisés un internat et un demi-internat, dont le tarif était plus ou moins réduit selon les circonstances, l'école de Sèvres nourrissait et logeait ses élèves, mais cette intervention des pouvoirs publics en vue d'assurer la « provende matérielle » et non uniquement « la provende intellectuelle » jouait pleinement pour l'enseignement primaire.

Il eut semblé quelque peu paradoxal de proclamer le *caractère obligatoire* de cet enseignement si l'on n'avait mis la famille ouvrière en état d'assurer la fréquentation de l'école.

C'est en s'en tenant à cette idée que furent créées certaines institutions, destinées à rendre cette fréquentation *obligatoire en fait et en droit* : (cantines scolaires, études surveillées gratuites, colonies de vacances, institution de la caisse des écoles qui fournit bas, chaussures, tricots, etc.).

Tels étaient avant 1914, les traits essentiels des classes moyennes ; on se rend aisément compte que le rôle des pouvoirs publics était très effacé en matière d'enseignement supérieur. Ceux-ci organisaient l'*enseignement*, mais ne se préoccupaient pas de l'*entretien* de l'étudiant. (Il n'y a, ainsi que nous l'avons mentionné, que deux exceptions notables (1) : Fondation Thiers et Ecole Normale Supérieure qui ne s'adressent qu'à un petit nombre). Le soin de l'entretien était laissé aux familles qui s'en acquittaient sans trop de

(1) On peut aussi citer l'École de Rome et l'École d'Athènes.

peine, les événements de la guerre devaient marquer une transformation sociale assez considérable — transformation seulement dans la répartition des classes —, mais dans les esprits et dans la conception du rôle social de l'Etat.

Dans la période d'après guerre, le rôle de l'Etat s'accroît dans tous les domaines, il ne faut donc pas s'étonner de son intervention dans un domaine laissé si longtemps à l'activité individuelle — désormais il va, non seulement, se préoccuper de l'organisation de l'enseignement supérieur, mais encore assurer son accession aux classes qui avant les changements économiques consécutifs à la guerre, formaient l'élite intellectuelle du pays.

CHAPITRE II

L'après-guerre

Les changements apportés à sa fortune et à sa mentalité. — Modifications dues aux perturbations économiques entraînées par la guerre et la syndicalisation du commerce et de l'industrie. — *Conséquences* : l'ancienne classe moyenne tend à disparaître. — La nouvelle classe riche n'est pas attirée par l'étude. — *Décadence de l'enseignement supérieur*. — *Résultats* qui découlent de l'abandon de l'enseignement supérieur : au point de vue national et au point de vue *international*. — Assister sans réagir à la décadence de nos Universités c'est négliger une des solutions posées par le problème de la Paix. C'est, de plus se soustraire à l'évolution économique : la rationalisation.

Les événements de la guerre mondiale ont été le point de départ d'une transformation profonde dans le domaine social. La classe moyenne a été particulièrement éprouvée ; très sérieusement atteinte en France, elle l'a cependant été moins qu'en Europe centrale.

Les modifications intervenues au cours de ces dernières années sont de la plus haute importance, nombreux sont les auteurs qui se sont efforcés de dégager les traits principaux de la physionomie de la France d'aujourd'hui.

Notre ambition sera plus modeste et nous nous bornerons à rappeler quelques facteurs incontestables qui ont contribué à donner à la France son nouvel aspect.

Les modifications qu'a subies la classe moyenne et l'ensemble du pays sont de deux sortes :

a) *Des modifications d'ordre quantitatif* (bouleversement des fortunes).

b) *Des modifications d'ordre qualitatif* (changement des habitudes et des mœurs).

A. *Attachons-nous en premier lieu aux modifications d'ordre quantitatif.* — On peut observer à ce point de vue un double courant : *ascendant et descendant* : d'une part, diminution du revenu d'une grande partie des membres de la bourgeoisie française, d'autre part, augmentation du revenu d'un grand nombre de personnes dont les origines n'étaient pas bourgeoises.

Les causes de diminution du revenu sont bien connues : rappelons la plus importante, la *dépréciation monétaire*.

C'est elle qui a été l'origine de la ruine d'un grand nombre de rentiers, la classe des propriétaires fonciers n'a pas non plus été épargnée, pas plus que celle de certains industriels. L'instabilité des années d'après-guerre a provoqué l'appauvrissement de toute une catégorie.

Il est difficile de déterminer avec précision le nombre des individus atteints, l'amplitude de leurs pertes ; mais on comprendra aisément qu'ils n'auront pas, en dépit de la diminution de leur fortune, renoncé du jour au lendemain à leurs aspirations et à leurs habitudes.

Les difficultés matérielles ne les ont pas découragés dans leur désir de donner à leurs enfants l'instruction traditionnelle ; au contraire, cette instruction considérée comme en contradiction avec le souci du gain immédiat va devenir dans l'esprit de beaucoup la condition indispensable du relèvement pécuniaire. Loin d'être désemparés, ils se font un point d'honneur de chercher par le travail un rang auquel ils prétendent. C'est par le *travail intellectuel* que les anciens membres des classes moyennes essayent de se maintenir à leur rang de bourgeoisie.

Peut-être est-ce là ce qui explique, en partie, l'augmentation du nombre des étudiants et le développement qu'a pris l'enseignement supérieur pour l'élément féminin.

A ne considérer que *le point de vue quantitatif*, les anciennes classes moyennes représentent le *courant descendant* en face duquel se dessine un *mouvement ascendant* ; à se limiter à ce seul critère, les classes moyennes tendraient à disparaître et seraient remplacées par un groupe d'individus exclus avant guerre des classes bourgeoises.

Les membres de ces anciennes classes : porteurs de rentes sur l'Etat, créanciers hypothécaires ou chirographaires ont été durement frappés dans leur fortune par l'inflation ; au contraire, toute une catégorie d'individus a tiré avantage de cette situation. Il en a été ainsi non seulement pour les débiteurs de sommes fixes, mais encore pour les industries, pour tous ceux qui transformaient les matières premières en produits

fabriqués quand la hausse s'est produite entre les opérations d'achat et de vente.

Si la collectivité n'est pas, dans son ensemble appauvrie par ces transformations financières — ce qu'une classe perd est gagné par une autre — les changements sociaux qui résultent de ces troubles économiques sont gros de conséquences.

Facteur de désaxement social, la hausse des prix est encore accrue par le jeu d'un autre élément qui, lui est indépendant de tout problème économique monétaire, mais qui relève de l'évolution générale.

La hausse des prix si funeste à la classe bourgeoise est accélérée par un phénomène *résultant de l'action intensive de la libre concurrence* — nous voulons parler de la *syndicalisation dans le commerce et dans l'industrie*.

Nous sommes à l'heure actuelle à la période de la syndicalisation de la production et du commerce. A l'ère individualiste du XIX^e siècle et à la période de libre concurrence tend à succéder un régime de trusts, de comptoirs et d'ententes.

Système défavorable aux non producteurs ou tout au moins à ceux qui consomment plus qu'ils ne produisent : la concurrence et la rivalité entre entreprises en vue d'augmenter la clientèle commerciale tendent à ramener la prix du marché au prix de revient comme impliquant la rémunération des services et des capitaux de l'entrepreneur. Mais la *concurrence tue la concurrence* et quand il ne reste plus sur le marché qu'un très petit nombre d'entreprises concurrentes, il est

préférable, plutôt que de continuer une lutte qui pourrait être funeste aux antagonistes, de s'entendre, de s'unir et de limiter leur activité respective par une discipline commune plus ou moins poussée.

La soumission plus ou moins grande à un même règlement donne naissance à des différents types — (trusts, ententes, cartels, comptoirs) que l'on désigne sous le nom générique de *syndicalisation* ; mais si tel est l'intérêt bien entendu des producteurs, les consommateurs se trouvent placés dans une situation plus défavorable que sous un régime de concurrence. Trusts et cartels et autres formes d'ententes s'efforcent de constituer une sorte de monopole de fait, et, comme ce dernier type, n'ont en vue qu'un objet : *l'élévation des prix* (1).

La plupart des industries exploitant les matières premières ou leurs dérivés immédiats se sont constituées en groupements et la hausse se répercute sur toutes les industries et commerces qui en dépendent.

C'est en vue d'entraver une hausse qui ne répond pas au jeu de l'offre et de la demande que les pouvoirs publics ont dû intervenir pour limiter ou même proscrire une telle organisation. — Toutefois, ces ententes continuent d'exister ou de se former et la situation des non-producteurs (2) en est aggravée.

(1) Note prise dans *Reboud : Economie politique*, p. 320. « Quant aux acheteurs, on est tenté de croire qu'ils sont évidemment sacrifiés puisque le but avoué des cartels est de relever les prix ou d'en empêcher la baisse ».

(2) Note prise dans le *manuel de Reboud sur les ententes en France* : « On trouve en 1833 les syndicats des Fabricants de soude ; de nom-

Il résulte de ces deux facteurs (inflation et syndicalisation) une hausse des prix.

Quelles en sont les répercussions sur la classe moyenne et surtout les conséquences sur l'enseignement supérieur (1).

Période de sous-consommation et de restriction, les classes moyennes pourront-elles continuer à fournir une pension suffisante destinée à l'entretien de l'étudiant ?

Les revenus diminuent et les prix s'élèvent. Les classes moyennes vont se trouver en face du dilemme suivant : *renoncer aux études supérieures* ou bien donner à l'étudiant, en s'imposant de lourds sacrifices, une pension réduite qu'il devra compléter par l'exercice d'un métier accessoire.

Quelques grandes que soient les difficultés matérielles auxquelles se trouvent aux prises les classes bourgeoises, la force des aspirations héréditaires est si puissante qu'il semble que c'est à cette dernière solution qu'elles se sont ralliées : c'est dans la conserva-

breux syndicats furent créés à partir de 1877. — Parmi les plus connus de ceux qui ont existé ou existent encore aujourd'hui, on cite : dans la sidérurgie, le Comptoir métallurgique de Longwy, le Comptoir des Poutrelles, le Comptoir des Tôles et larges-plats, le Comptoir des Aciers Thomas, — et autres.

Dans les différentes branches de l'industrie, les principaux syndicats industriels ont été ou sont encore : le Syndicat d'assurance sur la vie et contre l'Incendie 1889, le Syndicat des Raffineurs de sucre et le Syndicat des Raffineurs de pétrole. *Sur les ententes à l'étranger : aux Etats-Unis* : le trust de l'acier, la production et le commerce du pétrole sont sous le contrôle de la Standart Oil Company.

En Allemagne : Cartel de la Potasse.

(1) « La Vie chère et les classes moyennes », de MARTIN SAINT-LÉON,

tion de leur rang intellectuel qu'elles mettent tout leur orgueil et leur amour-propre bourgeois.

Toutefois la tâche est rude et pour les empêcher de faiblir dans l'accomplissement d'un devoir que l'on peut sans exagération qualifier de « devoir social » par excellence l'intervention des pouvoirs publics semble nécessaire.

Mais se présente, dès maintenant à l'esprit une objection qu'il faut tout de suite écarter : *la classe ascendante au point de vue quantitatif ne prendra-t-elle pas la place qu'occupait l'ancienne classe moyenne dans l'enseignement supérieur ?* Classe bourgeoise par ses capitaux, sera-t-elle bourgeoise dans ses aspirations et essaiera-t-elle d'acquérir la culture intellectuelle qui était le caractère dominant de l'ancienne classe moyenne ? — Si le fait de posséder une fortune bien assise devait entraîner une semblable conséquence, ne serait-il pas préférable, conformément aux théories des non-interventionnistes, de laisser cette évolution s'accomplir et de se désintéresser du sort de la classe moyenne.

C'est là ce qui nous amène à l'examen moral de cette nouvelle classe qui n'a pas encore eu le temps d'acquérir une mentalité bourgeoise et qui devant son élévation à l'argent dédaigne des carrières, fonctions publiques ou autres, qui pour employer l'expression de M. Mestre montrent « que les intérêts matériels ne sont pas la règle supérieure des actions humaines » (1).

(1) A. MESTRE. « Etudes et Etudiants ».

B. *Si l'ancienne classe moyenne a été atteinte dans ses éléments quantitatifs quelles ont été les modifications apportées à ce que nous avons appelé : le facteur qualitatif considéré spécialement par rapport à l'enseignement supérieur.* — *Se faire une opinion sur ce qu'était la mentalité bourgeoise du xx^e siècle, afin d'établir notre comparaison, est assez difficile étant donné les nombreuses contradictions qui existent entre ceux qui ont essayé de l'analyser (1).*

Les auteurs qui se sont efforcés d'étudier les transformations apportées à la mentalité des classes moyennes par la guerre sont loin d'être d'accord : les uns parlent de la crise morale de ses membres, d'autres au contraire sont persuadés que les cas cités ne sont qu'exceptionnels et ne sont grossis que pour créer un sujet de roman (2).

Mais ici, comme dans l'analyse de l'élément quantitatif, il semble que l'on peut voir un *double courant* :

(1) TAINÉ. « La Fontaine et ses fables ». « Le bourgeois est un être de formation récente, inconnu à l'antiquité, produit des grandes monarchies bien administrées, et parmi toutes les espèces d'hommes que la Société façonne, la moins capable d'exciter quelque intérêt ». Plus loin il dit également : « l'animal bourgeois par excellence, c'est la fourmi sèche, discrète, prudente, ménagère qui trotte, range, amasse et cherche encore sans autre but qu'amasser ».

« Ils sont inconstants, mécontents par état, frondeurs, faiseurs de remontrances et par dessus tout, impertinents et poltrons ».

Émile DESCHANEL. *Le peuple et la bourgeoisie*.

(2) Abel HERMANT, dans « le bourgeois » dialogue philosophique sur le sujet de la vertu bourgeoise : « tous les bourgeois sont naïvement persuadés qu'il n'est que des familles d'Atrides, des ménages détestables, des épouses légères, et des maris qui font la fête, mais chacun, sans exception et de la meilleure foi du monde, excepté sa propre famille et ses parents, de sorte que le pour et le contre obtiennent ensemble l'unanimité ».

la classe moyenne, si elle n'a pas perdu ses vertus d'épargne traditionnelles, paraît néanmoins s'être modifiée sous l'influence de facteurs économiques, et la classe qui s'est enrichie pendant la guerre commence à prendre les qualités propres à la classe bourgeoise (1), mais son évolution ne fait que commencer ; le *désir de savoir* si fortement imprimé dans l'ancienne classe moyenne ne s'est pas encore pleinement développé. Il faut attendre.

Quant à l'ancienne classe moyenne, ses vertus d'épargne traditionnelles se sont affaiblies. Chaque petit bourgeois s'est trouvé l'âme d'un spéculateur. Il s'est dessiné une tendance à faire prédominer le facteur quantitatif sans que l'élément qualitatif soit effacé tant sont fortes les aspirations héréditaires.

Que faut-il conclure de ces différentes modifications ?

Peut-on encore parler de classes moyennes au sens restreint d'avant guerre : classe intermédiaire entre la haute bourgeoisie et le peuple ?

Il semble que non et qu'il y ait fusion entre les meilleurs éléments du peuple et ce qui constituait l'ancienne bourgeoisie. Mais une question se pose dès maintenant : *cette nouvelle classe, ouverte à de nouveaux éléments aura-t-elle les mêmes aspirations que l'ancienne classe moyenne, au point de vue intellectuel ?*

(1) René JOHANNET : « Les Graffougnat » d'André LICHTENBERGER : « Leurs enfants à tous sauront occuper leur place et tenir à distance les plaisantins. — L'apprentissage paternel leur aura évité de rudes alarmes ».

Les anciens éléments bourgeois qu'une longue hérédité pousse à l'étude auront sans doute le désir d'accéder à l'enseignement supérieur, mais cette velléité sera peut-être entravée par les difficultés matérielles qui se présentent à l'entrée des carrières libérales, et ces nouveaux apports qui, quantitativement, font partie de l'ancienne classe moyenne seront-ils attirés par des fonctions plus honorifiques que fructueuses ? Sans doute leurs descendants seront de vrais bourgeois mais eux n'ont pas eu le temps d'acquérir cette mentalité.

Le problème (1) est donc angoissant : les nouveaux éléments se détournent de l'étude, les anciens ne peuvent y accéder que difficilement. Abandonner ces derniers à eux-mêmes, c'est entraîner la décadence des études supérieures et avec elle *l'amoindrissement moral du pays, non seulement à l'intérieur mais au regard de l'étranger*, ce serait nous mettre en état d'infériorité à l'égard des autres nations — diminution intellectuelle dont les conséquences nationales pourraient être grandes.

Ne pas aider matériellement ceux qui aspirent aux études supérieures, ne rien faire pour écarter les difficultés auxquelles se trouvent aux prises les étudiants, c'est les décourager et les faire renoncer à une tâche

(1) MARTIN SAINT-LÉON : « ... Mais la France, l'Univers se la figure comme le temple », de l'idée, de l'art, du beau, du goût. La France c'est au sens grec du mot « LE MUSÉE ». Or, cette destinée supérieure qui faisait de la France l'Inspiratrice des Nations est-elle menacée ?

éminemment sociale ; c'est porter un coup funeste aux forces vives de la Nation.

Ecarter de l'enseignement supérieur les fils des anciennes classes moyennes, c'est amputer la France de ses meilleurs éléments créateurs, la rendre dès lors tributaire des pays étrangers tant au point de vue intellectuel qu'au point de vue industriel.

Les Universités moins fréquentées perdraient leur antique renom, la culture française se verrait battue en brèche par la science étrangère. Ne donnant qu'un nombre insuffisant d'ingénieurs, de médecins, d'avocats, de savants, le pays serait obligé de faire appel à la production étrangère, ce serait en quelque sorte *une espèce de mise en tutelle intellectuelle*.

La réalisation de cette hypothèse serait, sans doute, désastreuse au point de *vue national* puisque ce serait établir à titre définitif l'infériorité de la France sur les autres Nations, mais les *conséquences internationales* qui en découleraient pourraient être encore plus graves. Si la classe moyenne française a été très fortement touchée par la hausse des prix, la plupart des pays engagés dans la guerre de 1914 ont subi une crise analogue à celle que nous avons traversée ; pour certains pays (pays balkaniques) elle a même été encore plus accentuée. Il s'ensuit que ne pas aider ceux qui sont attirés en France par la renommée de ses Universités, c'est négliger d'une façon impardonnable la solution d'un grand problème qui a agité toutes les Nations après guerre : *le problème de la Paix*.

Il était naturel qu'après la guerre de 1914-1918, l'on

se mit à chercher ce qui pourrait empêcher le retour d'un tel fléau. Les œuvres qui se sont créées en vue de s'adonner à la poursuite d'un si noble but sont nombreuses, mais leur moyen d'action diffèrent de l'une à l'autre. Ces tendances opposées peuvent néanmoins être ramenées à deux grands courants. Pour certaines institutions la Paix ne peut résulter que de la connaissance réciproque que les *peuples* auront les uns des autres ; pour d'autres au contraire, l'extinction des haines nationales, ne peut venir que de l'action d'un petit nombre — de l'élément moteur et dirigeant d'une Nation.

Tandis que les premières s'efforcent de faire appel à la masse tout entière des citoyens d'un pays, les autres bornent leur action à gagner à leurs idées ceux qui seront appelés à jouer un rôle de premier plan dans les destinées de l'Etat dont ils relèvent. Il semble que c'est ce dernier système qui donnera les résultats les plus probants : la masse du peuple est essentiellement *statique*, elle n'agit que sous l'impulsion d'un petit nombre — la plupart du temps : intellectuels formés par les universités.

Apprendre à ces éléments « moteurs » à se connaître, à s'estimer : c'est travailler à l'avènement de la paix.

Pour cela il n'y a qu'à suivre l'impulsion donnée par la tradition française « reconstituer autour de « l'Université de Paris » les collèges des Nations qui lui ont donné, dès le moyen-âge, son caractère d'universalité et qui lui ont valu de constituer le premier

foyer de vie spirituelle que le monde ait connu (1).

Répandre dans le monde des hommes nourris des mêmes sources de sagesse, instruits d'une même technique de travail, entraînés par des méthodes analogues et animé des mêmes ambitions, c'est constituer au-dessus des Nations une « véritable République des lettres, une vraie démocratie scolastique » (2).

Mais compter uniquement sur l'antique renommée des Universités de France pour grouper autour de leurs maîtres les étudiants français et étrangers c'est peut-être trop aisément s'en remettre à la providence.

Le désintéressement que témoignaient les pouvoirs publics au *sort matériel* des étudiants n'est plus de circonstance après les *années* qui ont suivi la guerre.

La crise économique qu'a subie la classe moyenne française et étrangère a posé avec une grande acuité le *problème d'aide* matériel aux étudiants — problème auquel se rattachent toutes les grandes questions : de *contact des races*, de *rapprochement* intellectuel, d'expansion de la culture française, et même une question d'ordre purement économique : le problème de la *rationalisation*. Chaque nation doit être spécialisée, d'après les économistes libéraux, selon ses aptitudes respectives. — La France, qui de tout temps, a joui au point de vue intellectuel, d'une renommée mondiale ne pourrait-elle pas s'organiser de façon à être une véritable capitale intellectuelle du monde ou

(1) *Discours de M. Honnorat*, le 9 mars 1928.

(2) Stéphan d'IRSAY : *Histoire internationale des universités*.

tout au moins un lieu de rapprochement des élites autour de maîtres communs ?

Ainsi après avoir indiqué que le problème de l'extension de l'enseignement supérieur était *en fonction de l'évolution des classes moyennes*, nous sommes obligés de reconnaître que cette interprétation, prise à la lettre, semble malgré tout trop étroite, et que ce serait réduire la portée de cette étude que de la considérer uniquement dans *le cadre national*, dans *le cadre français*. Une des préoccupations, et non des moindres, qui a présidé à la fondation de la cité universitaire est une préoccupation d'*ordre international*. Dès lors la notion de classe moyenne française disparaît : il n'y a plus de classe moyenne au sens restreint, au sens limité de la mentalité d'avant-guerre. Il n'y a plus de cloisons étanches entre les Nations qui viennent, dans des pavillons contigus, suivre les mêmes cours, s'inspirer des mêmes exemples, acquérir la même culture.

L'enseignement supérieur devient international. Il sert le *rapprochement des peuples*, et pourtant comme nous le verrons, l'œuvre que nous nous proposons d'étudier sert avant tout le prestige français car si les éléments sont empruntés à l'élite de chaque Nation c'est la France qui aura le très grand honneur d'accueillir cette organisation nouvelle : entreprise hardie dans l'ordre *juridique et administratif* où s'entremêlent à la fois les questions politiques et économiques ainsi que celles du contact des races et d'expansion intellectuelle, mais toujours d'une haute portée sociale et morale.

CHAPITRE III

L'étudiant de 1919-1920

Situation de l'Étudiant dans les années immédiatement postérieures à la guerre (1919-1920). — Élévation du coût de la vie. — Accroissement des difficultés matérielles. — *Conséquences.* — Diminution du nombre d'Étudiants. — Décadence intellectuelle. Situation angoissante pour le pays. — Quels remèdes apporter. — Système des Bourses insuffisantes. — La création d'une œuvre de vaste envergure se révèle nécessaire. — Premières idées sur la Cité Universitaire.

Nous avons vu, dans les pages précédentes, le rapport étroit qui liait la classe moyenne à l'enseignement supérieur et les répercussions désastreuses que pouvait avoir toute atteinte à cette classe, tant au point de vue « *national* » qu'au point de vue « *international* ». Mais nous avons jusqu'ici considéré le problème de de l'élite intellectuelle d'une façon un peu trop large, il nous faut maintenant le serrer de plus près et l'étudier dans le cadre des années qui ont suivi immédiatement la guerre.

Nous nous attacherons à l'examen des changements économiques portés à la situation de l'étudiant dans les années 1919-1920. Nous nous limitons à la fin de l'année 1920, parce que c'est à cette date qu'a pris forme l'idée d'aide matérielle aux étudiants.

Sans doute cette idée d'aide n'était pas nouvelle, sans doute s'était-elle manifestée dans maints discours, brochures et ouvrages, mais M. Deutsch de la Meurthe,

par sa première dotation de dix millions, la faisait passer dans le domaine des réalités.

A quoi est due cette intervention privée qui devait, quelques années après, gagner l'attention des pouvoirs publics ?

Quel était le bilan de la situation des étudiants, tant au point de vue *matériel* qu'au *point de vue intellectuel* (diplômes, grades) en 1919-1920 ?

L'étudiant, ainsi que son nom l'indique, est un élève (1), il ne produit pas et son entretien dépend uniquement des revenus de sa famille ; il en résulte qu'étudier les changements survenus à la fortune française, c'est par répercussion connaître ce que peut être la situation matérielle de l'étudiant dont les mensualités augmentent ou diminuent d'après les revenus familiaux.

Bien que sortie victorieuse de la lutte, l'état financier tant privé que public, de la France n'était pas brillant dans les années 1919-1920 et devait empirer jusqu'aux années 24-25 : le trésor était vide, le portefeuille des individus appartenant aux classes moyennes contenait une grosse quantité de titres russes, austro-hongrois et turcs, dont la valeur baissait rapidement ; à cette diminution s'ajoutait *l'élévation du coût de la*

(1) Cet élève est-il apte à tirer tout profit « de la docte parole des maîtres » lorsque pour arriver à vivre, à payer ses inscriptions il a donné des heures à surveiller des potaches en étude, à faire de la correspondance anglaise ou allemande, lorsqu'il a dû travailler, dormir dans un garni au cubage d'air insuffisant, se contenter d'une nourriture à bas prix. Ce travail forcé, ce genre de vie nuisent à la santé, font tort aux études.

vie qui passait de 100 en 1914, à 356 en 1919, et en 1925 à 569, la livre à la même époque à la fin de décembre montait à 110. Les revenus du travail augmentaient, mais n'atteignaient pas une hausse égale à celle du coût de la vie. Cette égalité ne devait se réaliser *qu'à la fin de 1919* (1), la péréquation de traitement des fonctionnaires n'avait pas été votée.

Si telle était la situation de la France, celle de l'Europe centrale apparaissait plus triste encore par suite de l'accélération de la dévaluation monétaire.

En résumé, on se trouvait en présence de grandes difficultés financières à l'intérieur, les familles ne pouvaient pas envoyer beaucoup aux étudiants et cependant le budget de l'étudiant en francs papier, surtout depuis cette époque, était très chargé.

Sans remonter jusqu'à Henry Murger dont la « Vie de Bohème » se place aux environs de 1850, et qui nous montre sans doute l'étudiant aux prises avec des difficultés matérielles (mais ces soucis d'argent ne semblent pas toujours avoir un rapport direct avec les études) la situation de l'étudiant de 1913 apparaît singulièrement facile à la génération postérieure à la guerre : une pension mensuelle de 200 fr. permettait à l'étudiant de mener une vie convenable. C'était

(1) REBOUD. — 1° Pendant les premières années de la guerre, les salaires journaliers ont haussé moins vite que le coût de la vie, mais dès 1918, l'écart entre les indices tendait à s'atténuer.

2° A partir de 1919, les salaires journaliers ont augmenté plus vite que le coût de la vie, *et vers la fin de 1920*, le pouvoir d'achat du salaire par jour était, soit égal, soit supérieur à celui d'avant-guerre. Mais il faut noter que les indices de salaires ne tiennent pas compte du chômage et que la crise du chômage a été grave dans certains pays.

l'époque où une chambre se louait 40 fr., un repas se payait 1 fr. 50 et 2 fr. Depuis 1919-20, la situation change : le coût de la vie augmente de 3,56 — la pension devait par suite se trouver portée à 800 fr. en 1919 et 1920-21-22 (1).

Il était donc malaisé à la classe moyenne frappée pécuniairement, à partir de 1919, de fournir semblables ressources, surtout lorsqu'on se trouvait en face de familles ayant plusieurs enfants à instruire.

Les difficultés matérielles au seuil de l'enseignement supérieur ont amené une réduction sensible du nombre des étudiants dans la fréquentation des facultés et une diminution de la production intellectuelle : — moins de grades sont obtenus dans ces années qui ont suivi immédiatement la guerre (2).

Sans doute faut-il tenir compte du nombre d'étudiants tués pendant la guerre, mais la paix aurait dû entraîner une augmentation à la fois du nombre d'étudiants et du nombre de diplômes — puisqu'à la génération d'étudiants de 17 et 18 ans de l'année 1919 aurait dû s'ajouter les étudiants qui, revenus de la guerre, désiraient sanctionner par un diplôme des études interrompues par les hostilités. En outre, le prestige de la France, augmenté par la victoire des Alliés aurait dû, dès 1919, nous amener un accroisse-

(1) Pension en 1931 : 1.200 francs.

Chambre, 400 francs.

Repas 12 francs.

Livres, etc...

(2) Les jeunes gens des classes 1913 à 1920 ont vu presque toutes leurs études interrompues.

ment du nombre d'étudiants étrangers — l'apport des provinces réannexées d'Alsace et de Lorraine aurait également dû élever ce contingent.

Si nous nous en référons au Bulletin statistique de 1919-1920, et que nous le comparions à celui de 1913, on peut en tirer les conclusions suivantes (1) :

En 1920, le nombre total des étudiants tombe de 30 0/0, le nombre d'étrangers n'augmente que dans une très faible proportion (8, 5 0/0), et la décadence

(1) *Nombre d'étudiants*

1° De 1901 à 1912-1913, augmentation progressive de 30.370 à 41.109, augmentation 35 %.

2° De 1913 à 1920, chute du nombre d'étudiants, perte de 41.109 à 29.880, perte 30 %.

3° De 1920 à 1923, augmentation du nombre d'étudiants, augmentation de 29.880 à 50.366, augmentation 35 %.

II. *Nombre d'étrangers*

1° De 1902 à 1912 : 1.862 à 5.560, près de 200 %.

2° De 1912 à 1920 : 5.560 à 6.044, augmentation de 8,5 %.

3° De 1920 à 1922 : 6.044 à 6.031, légère diminution.

III. *Grades*

<i>Droit :</i>	Licence, 1.397 en 1902 ; 1.907 en 1912 ; 1.196 en 1920 ; 2.351 en 1922, augmentation en 20 ans, 68 %.
—	Doctorat, 497 en 1920 ; 565 en 1912 ; 132 en 1920 ; 300 en 1922, diminution de 40 %.
<i>Lettres :</i>	Licence, 477 en 1902 ; 504 en 1912 ; 468 en 1920 ; 638 en 1922, augmentation 30 %.
—	Doctorat, 50 en 1902 ; 38 en 1912 ; 3 en 1920, 32 en 1922, diminution de 36 %.
<i>Sciences :</i>	Licence, 312 en 1902 ; 377 en 1912 ; 341 en 1920 ; 849 en 1922 ; augmentation de 140 %.
—	Doctorat, 44 en 1902 ; 29 en 1912 ; 23 en 1920 ; 14 en 1922, diminution de 68 %.
<i>Médecine :</i>	1.126 en 1902 ; 958 en 1912 ; 788 en 1920 ; 1.647 en 1922, augmentation 46 %.
<i>Pharmacie :</i>	567 en 1902 ; 307 en 1912 ; 322 en 1920 ; 259 en 1922, diminution de 50 %.

intellectuelle, si nous prenons uniquement comme critère le nombre de diplômes est sensible :

	En 1912	En 1919
<i>Licences en droit</i>	1907	1196
<i>Licences lettres</i>	501	468
<i>Licences sciences</i>	377	341

La chute est encore plus marquée pour les diplômes de doctorat :

	En 1912	En 1919
<i>Droit</i>	565	132
<i>Lettres</i>	38	3
<i>Sciences</i>	29	23

Au contraire, pour la médecine et la pharmacie, s'il y a une diminution sur le nombre de diplômes d'avant guerre, elle est moins sensible que pour les doctorats précédents — c'est que les étudiants en médecine et en pharmacie mobilisés dans les hôpitaux, postes de secours, ambulances, exerçaient leur art, appliquaient ce qui leur avait été enseigné, en un mot, étaient à l'école pratique. En était-il de même pour l'étudiant en lettres ou en droit qui ne peut travailler que dans des bibliothèques ?

Telle était la situation de la France intellectuelle en 1920. L'enseignement supérieur était désorganisé par la guerre, non seulement les cadres enseignants n'étaient plus au complet, mais le recrutement de ceux qui aspiraient à l'enseignement supérieur baïs-

sait et cette diminution entraînait, par suite, un amoindrissement de la culture intellectuelle qui se traduisait par la raréfaction des diplômés.

Cette crise que traversait l'enseignement supérieur ne pouvait pas durer, sans conséquence grave pour la France.

Pour relever le niveau des études et assurer le recrutement normal des étudiants des mesures s'imposaient d'urgence.

La première idée qui vint à l'esprit fut d'organiser des bourses d'entretien par concours, d'étendre le nombre de leurs bénéficiaires, mais si c'est là une conception qui a ses mérites et son utilité dans une période ordinaire, ses effets ne sont pas assez énergiques pour combattre une crise aussi aiguë que celle qu'entraînait l'après-guerre.

Quelque grand que soit le nombre des appelés à l'obtention des bourses, il implique néanmoins une *sélection* basée à la fois sur la valeur du candidat et sur son degré de fortune.

Les bourses impliquent donc une aide matérielle à un nombre relativement restreint et c'est l'enseignement supérieur entier qui se trouve menacé (1) — le problème était d'envergure et son importance capitale pour la vie du pays. — Il fallait donc recourir à une institution s'adressant à tous ceux (français et étrangers), qui aspirent à une culture supérieure. C'est la Cité

(1) Tout au moins dans ses éléments les plus sains.

Universitaire qui devait répondre à cet objet et c'est à l'initiative privée que devait revenir l'honneur de mettre sur pied une organisation qui, maintenant, a rehaussé le prestige de l'Université de France.

CHAPITRE IV

Les sources de la Cité Universitaire

Collèges du Moyen-Age. — Collèges des Nations. — L'Université de Paris attire les étudiants français et étrangers. — Aide matérielle aux étudiants pauvres. — Dons. — Constitutions de Bourses. — Habitudes prises par les étudiants aisés de vivre dans une maison commune. — Différences entre des Collèges et la Cité Universitaire. — Différents modèles proposés par l'Étranger. — En Allemagne. — (Bourses) au Royaume-Uni, Étude des Universités d'Oxford, de Harvard. — Les International Houses aux États-Unis. — Voyage aux États-Unis des fondateurs : HONNORAT, BRANET, DAVID-WEIL. — Interventions de DEUTSCH DE LA MEURTHE. — *La cité universitaire est créée.*

La Cité Universitaire n'est pas, malgré tout, un phénomène de génération spontanée. Bien qu'à son point de développement actuel, elle soit une œuvre imposante et qui fasse honneur à l'esprit français, il ne faudrait pas s'imaginer qu'avant elle, rien n'existait dans cet ordre d'idée.

Il semble au contraire que cette *idée d'aide* aux étudiants en vue d'assurer le développement des études supérieures soit très ancienne et remonte à la naissance des premières écoles du moyen-âge, mais jamais, même au moment le plus florissant de l'Université de France, l'assistance matérielle et morale n'a revêtu cette *ampleur* et cette cohésion qui caractérisent la Cité Universitaire.

Il est assez intéressant de tracer l'évolution et l'extension de « l'aide matérielle » fournie aux étudiants dans la France du Moyen-Age et dans plusieurs grandes Nations Etrangères, nous verrons ainsi ce qu'une telle œuvre avait d'incomplet, et ce qui fait, par contraste, la grandeur de la Cité Universitaire.

Dans l'ancienne France, ainsi qu'il est naturel, *l'acuité du problème s'est posée avec l'accroissement du nombre des « escholiers »*.

Au XI^e siècle, en pleine période féodale, les études ne sont guère en faveur — la force brutale est à la première place, et seuls les ecclésiastiques empêchent la science de disparaître ; il n'y a pour ainsi dire pas d'étudiants : seuls aspirent à une culture intellectuelle élevée ceux qui veulent entrer dans les ordres — étant donné leur nombre relativement restreint les monastères, les cloîtres, les abbayes peuvent, sans trop de peine, assurer couvert et logement (1).

Mais, dès le XII^e siècle, et surtout avec le XIII^e siècle, sous les grands Capétiens, une transformation se dessine — *la population scolaire augmente*. L'Université, corporation de professeurs, a une *existence légale* conférée par une bulle de 1210 d'Innocent III (2), une *organisation* spéciale et une représentation à la cour papale, aux conciles (3) ; elle est dotée d'un monopole d'enseignement et seule a le droit de délivrer des diplômes : baccalauréat, licence et doctorat. Il semble

(1) RASDALL. — *History of European Universities*.

(2) RASDALL.

(3) Concile de Constance.

que c'est à cette organisation, si bien comprise pour l'époque, à sa division en Facultés, au recrutement des professeurs que l'Université de France a dû sa renommée. C'est grâce à des maîtres tels que Jean de Sacro-Bosco (Sciences), qui enseigna au Collège de la Montagne Sainte-Geneviève au commencement du XIII^e siècle, à Abélard pour la philosophie, à Arnaud de Ville-neuve qui professa la Médecine et l'Alchimie à Paris, à Guillaume de Champaux, à Saint-Thomas d'Aquin, à Guillaume d'Occam (1) que s'accrut le nombre d'étudiants ; pour entendre de tels maîtres, il vint des étudiants des pays étrangers (2). La Faculté des Arts (Lettres) fut obligée de se diviser en quatre Nations : France, Picardie, Normandie, Allemagne, dans lesquelles les étudiants se classaient suivant leur lieu d'origine (3). Parmi cette masse d'étudiants, il y en avait d'aisés (4) qui voyageaient à cheval avec une escorte de précepteurs et de serviteurs, et qui devaient se faire inscrire, eux et leur suite (suppôts de l'Univer-

(1) RASDALL. — « Paris became a city of teachers, the first of teachers the medieval world had known ».

(2) « On en compte de 15 à 20.000 qui venaient suivre les cours de l'Université au XIII^e siècle » (Histoire de France).

(3) *Histoire internationale des Universités*, de Stéph. d'IRSAY : « Au XIII^e siècle, on trouvait à Paris des écoliers d'origine ethnique très variée qui se répartissaient entre les quatre Nations établies : il y avait, dans l'ordre descendant des Allemands, des Anglais, des Écos-sais, des Irlandais, des Hollandais, des Scandinaves de plusieurs pays, des Slaves, des Hongrois, et maints autres. La France, selon Jean de Salisbury — les accueillait tous.

(4) RASDALL : « The vast majority of scholars were of social position intermediate between the highest and the very lowest : sons of knights and yeomen, merchants, tradesmen or nephews of successfull ecclesiastics or promising lads who had attracted the notice of wealthy neighbours ».

sité) sur le registre tenu par le maître sous la tutelle duquel ils devaient s'instruire — mais à côté de ces privilégiés, il y avait un fort contingent d'étudiants pauvres. — Villon, l'étudiant famélique en est le type le plus représentatif — et cependant les frais d'études sont très réduits : un escabeau de bois pour le maître, quelques bottes de paille pour les élèves, un même manuscrit. Or, l'entretien de ce mobilier et le maigre salaire du Maître ruinaient les étudiants (1). Les étudiants pauvres, pour vivre, devaient s'abaisser à des besognes serviles, entraient dans la clientèle d'étudiants plus riches et recevaient en échange des fonctions qu'ils remplissaient couvert et logement, mais ce n'était qu'un palliatif qui se révéla vite insuffisant avec l'accroissement du nombre des étudiants.

Emus par cette détresse, de nombreux donateurs fondent des *Collèges*, en vue d'assurer le *vivre* et le *couvert* aux étudiants peu fortunés (2).

Le Collège, entendu comme une institution devant aider les écoliers pauvres incapables de subvenir à leur entretien sans assistance n'est-il pas l'ancêtre de la Cité Universitaire (3) ? La première fondation date de 1180 —

(1) E. GEBHART. — Discours de réception à l'Académie Française, le 23 février 1905.

(2) A. MESTRE. — *Etudes et Etudiants*. — Tout de suite la question du *logement* se posa pour les étudiants, à raison de leur brusque irruption dans un quartier déjà encombré. Pour y remédier, des fondations sont établies au XIII^e et XIV^e siècle, en vue d'assurer le *vivre* et le *couvert* aux étudiants peu fortunés, ce sont les *collèges*.

(3) RASDALL. — « College were intended for poor scholars but a poor scholar in the sense of the College founders meant only a scholar unable to support himself without help... » the object of college

une seule chambre était achetée à l'Hôtel-Dieu et devait abriter 18 étudiants qui, en échange de cet abri, étaient obligés de réciter les prières d'usage aux agonisants et de veiller les morts ; à partir du XIII^e siècle, les collèges se multipliaient, mais quelque grand que soit leur nombre ils semblent être inférieurs aux besoins — à côté des boursiers qui sont hospitalisés dans les fondations, on trouve les « *beneficiarii* » (1), les martinets (2) sorte d'étudiants mendiants qui se nourrissent de ce que leur abandonne le collège et qui en retour rendent quelques services aux membres du Collège. — Au Collège des 18 s'ajoute le Collège de Cluny (1269) plus tard le Collège d'Harcourt (1290) qui inaugure un système de pension intéressant à mentionner, puisqu'il est l'ancêtre de notre régime actuel d'internat. On se trouve en face de trois sortes d'étudiants : les boursiers, les martinets et les *pensionnaires* qui participent, par une somme relativement modique, au fonctionnement du Collège.

Les étudiants aisés vont de plus en plus abandonner leur maison particulière à la ville, leur suite, pour être pensionnaires. Il ne faut pas non plus oublier la *Sorbonne* qui, au début n'était qu'un collège « *Œuvre des pauvres étudiants en théologie* », collège et refuge des jeunes clercs patronnés par St-Louis, bénie par le

founders was simply to secure board and lodging for poor scholars who could not pay for themselves ».

(1) RASDALL.—« *Beneficiarii* » who were supported by broken meats of the Hall dinner and supper, in return for which they performed some menial services to the Fellows ».

(1) Em. HARRACA.

Pape. *Pauper pauperima domus*. On peut également trouver les Collèges de Suède, d'Arras, de Bourgogne, des Lombards, des Allemands, de Ste-Barbe, des Bons Enfants, de Navarre, de Beauvais, de Dainville, For-tet, Grassins, Mazaux 1665.

De cette énumération, incomplète d'ailleurs, se dégagent deux constatations : un grand nombre de fondations existent au Moyen-Age, en vue de protéger et d'aider l'étudiant ; des institutions *étrangères* nous montrent combien grande était la renommée des Maîtres de Paris.

Ayant maintenant vu ce qui faisait de tous ces collèges les ancêtres de la Cité Universitaire, on peut se demander quelles *différences* existaient entre ces institutions liées par une si étroite parenté, et qui se proposaient les unes et les autres d'aider les étudiants (*help for poor students*).

Les collèges étaient des institutions entièrement *privées*, l'organisation interne était déterminée par le fondateur, la nomination du régent réglée par lui. C'est là un premier trait qui oppose les Collèges du Moyen-Age à la Cité Universitaire. La Cité Universitaire est un organisme *public* dépendant de l'*Université*, l'emploi des fonds est surveillé par des organismes publics, — la nomination et la désignation des cadres administratifs internes déterminées par des contrats passés entre l'Université et la Fondation. La seconde différence résulte de la *nature des fonds* affectés à la marche de l'institution : les collèges du Moyen-Age sont alimentés exclusivement par des

donations privées — au contraire, la Cité Universitaire puise à deux sources : subvention des pouvoirs publics et apports privés.

Ne vivant et ne subsistant que par l'initiative privée, les Collèges n'ont qu'une *vie précaire* ; mal administrés, beaucoup disparaissent (1) ou ne subsistent que péniblement (2). C'est là une *éventualité* qui, semble-t-il, ne pourra se produire avec la Cité Universitaire ; par son caractère public elle participe à la longévité des institutions administratives et grâce à cette qualité sera capable de poursuivre une œuvre de longue haleine comme celle qu'elle se propose : faire œuvre internationale. A toutes ces différences, s'en ajoute une autre, *capitale* à notre sens. *La Cité Universitaire ne se borne pas à être un hôtel et un restaurant, le rôle matériel qu'elle s'assigne n'est qu'un moyen, en vue d'atteindre un but infiniment plus élevé : faire régner la paix par le rapprochement de l'élite intellectuelle* (3). Jamais une telle préoccupation n'a agité

(1) EM. HARRACA. — « Les conditions de résidence à Paris de l'étudiant autrefois et aujourd'hui ».

Ont disparu les collèges de Quimper-Corentin, Tréguier, de Haremborg, Donjon, de Tulle.

(2) DE MENORVAL. — « Paris depuis ses origines jusqu'à nos jours » : « Lorsqu'en 1763, l'Université, grâce à l'expulsion des Jésuites, fut mise en possession de Louis-Le-Grand, 26 Collèges y furent réunis dans l'impossibilité où ils se trouvaient de subvenir plus longtemps à l'entretien de leurs boursiers : Arras, Autun, Bayeux, Boissy, Bourgogne, Cambrai, Cornouailles, Dainville, Frotet, Huban, Justice, Laon, Lisieux, Le Mans, Me Gervais, Narbonne, Presles, Reims, Sainte-Barbe, Saint-Michel, Sées, Tours, Tréguier, Les Bons Enfants, Saint-Victor, Les Dix-Huit et les Cholets ».

(3) Rapport présenté par M. HONNORAT et M. BRANET, le 31 mai 1928 au Comité de Direction de la fondation nationale :

« La Cité n'est pas faite simplement pour alléger les difficultés

l'esprit de ceux qui cherchaient à attirer les étudiants dans leurs villes : seules, les considérations matérielles et les bénéfices qui pouvaient en résulter pour la population commerçante faisaient l'objet de leurs soucis.

A vrai dire la Cité Universitaire ne sera pas une reproduction exacte des Collèges du Moyen-Age : son but sera plus haut puisqu'elle reprendra, pour son compte personnel, le programme de la « Dotation Carnegie pour la paix internationale »,

Elle s'inspirera également d'autres modèles : des « International Houses » aux Etats-Unis, des Collèges anglais d'Oxford et de Cambridge et des groupements si bien organisés d'Allemagne.

Il ne semble pas que le modèle ait été cherché en Allemagne ; si se pays a de nombreuses fondations destinées à aider les étudiants pauvres (1), il n'a pas

« matérielles de la vie aux étudiants qu'attirent nos vieilles écoles ;
« elle est faite surtout pour leur offrir un *foyer commun* de VIE SPI-
« RITUELLE, et préparer par là un rapprochement moral entre les,
« élites de tous les peuples ».

(1) « Die Stipendien und Stiftungen z. Gunsten der Studenten »
par Max Baumgart (Bourses et Fondations à l'usage des étudiants).

<i>Adlersches Stipendium</i> :	(Bourse de l'Aigle) fondée par P. Philipp Kaufmann, destinée à des Nationaux, boursiers d'univer- sité.
<i>Fondation Adolf</i> :	Fondateur Dr Bruck ; aide des étudiants israélites, nationaux et étrangers.
<i>Fondation Henri-Alexandre</i> ;	Aide aux étudiants israélites et chrétiens.
<i>Fondation Auguste</i> :	Aide aux élèves du Gymnase de Cologne pour poursuivre leurs études universitaires.

poursuivi, tout au moins au moment où s'élaboraient les premiers projets de Cité Universitaire (en 1920), ce qui fait la grandeur de la Cité Universitaire, son but spirituel : la paix par l'éducation et les relations des éléments intellectuels nationaux et étrangers.

L'exemple a été cherché aux Etats-Unis. Nous verrons par la suite ce qu'on doit aux cités d'étudiants d'Oxford et de Cambridge.

<i>Allstädtisches Stipendium :</i>	(Bourse de la Vieille Ville). Aide aux étudiants natifs de Brandebourg.
<i>Bourse de la Banque d'Etat, avec approbation et garantie royale :</i>	Aide aux étudiants en théologie évangélique.
<i>Bourse Dr. H. Bauer :</i>	Augmentée d'un don royal : aide aux étudiants sans distinction de confession, dans toutes les branches universitaires.
<i>Bourse Agathon-Bénary :</i>	Aide aux étudiants, nationaux ou étrangers, sans distinction de religions, qui s'adonnent à la philologie.
<i>Fondation Bendemann :</i>	Aide annuelle de 5 étudiants indigents.
<i>Fondation Belghe :</i>	Aide des étudiants en théologie et jurisprudence.
<i>Fondation Beuth :</i>	Aide des étudiants de l'Université ou des Hautes Études Techniques.
<i>Fondation Blumenbach :</i>	Destinée à aider un jeune docteur en médecine reconnu capable de se distinguer dans l'étude des Sciences Naturelles.
<i>Konvikle ou Pensions Gratuites :</i>	Petite pension gratuite pour 5 étudiants en théologie.
<i>Maison Melanchton :</i>	Grande pension à prix modérés contenant environ 50 chambres, réalisant pour l'étudiant la vie de famille.
<i>Fondation Joanneum :</i>	Pension à prix modéré, donnant même des repas gratuits à quelques étudiants.

Un voyage d'études, dû à la générosité de M. J. D. Rockefeller, a été entrepris par MM. Honnorat et Branet, à l'effet d'étudier les institutions américaines d'aide à l'étudiant peu fortuné. C'est en s'inspirant du « Student Unions » et des « International Houses » que beaucoup d'erreurs ont pu être évitées.

Qu'est-ce que ce Student Unions et ces International Houses (1) ?

Il nous semble que leur but et leur fonctionnement ne peuvent être mieux exposés qu'en reproduisant cette phrase extraite du rapport de M. Branet et de M. Honnorat :

« Ces Unions ont toutes un *double objet*, répondant « rigoureusement au *double but* que nous nous proposons d'atteindre. Comme la Cité Universitaire, elles « sont destinées à faciliter *la vie matérielle* des étudiants, et comme la Cité Universitaire, elles sont « destinées à leur faire *contracter des habitudes de* « vie sociale créant entre eux des *liens durables* ».

Pour atteindre ce résultat, elles disposent de restaurants, de clubs, de salles de gymnase, de terrains de sport, souvent même d'un théâtre, fournissant

(1) R. Rockefeller junior avait déjà créé 3 International Houses aux États-Unis.

- 1) à New-York ;
- 2) à San-Francisco ;
- 3) à Chicago.

Il a l'intention d'en créer dans tous les grands centres d'appel intellectuel à Berlin, à Londres, des International Houses échangent des étudiants. C'est donc là une sorte de coopération interscolaire organisée.

ainsi aux jeunes gens qu'elles reçoivent de multiples occasions de se rencontrer, de se fréquenter et de collaborer. Il en est de même à l' « International House » qui procure aux étudiants qui s'y réunissent d'incessantes occasions d'entrer en contact et de participer à des manifestations en commun (1). N'est-ce pas ce qui a directement inspiré la Cité Universitaire, et si la Cité a été obligée par les circonstances, de modifier quelque peu le modèle qui lui a été proposé, elle a plutôt *adapté* qu'elle n'a innové.

L'apport que la Cité Universitaire doit aux Collèges des Universités Anglaises, n'est pas non plus négligeable (2). C'est aux collèges anglais d'Oxford et de Cambridge que la Cité a emprunté la disposition des pavillons Deutsch de la Meurthe. Rien de la caserne dans la Cité. Ces petites constructions, peu élevées, entourées de jardins et d'arbres, évoquent vraiment les Cités-Jardins des étudiants anglais.

Mais il est encore trop tôt pour décrire cette institution telle qu'elle apparaît à l'heure actuelle, en pleine croissance et en plein succès.

En 1920, à l'heure où commence la période d'action, il n'y avait encore rien sur l'emplacement actuel, et le passant n'aurait pu remarquer que les contours peu harmonieux des fortifications recouvertes d'un gazon pauvre et pelé.

Plus loin, ce qu'on appelle la zone contribuait à ajouter à la laideur de la perspective, et n'était l'oasis,

(1) Rapport au Comité de Direction du 31 mai 1928.

(2) Henry SPONT dans la Cité universitaire.

heureusement toute proche, du parc Montsouris, rien ne révélait que ce coin extrême de la grande ville se transformerait un jour en cette ruche merveilleuse où convergent les aspirations et les énergies de plus de 19 nations.

Cependant, des hommes épris d'idéal, des hommes conscients de l'effort de la France victorieuse se devaient d'accomplir, pour montrer au monde son prestige restauré, une œuvre aussi belle qui méritera d'être donnée en exemple aux générations futures.

Deux grands noms se détachent, noms auxquels cette œuvre considérable doit sa naissance et son développement :

M. Deutsch de la Meurthe, le grand industriel de la même race que les Carnegie, les Rockefeller, les David-Weil, a été attiré par la triste condition de l'étudiant français et étranger ; il a été l'envoyé du destin qui a permis, dans l'indigence de l'État vidé par la guerre, de créer une première fondation qui devait servir d'exemple aux esprits généreux.

Le sénateur Honnorat, également fut un grand Français :

« Monsieur Honnorat, pour reprendre l'expression
« de Georges Bourdon, est un homme quasi-unique,
« un politique qui méprise le jeu politique, un parle-
« mentaire dénué d'ambitions personnelles, et dont
« tous les actes, toutes les pensées, sont naturellement
« commandés par l'intérêt national, sans jamais
« s'arrêter aux intérêts particuliers ». Tour à tour
député, ministre de l'Instruction Publique et sénateur,

jouissant d'une grande influence personnelle au Parlement où ses interventions en vue d'améliorer la situation matérielle et morale des Français ne se comptent plus, il a abordé les sujets les plus vastes et les plus variés, et c'est souvent grâce à son talent de persuasion et d'orateur que de nombreux projets ont été adoptés, « c'est lui qui, jadis, a mis en mouvement la législation française contre la propagation de la tuberculose et contre le taudis ; lui qui, en pleine guerre, a créé cette Bibliothèque de la Guerre, devenue Office de Documentation internationale ».

Ne lui devons-nous pas cette réforme de l'heure, réforme particulièrement génératrice de bienfaits, puisque, malgré les résistances engendrées par l'esprit de routine et les sceptiques, elle a conduit à une économie considérable de forces productives. Grâce à la réforme de l'heure, la lumière du jour est venue rendre moins pénible l'effort des travailleurs et a permis des économies importantes de combustibles, de temps, d'efforts, bel exemple d'une conception abstraite vivifiée par la volonté de réalisation qui anima son auteur, et dont aujourd'hui, les bienfaits sont reconnus de tous.

Lutte contre la Tuberculose, contre les Taudis, Heure d'Été, Cité Universitaire, projets bien dissemblables d'aspect, mais qui se rejoignent, car ils contribuent l'un et l'autre au triomphe de l'homme sur la nature, à la lutte contre les conditions irrationnelles de l'existence, et à l'organisation d'une vie plus belle ;

c'est l'aspiration vers le soleil, la lumière, la grande inspiratrice dans le domaine matériel et intellectuel.

L'année 1920 est une grande date : c'est l'heure où l'idée se matérialise, l'heure où la conception se traduit par des actes ; c'est le jour de la visite de M. Deutsch de la Meurthe à M. Honnorat, alors ministre de l'Instruction Publique.

M. Honnorat, depuis longtemps, rêvait à cette Cité Universitaire et à l'entente internationale qui pourrait résulter du rapprochement des élites intellectuelles de tous les pays. Mais en 1920, le moment aurait été mal choisi pour saisir les pouvoirs publics d'un tel projet, le Trésor de l'Etat était vide, épuisé par la guerre, et les répercussions désastreuses de la disparition des classes moyennes ne s'étaient pas encore fait sentir, l'opinion publique était sollicitée par des problèmes plus immédiats.

Mais le problème du maintien de la prépondérance intellectuelle de la France ne s'imposait pas moins, et il appartenait à des personnes clairvoyantes de signaler le danger et d'aider à l'écartier.

Ce fut à M. Deutsch de la Meurthe que ce beau rôle devait incomber.

Cette visite, d'où devait sortir cette œuvre si remarquable, a été racontée par M. Georges Bourdon avec autant de verve que d'exactitude. Il nous semble qu'on nous excusera de transcrire littéralement la relation de cette entrevue.

M. Deutsch parla ainsi :

« Je suis vieux. Je suis riche. Je suis alarmé pour
« nos étudiants de la cherté grandissante de la vie.
« La plupart, fils de petits bourgeois, les plus dure-
« ment atteints par l'évolution économique, comment
« vivront-ils si leurs familles, étreintes par le besoin
« et l'angoisse, ne peuvent les faire vivre ? Grave
« menace pour les études supérieures et pour le
« recrutement de l'élite. J'en suis hanté. Je ne veux pas
« mourir sans avoir servi, puisque je puis le faire,
« une cause qui tient tout l'avenir de mon pays ».

Ainsi parla cet homme de cœur. Il s'appelait Deutsch de la Meurthe. C'était un homme riche, en effet, un grand industriel, connu pour sa générosité et ses libéralités. Du premier coup, le ministre reconnut en lui l'envoyé du Destin, celui grâce à qui, dans l'indigence de l'État vidé par la guerre, son rêve allait prendre corps.

Nous allons ensemble, fit-il en lui serrant les mains, faire une grande œuvre. Vous serez le fondateur de la Cité Universitaire.

Alors, il dévoile la pensée dont il est possédé.

« Former l'élite française, assurer, entre des mains
« capables, le fonctionnement de la machine sociale,
« voilà certes, un grand objet ; mais former l'élite
« universelle, quelle plus haute ambition ! Sans doute,
« est-il excellent et salulaire d'ouvrir à des centaines
« d'étudiants français des logis confortables et plai-
« sants, où ils poursuivront, à bon compte, leurs
« études dans les conditions les plus favorables ;

« mais, autour de ce noyau français, ce sont les étudiants de toutes nations qu'il faut appeler. Chaque groupe possédera sa maison, gardera ses habitudes nationales, vivra selon les traditions de sa race ; mais tous se retrouveront, non seulement devant les mêmes chaires, soumis aux mêmes disciplines, mais aux tables des repas, sur les terrains de jeux, en des réunions familiales, sinon familiales, où, de maison à maison, de peuple à peuple, on s'invitera. Ainsi se fondera, sous l'égide de l'Université de Paris, doyenne des universités du monde, auguste protectrice de la Cité, une vaste ville, une ville merveilleuse, la ville de la Sagesse et du Travail, où tout un jeune peuple recevra dans la liberté, avec les premiers éléments de culture, l'empreinte d'une haute pensée. Ce sera sans doute, pour la grande fierté des maîtres français, l'empreinte de la pensée française, mais sur des âmes en constante réaction et en perpétuel enrichissement, mieux encore, ce sera l'empreinte d'une communauté véritablement internationale. Le goût de se mutuellement connaître, l'exécration du préjugé et du parti-pris, la monstrueuse sottise des haines dites nationales, la tolérance, vertu des âmes trempées, c'est ici qu'on les apprendra sans qu'il soit nécessaire de les enseigner. La grande paix humaine, c'est ici qu'elle prendra forme. Genève est un concile de diplomates, La Haye est un prétoire de juristes. Les masses ignorent et elles s'ignorent. La paix n'entrera dans les cœurs que lorsque la connaissance sera entrée dans les âmes : par qui les peuples se comprendront-ils, sinon par leurs élites ? Ce sont les élites nationales qui, d'année en année renouvelées, peupleront la Cité Universitaire. De retour dans leurs foyers, encore

« imprégnées de son esprit, elles ne seront pas
« seulement les porte-lumières de la France, et les
« garanties de son esprit, elles formeront la Cheva-
« lerie de la Paix.

« Deutsch de la Meurthe était conquis. Il se sentait
« fier d'attacher son nom à une œuvre, dont il entre-
« voyait l'immensité, mais dont il ne devait pas en
« voir l'achèvement.

« — Je suis votre homme, fit-il, que dois-je faire ?

« Le ministre lui explique que l'œuvre coûterait
« beaucoup d'argent, qu'il faudrait demander des
« sacrifices à l'Etat français et à la Ville de Paris,
« que ni l'un ni l'autre ne les consentiraient que s'ils
« se trouvaient en présence d'une entreprise visible,
« que les nations étrangères ne seraient entraînées
« à y participer que si elle présentait les caractères
« de la durée et qu'il était par conséquent indispen-
« sable que le capital initial, fourni par l'initiative
« privée, fût imposant.

« Deutsch de la Meurthe avait trop le sens des
« affaires, pour ne pas comprendre de telles raisons (1).

« — Dix millions, fit-il, sera-ce suffisant ?

« — Oui, pour partir.

« Et l'on partit... ».

La Cité Universitaire était créée.

(1) Deutsch de la Meurthe avec un sens puissant des réalités a subordonné sa donation à la reconnaissance par l'État de la Cité Universitaire. Ce n'est que quelques jours avant le délai fixé pour le retrait du don que les pouvoirs publics accordèrent le terrain demandé.

DEUXIÈME PARTIE

La Réalisation

CHAPITRE PREMIER

Questions juridiques et administratives.

Quelle était la forme juridique qui permettrait à la Cité Universitaire de mieux réaliser son but ? *Première idée* : constituer la Cité Universitaire en service public pur et simple — avantages et inconvénients qui découlent de cette forme — l'État en 1920 ne pouvait pas fournir l'effort financier nécessaire à sa création. L'État ne sait pas aussi bien qu'une œuvre particulière faire appel à la générosité privée, danger de la bureaucratie qui paralyserait, peut-être, le lancement de la Cité Universitaire. Il fallait donc recourir à une forme particulière capable à la fois de concilier tous les avantages des services publics et tous ceux des sociétés de droit privé. On recourt à l'instigation de M. Branet, conseiller d'État, à une forme juridique nouvelle : la Cité Universitaire est un service de l'Université mais cette dernière se décharge de l'organisation et de l'administration de la Cité sur un organisme spécialement créé à cet effet : La *Fondation Nationale*, qui demeure néanmoins sous sa surveillance. Le contrat passé entre la Fondation et l'Université s'analyse en un mandat. — Valeur juridique de ce mandat ? — Preuve de sa validité dans le dépôt conjoint de la demande en reconnaissance et du projet de convention à passer entre l'Université et la Fondation. — La reconnaissance n'étant briguée qu'en vue du mandat dès que la première est attribuée le mandat est reconnu valable. Néanmoins certaines objections ont été adressées. Faut-il appliquer les règles relatives au droit commun ? Un mandat se conçoit-il entre un établissement public et un établissement d'utilité publique ? — La validité dudit contrat est reconnue. — Utilité qui peut découler d'une telle conception juridique. — On va vers une meilleure

adaptation des règles de droit strict aux nécessités révélées par la vie sociale.

Analyse du mandat. — Étude du mandataire : la FONDATION, son organisation ; Conseil et comité de direction. — Leur composition. — *Nature du mandat*, gratuit, général, capacité de la Fondation, pour les actes à titre onéreux ou à titre gratuit. — Durée du mandat. — Arrivée du terme. — Révocation de la reconnaissance.

SECTION I. — La Fondation Nationale

Nous avons vu précédemment, comment est née l'idée d'aide aux étudiants et celle plus haute de recherche de la paix par le rapprochement des élites. La donation Deutsch donnait corps à cette idée ; mais tout de suite se posa la question de la *forme juridique* et *administrative* de la Cité Universitaire. Quelle était la forme juridique qui permettrait à la Cité Universitaire de mieux atteindre son but ?

Œuvre d'assistance, tant morale que matérielle, s'adressant aux étudiants nationaux et étrangers, son caractère d'utilité publique incontestable semblait devoir impliquer le rattachement direct de la Cité Universitaire à l'Université. C'était là, la première idée qui se présentait à l'esprit : organiser la Cité Universitaire en un service public dépendant de l'Université au même titre que l'enseignement primaire, secondaire.

Sans doute, cette organisation aurait présenté de sérieux avantages : garantie administrative, durée du service, crédit lié à celui de l'Etat.

Et pourtant cette forme n'a pas été celle adoptée par l'Etat : c'est que les inconvénients qui résultaient

d'une telle conception l'emportaient de beaucoup sur les avantages que nous avons énumérés ci-dessus.

La création et la mise en marche de la Cité Universitaire auraient été très probablement entravées dès le début. La Cité Universitaire dont le but est analogue à celui de la dotation Carnegie devait voir grand ; pour remplir cet objet, il fallait bâtir de nombreux pavillons, agencer et prévoir les services généraux, créer des parcs, construire des jardins.

L'Université, et par suite l'Etat français, en 1920, étaient-ils en état de fournir un tel effort ? A cette époque, le budget de l'Etat était lourdement obéré par la guerre, l'Université de Paris était sans ressources, et les dépenses de premier établissement devaient à elles seules coûter environ 40 millions. Réduire les proportions de l'œuvre était déformer le projet de la Cité Universitaire, et lui enlever une partie de son intérêt. Réduire, par mesure d'économie, la Cité Universitaire à n'être plus qu'une œuvre d'assistance aux étudiants français, c'était modifier la conception initiale de la Cité jusqu'à la rendre méconnaissable.

Il fallait faire appel à la générosité publique. Mais ni l'Etat, ni l'Université n'étaient capables de recueillir les dons et les legs.

C'est un fait maintes fois constaté qu'on ne donne par volontiers à l'Etat. Les donateurs craignent, semble-t-il, que leurs dons ne se volatilisent dans un budget aussi complexe.

Quant à l'Université, personne de droit public, « elle

était trop grande dame pour tendre la main » (1), si grand que soit le but qu'elle vise, elle perdrait quelque prestige à solliciter avec persévérance, avec insistance. Trouver les fonds nécessaires, réunir les capitaux, telle était la première difficulté qu'il s'agissait d'écarter.

Mais supposons-la résolue. L'Etat assez riche, a pu construire la Cité. Pourra-t-il l'organiser de façon à ce que l'œuvre vive ? Laisser à l'Etat le soin d'assurer la gestion d'un service aussi complexe que celui de la Cité Universitaire, c'est entraver son développement, l'affaiblir dans son extension, ce serait tomber dans la « bureaucratie » avec toute son incohérence (2).

La Cité Universitaire doit être un organisme essentiellement vivant, très souple, capable de répondre à toutes les situations qui peuvent se présenter. Enfermer la Cité Universitaire dans les cadres rigides des services, la soumettre aux règles si complexes des ventes, des achats, des échanges, des expropriations des personnes de droit public, c'est l'entraver et la réduire à l'impuissance.

Faire de la Cité une dépendance trop immédiate de l'Etat ou de l'Université, c'est lui conférer, par cela même, *un caractère national* trop accentué qui pourrait être en opposition avec le *but international* qu'elle se propose. Le crédit d'une telle institution serait influencé par les changements économiques et

(1) Rapport d'octobre, 1925.

(2) *Animateur des temps nouveaux*.

sociaux qui viendraient affecter l'Etat. Mais par contre il ne fallait, pas non plus, tomber dans l'excès opposé et donner à la Cité une autonomie trop poussée.

Pour que la Cité vive, on devait la soustraire à l'emprise de l'Etat : créer entre l'Etat et la Cité une institution dotée de la personnalité juridique, qui intervînt dans la gestion de la Cité, à la place de l'Université.

Mais la création de cet organe intermédiaire était appelée à soulever de graves questions : à *quelle forme recourir* ? il fallait établir une institution capable d'écarter tous les inconvénients que nous avons signalés plus haut, susceptible, en particulier, de présenter une garantie et un crédit suffisamment forts pour solliciter et attirer les dons et les legs. Institution désintéressée, on ne pouvait la créer sous forme d'une *société civile*, une *association* — personne de droit privé — n'offrait pas assez de surface pour remplir une œuvre d'une telle envergure.

Seule restait la *Fondation* ; et c'est à cette dernière forme que se sont rattachés MM. Branet et Honnorat.

La *fondation* — *ensemble de patrimoines affectés à un but* — n'obtient la personnalité juridique, à défaut de personnes préexistantes, que par une *reconnaissance d'utilité publique en Conseil d'Etat*. C'est donc une institution assez curieuse puisqu'elle participe à la fois de l'établissement public et de la personne morale privée.

Comme l'établissement public, elle poursuit un

but d'intérêt social, a son statut approuvé ou imposé par le Conseil d'Etat, est soumise comme le service public à un contrôle administratif, mais par contre, elle jouit d'une certaine indépendance tenant à sa nature de personne de droit privé, elle peut passer des contrats, faire des échanges, sans avoir à se soumettre à toutes les formules administratives qui viennent limiter l'activité des établissements publics.

L'objet de cette fondation, son *unique but*, et la *raison de son existence* seraient de se substituer à l'Université pour assurer la création et la gestion de la Cité Universitaire.

Telle avait été l'idée de MM. Branet et Honnorat, fondateurs de la Cité.

La fondation fonctionna *en fait* de 1920 à 1925 (1).

Dans notre droit, en effet, la reconnaissance n'est accordée que si la fondation est dotée d'une certaine vitalité, et si le but poursuivi est d'utilité publique et sociale. En 1925, MM. Branet, Honnorat et David-Weil déposent *conjointement* deux documents devant le Conseil d'Etat : le premier était une demande de reconnaissance d'utilité publique, et le second le projet d'une convention à passer entre l'Université et la Fondation (2).

La réunion de ces deux documents est capitale pour la création de la Fondation.

C'est qu'en effet la reconnaissance n'est briguée

(1) GEOUFFRE DE LA PRADELLE. « — C'est une condition indispensable de la reconnaissance ».

(2) Indications données par M. HONNORAT.

qu'en vue du développement de la Cité, et la convention implique que ce développement ne peut être acquis que par une substitution de la Fondation à l'Université.

Si la première revendication est accordée, elle implique, pour l'Université *la possibilité* d'abandonner une partie de ses pouvoirs à la Fondation (1). Les rapports entre l'Université et la Fondation, déterminés par cette convention, seront conçus sur la base d'un mandat (2). Mais une première difficulté se pose : *un mandat peut-il jouer entre une personne de droit public et une fondation ?*

Une loi, un décret, ne doivent-ils pas intervenir pour autoriser et légitimer une telle délégation ? Jamais, jusqu'en 1925, la question juridique du mandat, entre un établissement public et une Fondation reconnue d'utilité publique ne s'était posée ; il fallait un budget aussi obéré par la guerre et une œuvre aussi urgente que celle de la Cité Universitaire pour qu'une telle question s'agitât. Les règles ordinaires du mandat devaient-elles s'appliquer ? Était-il possible de recourir aux principes de droit commun ?

Fallait-il appliquer les règles du Code Civil aux relations qui doivent régir les rapports de la personne morale de droit public et celles de la personne de droit privé ?

Si l'on s'en tient au droit commun, il faudrait conclure sans aucune hésitation, à cette possibilité.

(1) La reconnaissance fut accordée en juin 1925.

(2) Art. 2. « Le recteur donne mandat à la Fondation ».

Le mandant doit avoir la capacité d'accomplir l'acte — la capacité du mandataire est indifférente pour l'exécution du mandat. On peut donc choisir pour mandataire un incapable quelconque. Rien n'empêche par suite l'Université de remettre une partie de ses pouvoirs à un établissement d'utilité publique. Sans doute, peut-on objecter que les règles du Code Civil ne sont pas celles qui doivent régler les rapports des personnes publiques et privées, que l'Etat et la personne privée ne sont pas sur le même plan pour discuter (1) que le Code Civil n'a uniquement eu en vue que les personnes privées, que les principes posés par le Code ne sauraient régir des situations aussi inégales.

Mais cette inégalité n'existe pas à un degré aussi sensible entre un établissement public et un établissement d'utilité publique ; si la capacité de l'établissement d'utilité publique est inférieure à celle de l'établissement public, cette différence est toutefois peu marquée (reconnaissance par *décret* d'une part, création par une *loi* d'autre part — statuts imposés par le Conseil d'Etat — règlement d'administration publique déterminant les principes suivant lesquels doivent être organisés les services publics — contrôle à peu près identique de la gestion dans les deux cas).

Il résulte de cette comparaison un peu brève que l'Université et la Fondation Nationale sont sur un certain pied d'égalité, d'équilibre et que le mandat

(1) Manuel de Berthélémy et de Rolland.

n'apparaît pas dans ces conditions quelque chose de choquant. En outre, à la surveillance ordinaire du mandant s'ajoute celle exercée par l'Etat sur tout établissement d'utilité publique.

Aucune loi ni aucun décret n'ont eu à intervenir pour autoriser la convention, entre l'Université et la Fondation. *Par le dépôt conjoint de la demande en reconnaissance et de la Convention*, le Conseil d'État admettait le mandat puisque l'objet unique de la reconnaissance était :

1^o De réunir les ressources nécessaires, tant pour la construction, l'aménagement et l'exploitation des divers services d'intérêt commun de la Cité Universitaire que pour la construction et l'exploitation des nouvelles maisons d'étudiants de nationalité française à édifier sur le terrain de ladite Cité.

2^o *De donner son concours à l'Université pour l'administration de la Cité.* Si la légitimité du mandat n'est plus contestée, il n'en est pas moins vrai que cette construction juridique est remarquable par son originalité, et l'utilité qui peut découler d'une telle conception juridique ; avec elle on va vers une meilleure adaptation des règles de droit strict aux nécessités révélées par la vie sociale. Si telle revendication ne peut être satisfaite par l'Etat, soit par suite de difficultés financières, soit encore par suite de l'incapacité de la « bureaucratie » il est certain que le progrès social serait sensible si des organismes tels que les fondations se substituaient aux services publics, en tant que mandataires. C'est là une création juridique

toute nouvelle et dont on ne peut trouver aucun autre exemple dans les annales juridiques.

Tout au plus, peut-on trouver une esquisse de cette idée dans deux tentatives réalisées sous l'initiative de M. Honnorat, mais elles n'ont pas toutefois l'envergure de la convention de 1925, et, étant donné leur champ d'activité un peu limité, elles ne peuvent être considérées comme ayant assez de force pour constituer un précédent : une première convention a été passée entre les Beaux-Arts et une société en vue de reproduire certains chefs-d'œuvre, une seconde a été faite par les Musées nationaux qui ont affirmé la chalcographie et les moulages.

Il ne fait aucun doute que c'est de ces deux exemples cités qu'a pu naître l'idée de *mandat*. Et c'est dans le développement de cette création juridique qu'il sera possible, semble-t-il, de concilier socialistes et individualistes — aux non interventionnistes, on peut dire que la fondation est une personne de droit privé, — aux socialistes, qu'elle est mandataire d'un établissement public et que c'est elle qui doit suppléer aux défaillances des services publics.

Ayant maintenant vu ce qui fait l'intérêt juridique d'une telle convention, passons à l'*analyse du mandat* et, avant toute chose à l'*étude du mandataire* c'est-à-dire à la FONDATION nationale, personne morale de droit privé ayant une personnalité juridique élevée conférée par le décret du 6 juin 1925.

Elle est administrée par deux organes : un *grand Conseil* et un *Comité de Direction*.

A. *Le Grand Conseil* a surtout un rôle consultatif, l'organe moteur se trouve dans le Comité de Direction. *Il nous faut étudier la composition, le renouvellement, les dates de réunion de ces deux conseils et leur rôle.*

Le Grand Conseil est la reproduction la plus exacte de la Cité Universitaire, groupant tous ceux qui participent, bien qu'à des titres différents, au fonctionnement de la Cité Universitaire. C'est ainsi que l'on y trouve les organisateurs de la Cité (membres du Comité de Direction, représentants du ministère de l'Instruction publique, 5 délégués élus par le Conseil de l'Université) les représentants de ceux qui sont appelés à être les bénéficiaires de l'œuvre (5 étudiants ayant obtenu le plus grand nombre de voix aux élections prévues par le décret du 26 juillet 1922 pour la représentation des étudiants au Conseil de l'Université), ceux qui participent au fonctionnement de l'œuvre (représentants des organismes autonomes français et étrangers) et enfin ceux qui en assurent le développement par leurs dons (toute personne qui participera pour une somme supérieure à cent mille francs à l'œuvre de la fondation).

La Cité Universitaire s'efforce de constituer une ville universitaire dans la plus grande ville — une ville dotée non seulement de ses rues, de ses places, de ses monuments, mais aussi d'une municipalité. Cette organisation fait penser aux fameux béguinages de Gand et de Bruges. — Aussi paraît-il inutile, pour le moment tout au moins, de donner à la Cité Universitaire une représentation particulière au Conseil

municipal, ainsi que le revendiquait l'*Echo des Etudiants*.

Il semble qu'une telle création serait inutile : en effet, la Cité Universitaire est une dépendance de l'Université qui peut avec plus de poids que le Conseil municipal demander telle augmentation ou telle réforme qui lui sembleront nécessaires.

B. *Le Comité de Direction* comprend beaucoup moins de membres (9 au moins et 12 au plus) — c'est à vrai dire l'*organe moteur* et agissant de la Cité. Il se compose du Recteur, d'un délégué désigné par le Conseil de l'Université, d'un délégué désigné par les organismes étrangers de la Cité, de trois délégués désignés par le Grand Conseil, et de deux délégués nommés par le Conseil de Direction. Les fondateurs MM. Branet, Honnorat, David-Weil sont membres de droit. Ce dernier comité beaucoup moins nombreux que le premier — lui sera supérieur en fait — il pourra ainsi plus vivement que le Grand Conseil, donner solution aux différents problèmes.

Lors de l'élaboration des statuts, une discussion juridique a été soulevée à propos de la composition des Conseils, difficulté qui d'ailleurs a été vite écartée.

Si nous reprenons la composition des deux conseils, on s'aperçoit qu'il y entre des membres du conseil de l'Université. La question qui s'est posée était celle de savoir si l'intervention du mandant (Université) dans la *gestion du mandataire* (Conseils de la Fondation) était régulière, si la convention du mandat

entre les deux puissances, ne devait pas *entraîner une abstention de la part du mandant*.

Le rôle de ce dernier ne devait-il pas se réduire à un simple contrôle ?

On en concluait à l'obligation d'éliminer les délégués et les membres de l'Université. Cette critique a été écartée pour deux raisons : la première d'*ordre juridique*, la seconde d'*ordre pratique*. En nous appuyant sur ce qui existe dans les Sociétés civiles, il est possible de réfuter cette objection : on constate dans ces sortes de groupements que certains membres de l'Assemblée générale font partie du conseil d'administration et dès lors qu'il n'y a pas incompatibilité entre les deux rôles. L'avantage qui découle d'une semblable organisation est grand ; grâce à lui, il en résulte une certaine harmonie de vue entre les différents conseils. Il en est de même pour les Conseils de la Fondation Nationale. Les membres de l'Université entrent dans la composition des conseils de la Cité au même titre que les membres du Conseil général dans le Conseil d'administration. Ils apportent leurs lumières à la bonne marche d'un service aussi complexe que celui de la Cité Universitaire. Comme pour les sociétés commerciales, il en découle une collaboration étroite et constante entre l'Université et la Fondation.

Dates de réunion : Le grand Conseil se réunira au moins *une fois par an*. Il peut toujours être convoqué par son Président, ou sur la demande du quart de ses membres.

Son ordre du jour est fixé par le Comité de Direction, ses délibérations par lui également.

Quant au *Comité de Direction* ; il se réunit au moins *une fois tous les trois mois*, et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande du tiers de ses membres. De ces différentes indications, il est aisé de constater le rôle prépondérant du Comité de Direction. C'est lui qui fixe l'ordre du jour du grand Conseil, qui instruit les affaires qui lui sont présentées et qui pourvoit à l'exécution de ses délibérations, qui remplit les fonctions de Bureau du Grand Conseil. C'est en un mot l'*organe moteur* qui agit principalement par son Président et son secrétaire général qui ordonnancent les dépenses, qui représentent la Fondation en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Durée des fonctions. Les membres du Comité de direction sont nommés pour 5 ans et leur mission est renouvelable. La durée du mandat des membres du Grand Conseil est la même que précédemment.

Nous venons de voir qui était mandataire, demandons-nous maintenant quelle est la nature du mandat ?

C'est un *mandat gratuit* (1) il en résulte plusieurs conséquences au point de la responsabilité.

La responsabilité de la Fondation — mandataire gratuit — n'est engagée que si elle commet des fautes très graves, qu'elle n'eût pas faites dans l'administration de ses propres intérêts.

(1) « Toutes les fonctions de membre du Comité de Direction et du grand conseil sont gratuites ».

Sans doute la Fondation a-t-elle un *mandat général*, mais qui, d'après les règles du droit commun, n'embrasse que les *actes d'administration*. De ce que les actes d'administration sont seuls permis, elle ne peut sans autorisation expresse, faire des actes de disposition.

Pour ces différents actes, il faut *l'autorisation du gouvernement*, non seulement parce qu'il s'agit du mandat, par application des règles ordinaires, mais aussi parce que la Fondation est un mandataire d'un genre particulier : établissement d'utilité publique (1).

La Fondation a un mandat général. *Quels sont donc les actes qui rentrent dans sa compétence ?*

D'après l'article I :

« Article 1. — Le Recteur de l'Académie, Président du Conseil de l'Université, *confie* à la Fondation Nationale pour le développement de la Cité Universitaire, le soin :

1° de *suivre les travaux en cours* dans l'enceinte de la Cité Universitaire.

2° d'*émettre tous avis* qu'elle jugera nécessaires sur les projets tendant à la concession par le Conseil de l'Université de terrains situés dans l'enceinte de la Cité Universitaire.

3° de *présenter* au Conseil de l'Université les obser-

(1) Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et des legs, aux acquisitions, échanges et aliénation de valeur dépendant de la dotation, prêts hypothécaires, emprunts, constitution d'hypothèques et de baux de plus de dix-huit ans ne sont valables qu'après l'approbation du gouvernement.

vations et les propositions que comportent ces travaux ou ces projets ».

Ressources. — Pour remplir son mandat, de quelles ressources dispose-t-elle ?

Elles sont énumérées dans l'article 9 que nous reproduisons.

Article 9 des statuts. — Les ressources annuelles de la Fondation se composent :

1^o des *revenus de la dotation*.

2^o du *montant des souscriptions* qui peuvent lui être versées.

3^o des *subventions* qui peuvent lui être accordées.

4^o du *produit des ressources créées à titre exceptionnel*, et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente.

Ressources qui peuvent être augmentées par la perception de certaines redevances mentionnées dans l'article 5.

Article 5 de la Convention. — « La Fondation est autorisée, dans les limites permises par les contrats antérieurs pour se couvrir de ses frais de gestion, à percevoir une redevance annuelle des diverses fondations de la Cité Universitaire.

« Elle est également autorisée à percevoir des étudiants un loyer pour le logement qui leur sera fourni ainsi que les redevances pour l'utilisation des services communs.

« Le taux de ces loyers et redevances sera soumis à l'approbation du Conseil de l'Université qui fixera le point de départ de la perception ».

Le fonds permanent, par opposition aux ressources annuelles, est constitué par une dotation.

Article 8. — « La dotation de l'Etablissement est représentée par une somme de 250.000 francs en titres nominatifs au nom de la Fondation Nationale qui seront déposés à la banque Lazard ».

Remarquons que les principales ressources de la Fondation sont dues aux *legs et aux donations*. D'après les formulaires le legs et la donation doivent être faits à l'Université, à charge pour cette dernière d'en affecter le montant à la Cité Universitaire.

Mais pourquoi ne pas léguer directement à la Fondation ? Sans doute est-elle mandataire de l'Université et c'est d'ailleurs sa raison d'être, mais elle est aussi une fondation reconnue et, capable à ce titre, de recevoir dons et legs.

Mais une raison fiscale empêchera de donner à la fondation. Tandis que le don ou legs à l'Etat ou à un établissement public n'entraîne pas un droit de mutation, il faut payer une taxe de près de 10 % pour tout acte à titre gratuit au bénéfice d'un établissement d'utilité publique (1). Au point de vue juridique, rien ne vient empêcher le jeu d'un tel système.

(1) *Donation aux établissements publics*. Dispense de droit de mutation. — Loi du 16 avril 1930. — Les donations de bienfaisance aux sociétés de secours mutuels et à toutes les autres sociétés reconnues d'utilité publique supportent un droit proportionnel de 10,80 %, art. 299) (9 + 1,80).

Legs : dispense des droits de mutation pour les legs faits aux départements, communes, aux établissements publics, hospitaliers et bureaux de bienfaisance. Loi du 16 avril 1930.

Les legs faits aux sociétés de secours mutuels et à toutes autres sociétés

Quel est le contrôle exercé sur la Fondation ?

La Fondation Nationale est soumise à un double contrôle tenant à sa double nature : d'établissement public et de mandataire de l'Université.

En tant qu'*établissement d'utilité publique* elle subit le contrôle de droit commun et certains actes ne peuvent être accomplis que moyennant autorisation du gouvernement (article 5).

Article 5. — « Les délibérations relatives à l'acceptation des dons et des legs, aux acquisitions, échanges et aliénations de valeurs dépendant de la dotation, prêts hypothécaires, emprunts, constitutions d'hypothèques et de baux de plus de 18 ans ne sont valables qu'après l'approbation du gouvernement ».

C'est là une clause analogue à celle qui fonctionne en droit commun et, d'après laquelle les dons et legs faits à une Fondation ne peuvent être acceptés définitivement que moyennant autorisation donnée par le préfet ; un décret est nécessaire quand il y a des réclamations de la famille et des immeubles valant plus de 100.000 francs.

En tant que *mandataires*, outre le droit de regard que possèdent les membres de l'Université (mandants) dans le grand Conseil et dans le Comité de Direction, la gestion financière est assurée par un agent comptable de l'Université (1).

tés dont les ressources sont affectées à des œuvres d'assistance et aux sociétés d'instruction et d'éducation populaire gratuites reconnues d'utilité publique et subventionnées par l'État sont soumis au droit de 10,80 %. art. 299-300-301 du décret du 28 décembre 1926).

(1) L'Université a délégué un contrôleur des finances qui tous

Durée du mandat. — *Quelle est la durée du mandat ?*
 Dans la convention passée entre l'Université et la Fondation Nationale, on a prévu l'extinction du contrat.

Article 12. — « La présente convention aura une *durée de trente ans* à compter de son approbation par le Conseil de l'Université ».

Mais le mandat, comme tous les contrats synallagmatiques, peut disparaître avant l'arrivée du terme. La Fondation Nationale peut être dissoute et, dès lors, le mandat tombe de lui-même.

Cette dissolution peut être *volontaire* ou non.

Dans le premier cas, elle résulte de deux délibérations du *Conseil* prises à deux mois d'intervalle et à la majorité des $\frac{3}{4}$ des membres en exercice.

Dans le second cas, par exemple dans l'hypothèse de manquement grave de la Fondation, un *décret* peut prononcer le *retrait de la reconnaissance d'utilité publique*.

L'actif net de la Fondation est attribué à l'Université de Paris pour les besoins de la Cité Universitaire. Nous sommes ici en face d'une règle qui découle aussi bien des règles habituelles de droit commun entre mandant et mandataire que de celles plus complexes qui visent la disparition d'un établissement d'utilité publique.

Si nous avons aussi longuement insisté sur la

les trois mois vient faire un rapport au recteur sur l'état de la caisse de la Fondation Nationale.

convention intervenue entre l'Université et la Fondation Nationale, c'est que nous avons voulu mettre en relief l'originalité de cette création juridique, véritable disposition de droit prétorien qui a su adapter aux événements ce que le droit avait de trop rigide, construction juridique infiniment curieuse : la Fondation Nationale se substitue à l'Université pour l'administration et le développement de la Cité Universitaire qui, malgré tout, reste une branche de l'Université.

SECTION II. — Les Fondations étrangères

Les fondations 3^e degré de cette construction juridique — leur nombre — *sont-elles la personnalité juridique ?* — la fondation n'a pas la personnalité morale — avantage au point fiscal — donation *sub modo* à l'Université. — *Constitution d'une fondation.* — Concession gratuite du terrain. — *Administration.* — Conseil d'Administration. — Directeur — Gestion financière — Contrôle juridique.

Nous avons jusqu'ici étudié les rapports de la Fondation et de l'Université ; cherchons maintenant à voir les rapports qui l'unissent aux fondations étrangères.

C'est par la création et le développement de la fondation étrangère que la Cité Universitaire poursuit « l'œuvre de rapprochement intellectuel et moral entre les élites de toutes les nations ».

Les fondations apparaissent comme le troisième degré de cette construction juridique si remarquable : *au sommet, le service public, au second plan le mandataire de la Fondation, et enfin la fondation.*

Etudions maintenant les fondations, bases de

cette structure pyramidale pour ainsi dire, tant au point de vue de *leur création* que de *leur fonctionnement*.

Création. — Les fondations, au nombre de 19, à l'heure actuelle s'analysent en des donations *sub modo* à personne morale préexistante : l'Université (1). Etant une *donation*, les formes ordinaires à un tel acte s'appliquent. Par *acte notarié*, le représentant du gouvernement qui veut participer au développement de cet « esprit international », s'engage de façon irrévocable à faire construire un immeuble qui deviendra propriété de l'Université, et à lui donner une certaine somme, destinée d'une part aux frais de grosses réparations et, d'autre part, aux dépenses d'entretien. Le fonds de roulement doit d'ailleurs être constamment réalimenté par la location des chambres et le fonds de réserve, grossi par les intérêts accumulés du capital affecté à ce fonds. La Fondation Nationale a calculé que, pour une Fondation d'une centaine de chambres et la constitution d'un fonds de réserve et d'un fonds d'entretien, on doit prévoir une somme d'à peu près 6 millions.

Cette donation à une personne morale préexistante de droit public doit être approuvée après examen du Conseil d'Etat. C'est là la règle générale : s'il y a charges, conditions ou affectation immobilière, l'autorisation d'accepter est donnée par décret au Conseil d'Etat pour les établissements nationaux, et nous sommes bien dans ce dernier cas.

(1) GEOUFFRE DE LA PRADELLE, « Fondation perpétuelle ».

La fondation étrangère ne devient pas une personne morale. Une fondation peut exister, poursuivre un but particulier, avoir une affectation spéciale sans être une personne morale, sans être autre chose qu'un patrimoine déterminé, englobé dans un patrimoine plus grand. C'est ce qui se produit dans le cas d'une donation à personne morale préexistante, seul moyen commode de constituer une fondation.

Ce n'est que par la reconnaissance d'utilité publique que la *personnalité juridique* peut être conférée à cet ensemble de biens affecté à un but commun (1) ; bien que plusieurs auteurs, surtout des auteurs allemands aient soutenu que le patrimoine ainsi affecté pouvait être assimilé à certains incapables (enfants et fous) qui n'ont pas de volonté mais qui néanmoins constituent des personnes, d'autres ont également voulu prouver (2) l'existence de la personnalité en montrant « que la volonté fugitive de l'homme se cristallise et se perpétue dans sa fin ». Nous n'allons pas reprendre la critique de ces théories ; elle a été faite d'une façon magistrale par M. de la Pradelle qui a montré ce que de telles conceptions avaient de factice : ... « on admettrait assez volontiers que la « société » formât une personne, on ne peut concevoir que la Fondation en soit une ». En effet, la Société est une réunion de personnes ; au contraire la fondation, n'ayant pas de sujet humain, ne peut avoir de personnalité. Là où

(1) *Problème de la personnalité*, par Geouffre de la Pradelle, p. 427.

(2) Ziltelmann, Meurer, Kunze, Forster, Goldschmidt.

il n'y a pas d'hommes, il ne peut y avoir la personnalité : tel est le principe que la raison formule (1).

Les Fondations étrangères ne sont donc pas des personnes morales, et elles retirent un *avantage fiscal* important d'un tel état de choses ; leurs immeubles appartiennent à l'Université ; les dons et legs sont faits à l'Université ; or, l'Université est assimilée à l'Etat, les immeubles dont elle est propriétaire sont dispensés de toute taxe foncière. Il en est de même de tous les dons et legs constitués au bénéfice de l'Université et qui sont dispensés de tous frais de mutation.

Toutefois, il serait faux de croire que la fondation est confondue avec le plus grand patrimoine de la personne morale à laquelle elle se rattache. Son autonomie, à défaut de la personnalité juridique, peut être poussée assez loin dans la donation *sub modo* qui la constitue. Elle sera *administrée* par un Conseil de 9 membres au moins, dont nous retrouverons la composition en étudiant son fonctionnement, et ainsi la Fondation étrangère apparaît comme étant dans une dépendance assez étroite de l'Université qui représente la personne morale préexistante, à laquelle doit se rattacher la plupart du temps la fondation. Mais ce mode de constitution, s'il est le plus commode au point de vue fiscal, et le plus répandu, n'est pas un mode de fondation obligatoire (2). Sans doute,

(1) Page 410, « Des Fondations Perpétuelles », — G. de la PRADELLE.

(2) Tiré du rapport communiqué par la Cité Universitaire intitulé

pourrait-on trouver une combinaison dans laquelle l'Université ne serait pas propriétaire de l'immeuble, et n'en assurerait pas la gestion. On peut supposer la création d'une fondation par l'intermédiaire d'une personne physique, celle de l'ambassadeur — d'une personne morale autre que l'Université — par exemple d'une Société civile, mais une société civile n'offrirait pas une garantie suffisante et l'intervention unique du représentant de la puissance étrangère aurait pu rendre difficile les rapports entre la Cité Universitaire et la Fondation, en cas de contestations diplomatiques.

Dès que l'acte de donation est passé devant notaire, l'Université accorde la *concession gratuite*, d'un terrain de la cité. Les plans définitifs sont soumis à la Fondation Nationale qui les transmet pour approbation au Conseil de l'Université et à la Ville de Paris. Les Fondations sont libres de choisir un architecte de leur choix, mais elles sont invitées, si l'architecte est étranger, afin de conserver une certaine harmonie à la Cité Universitaire, à prendre conseil d'un architecte français spécialisé en la matière — ayant déjà acquis quelque expérience dans la construction de la Cité.

Fonctionnement. — Après avoir vu la création juri-

Les Principes d'une fondation ». Tout autre mode de constitution de la fondation est d'ailleurs possible, mais dans l'intérêt même des Etats étrangers, il convient d'éviter qu'ils soient eux-mêmes propriétaires et gestionnaires de l'immeuble. Cela pourrait éventuellement placer leur représentant diplomatique qui aurait la charge et la responsabilité de la gestion, dans une situation gênante et délicate.

dique et matérielle de la Fondation, passons maintenant à son fonctionnement.

Chaque Fondation est administrée sous le contrôle de l'Université, et dans les conditions prévues par la convention du 20 juillet 1925 par un *Conseil d'Administration* comprenant à la fois des membres étrangers et des membres français. Cette composition permet d'assurer une certaine harmonie entre les éléments français et étrangers (1). Il est chargé de la *gestion matérielle et morale* de la Fondation, édicte des règlements intérieurs, fixe les conditions à remplir pour l'admission des étudiants dans sa fondation.

Au-dessous de cet organisme qui ne se réunit qu'à intervalles fixes, la gestion est assurée par un *directeur-gérant*, nommé par le Recteur sur la proposition du Conseil d'Administration.

Quant à la gestion financière, l'intervention de la Fondation étrangère se borne à peu de chose (2). Là encore se manifeste l'activité de la Fondation Nationale. La somme constitutive de la fondation est versée au receveur des droits universitaires, agent comptable de l'Université. Le receveur en effectue aussitôt la remise à la *Fondation Nationale*. La Fondation affecte-

(1) Composition du Conseil d'Administration :

1. Ministre de... son délégué.
2. Recteur-Président du Conseil de l'Université.
3. Président de la Fondation Nationale.
Tous trois membres de droit.
4. Représentants de la Colonie de Paris.
5. Professeurs ou personnalités françaises choisies par le Recteur.

(2) Tout au moins au début de l'organisation de la Cité Universitaire.

tera cette somme par moitié à la constitution d'un fonds de réserve, l'autre moitié à celle d'un fonds de roulement. Les sommes afférentes au fonds de roulement sont mises à la disposition de la Fondation qui opère des prélèvements, après avoir averti l'Université de la Fondation Nationale (1).

Il nous reste un dernier point à examiner en matière de fonctionnement. *Quel est le contrôle exercé sur la Fondation étrangère ?*

C'est au *système de contrôle préventif*, que l'on a fait appel, de façon qu'il n'y ait aucun heurt, entre la Fondation Nationale et les fondations particulières. Ainsi que nous l'avons vu, le Conseil d'Administration est composé de membres de la Cité Universitaire, ce qui empêchera le Conseil d'Administration, de prendre des mesures contraires à la règle commune. La nomination du directeur est faite par le *Recteur*. Le contrôle financier est assuré pour les fonds de réserve, par la Fondation, mandataire de l'Université et pour les fonds de roulement par l'avertissement qui doit être donné de leur emploi à la Fondation et à l'Université de Paris.

Ainsi la Cité Universitaire nous apparaît comme un système harmonieux et complet, ayant au sommet l'Université de Paris, à la base la Fondation particulière qui n'est pas une personne morale, mais qui

(1) C'est le fonctionnement financier théorique mais il s'est révélé peu commode à l'usage étant donné la complexité de la gestion financière publique. Les fondateurs prennent l'habitude de déposer une partie des fonds qui leur revient à la Fondation Nationale.

constitue une individualité assez précise pour pouvoir servir pratiquement à des fins déterminées — au Centre, la Fondation Nationale, organe de liaison, de coordination et de répartition.

Grâce à cette psychologie savante et ingénieuse, la Cité Universitaire disposera d'organismes assez souples pour s'adapter à la diversité des réalisations, pour remplir les différentes fonctions d'une œuvre qui ne constitue pas moins une unité impressionnante.

Dans le cadre juridique ainsi tracé, il suffira de créer de la vie, de transformer l'idée en action, l'action en résultat. Ainsi sera définitivement construite la trame qui permettra plus tard à l'édifice de se développer d'une manière harmonieuse. Il n'y aura pas de heurt, de froissement ; chaque personne, chaque chose ayant une place fixée, un rôle distinct, une fonction de collaboration définie.

Nous avons tenu à insister sur l'origine juridique et administrative de la Cité Universitaire, à deux points de vue — d'une part nous nous sommes efforcés de montrer l'originalité de cette construction juridique et les conséquences particulières qui peuvent découler de son admission dans le droit administratif, d'autre part, nous avons voulu montrer à quel degré de perfection et de souplesse, les fondateurs étaient arrivés par la construction pyramidale de l'Université, de la fondation et des Fondations particulières.

Le cadre existe dès l'origine, il suffit de le remplir ; ce n'est plus un problème administratif ou juridique. C'est un problème de réalisation et la foi animant les

bonnes volontés, les initiatives, l'*idée* avec tout ce que ce mot comprend d'énergie créatrice, a permis là où il n'y avait rien, de faire un *ensemble* qui fonctionnera à l'admiration de tous et servira si bien la cause de la France dans le monde.

Maintenant que tout est prêt, que les premières difficultés ont été aplanies, pénétrons plus avant dans les détails, voyons comment la Cité Universitaire s'est constituée et abordons la question de l'aménagement, question délicate mais qui a été remarquablement résolue.

CHAPITRE II

Le choix des emplacements

Où établir la Cité Universitaire ?

Au Quartier Latin ?

Difficultés nombreuses. — Expropriations à faire. — Budget obéré. — Impossibilités financières d'y établir la Cité Universitaire. — Désaffectation des fortifications. — Idée d'y établir la Cité Universitaire. — L'État gagné à ces idées abandonne à la Cité une partie des fortifications près du Parc Montsouris. — Avantages d'une telle situation. — Répartition des pavillons dans le terrain concédé. — Les parcs, les jardins, les pavillons. — Les règles générales à observer pour l'obtention d'une concession de terrain. — Soumission des plans à une commission d'architectes agréés par la Ville.

Créer une Cité Universitaire était une tâche bien ardue, — dès qu'une difficulté était tranchée, une autre surgissait. L'obstacle juridique vaincu, il fallait résoudre le problème matériel.

Où établir la Cité Universitaire ?

Deux thèses se trouvaient en présence. Pour les uns, la Cité Universitaire ne pouvait être fondée qu'en plein quartier latin. Tout déplacement leur eut semblé sacrilège. C'était là que se trouvaient les grandes écoles, les Bibliothèques, les librairies spécialisées ; s'installer au quartier latin eut permis aux étudiants de ne pas perdre de temps en trajets ; il en résultait épargne de temps et de fatigue. Il leur semblait que l'atmosphère de la rue St-Jacques, de la rue des Ecoles et du boulevard St-Michel était indispensable à la for-

mation de la jeunesse universitaire. Mais cette solution ne pouvait jouer, les conditions économiques de 1925 et des années suivantes s'y opposaient. Les expropriations nécessaires auraient entraîné des frais trop élevés pour l'Université.

L'action de l'Etat aurait été entravée, par les charges financières qu'auraient entraînées des expropriations coûteuses. Le but de la Cité Universitaire : faire régner la Paix par rapprochement des élites intellectuelles n'aurait pu être poursuivi. L'institution serait tombée au rôle d'œuvre d'assistance. Limitée par des difficultés budgétaires, l'Etat n'aurait pu donner à la Cité le développement nécessaire : au bout de peu de temps elle aurait été incapable, pour des raisons matérielles, de donner satisfaction aux multiples demandes des étudiants étrangers. Ainsi, tronquée, dénaturée, la Cité Universitaire n'aurait été qu'une reproduction un peu perfectionnée des Collèges des Nations au Moyen-Age, — mais l'idée qui fait, en réalité, toute la grandeur de cette œuvre — cette co-pénétration des intelligents par le contact des étudiants eut été négligée.

Ainsi l'élément financier et le but initial de la Cité s'opposaient à l'établissement de la Cité au Quartier Latin. Par un hasard heureux, la zone des fortifications (1) était désaffectée, et l'attention se porta sur les terrains des fortifications situées sur l'emplacement des Bastions 81, 83 entre la porte de Gentilly et de la

(1) « *Revue Science et Industrie* »,

Tombe-Issoire, d'une contenance de 2 hectares, au sud de Paris, sur un des points les plus élevés, et séparé du parc Montsouris, par le Boulevard Jourdan. C'est à cet emplacement que l'on pensa pour la construction de la Cité : l'aération était excellente, la proximité du parc fournissait un voisinage agréable et sain. Les fortifications en 1921 avaient fait l'objet d'un certain nombre de tractations entre la Ville et l'Etat. La portion qui nous concerne, appartenant à l'Etat, avait été cédée à la Ville ; mais dès que l'idée de la Cité Universitaire avait été émise, l'Etat s'était fait rétrocéder cette partie par la Ville et l'avait donnée à l'Université. C'était là ce qui devait constituer le premier noyau du domaine de la Cité. Mais cette étendue de 9 hectares n'était pas suffisante : elle fut successivement augmentée par les apports suivants : la Ville loua à l'Université (1) dix-neuf hectares destinés à constituer des terrains de sport aux étudiants.

La loi de 1928, due à l'initiative de MM. Poincaré et Herriot vint ajouter 5 hectares 8 ares (2). M. David-Weil fit don à l'Université de 1 hectare 17. L'Etat a encore accordé un terrain de 4 hectares situé rue de la Tombe-Issoire et Boulevard Porte d'Arcueil — des tractations se poursuivent en vue d'acquérir le terrain situé rue Humboldt, au total un terrain de 43 hectares.

(1) A raison de 1 franc par hectare et par an.

(2) La loi de janvier 1931 ouvre des crédits de 22.745.400 francs, en vue de procéder à l'acquisition de cette partie.

Comment disposer les constructions dans un aussi vaste espace ?

Les bâtiments sont situés au Nord et au Sud du rectangle que forme la Cité ; le centre est occupé par les terrains de jeux et les parcs. Jardins et parcs sont entretenus sous les ordres du Conservateur du Bois de Boulogne.

Dans l'espace réservé aux fondations françaises et étrangères, comment vont-elles se répartir ?

L'Université concédera gratuitement aux fondations françaises et étrangères des superficies proportionnées au nombre des étudiants à loger, à condition d'observer certaines obligations (1) visant l'organisation de la Cité et la construction matérielle des bâtiments. Un avant-projet de construction devra être soumis à la Fondation qui s'assurera qu'il répond bien aux conditions générales de l'ancien agencement de la Cité.

Un projet, examiné par la Fondation, sera communiqué à l'Université et la Ville de Paris. Le règlement relatif à la construction de la Fondation établit certaines règles relatives à l'emploi des matériaux (art. 13) (2), à l'accès des chantiers de travaux, aux travaux de raccordement.

(1) Règlement concernant les travaux de construction des fondations et l'aménagement des jardins et des allées.

(2) *Matériaux à employer, art. 13.* — Les constructions devront avoir des façades en matériaux solides et durables, et de nature à ne

Au début de la création de la Cité Universitaire, l'idéal poursuivi par les architectes semblait être la reproduction des maisons d'étudiants, des Universités anglaises, — ils s'efforçaient de donner à leurs bâtiments l'aspect de maisons particulières ; c'est ce qui s'exprime dans l'article 8 des statuts de la Fondation Deutsch de la Meurthe :

« Edifier, aménager et entretenir des constructions
« peu élevées et encadrées de verdure ».

Tout est mis en œuvre pour attirer et retenir l'étudiant : pas de grandes constructions régulières et massives qui prennent vite d'ailleurs l'allure de casernes, mais des *constructions peu élevées* : celle de Deutsch de la Meurthe se compose de pavillons séparés à deux étages, la maison des étudiants canadiens en a trois ; trois celle de la République argentine. Mais par suite

pas être rapidement détériorés par les intempéries. Les façades enduites de plâtre ne seront pas admises.

Accès des chantiers de travaux, art. 14. — L'accès des matériaux et ouvriers pour la construction devra se faire par les passages prescrits par la Fondation Nationale, et seulement par là.

Il sera formellement interdit d'utiliser, pour l'accès des matériaux, les chaussées et allées aménagées par les soins de la Fondation Nationale.

Travaux de raccordement et remises en état des chaussées, art. 15. — Chaque concessionnaire fera ses raccordements aux réseaux d'égouts, de canalisation d'eau, de gaz, électricité, et assurera à ses frais, les remises en état des chaussées, trottoirs, allées et jardins qui en seront la conséquence.

Clôture des chantiers, art. 16. — Pendant toute la durée des travaux, le concessionnaire devra clore entièrement son chantier par des clôtures jointives en bois empêchant toute communication entre ce chantier et le surplus de la Cité. Il n'existera de portes dans ces clôtures qu'à l'endroit prescrit par la Fondation Nationale.

de l'accroissement du nombre des fondations, cette première idée a dû être abandonnée. Il a fallu, sur le terrain concédé par l'Université, pour répondre aux demandes des étudiants, faire des constructions plus élevées (1).

Toutefois, il faut admirer le talent des architectes qui ont su avec art éviter ce qu'un vaste bâtiment peut avoir de sévère et d'uniforme.

Ainsi en est-il des fondations japonaises, belges, de celles des Etats-Unis et de la Hollande. Par l'élévation d'une aile du bâtiment (Japon, Indo-Chine, Hollande) ou l'installation de pergolas (Canada), les constructions ont su rompre la monotonie des grands bâtiments.

Comment vont se répartir les pavillons dans les deux rectangles qui leurs sont assignés au Nord et au Sud ?

La répartition a été prévue. Il fallait à la fois éviter un groupement trop uniforme, et cependant conserver une certaine symétrie.

Les pavillons sont entourés de verdure, isolés les uns des autres, ils ne doivent néanmoins pas être séparés des autres Fondations par des barrières ou des clôtures. Tout au plus, des haies basses pourront être admises dans le tracé des jardins (art. 9), non pour marquer les limites de la concession mais pour obtenir un effet

(1) La construction de bâtiments à un ou deux étages a dû être abandonnée par suite des frais élevés d'entretien qu'ils suscitaient. Les frais d'administration (chauffage, éclairage, eau) de la Fondation Deutsch dépassent de beaucoup ceux de la maison canadienne.

décoratif, masquer des différences de niveau ; ainsi, il ne doit pas même exister *matériellement* de séparations tranchées entre les fondations. Conserver dans la mesure du possible aux fondations le caractère *d'habitations privées*, telle a été la grande ligne suivie par les architectes. Ils y sont arrivés de deux façons, en limitant la hauteur et l'écartement des constructions. Leur modèle a été trouvé dans les villes d'Universités anglaises, et la fondation Deutsch de la Meurthe, avec ses murs recouverts de lierre a fait penser aux villas d'Oxford et de Cambridge. Si l'idée de garder aux maisons d'étudiants, l'allure de maisons particulières a été empruntée aux Universités britanniques, la Fondation Nationale a innové en ce sens qu'elle a essayé de donner à chaque fondation sa physionomie nationale particulière ; c'est ainsi que la fondation belge rappelle le style flamand par l'emploi de la brique rouge dans les parties supérieures de l'édifice et ses pignons dentelés, la fondation Satzuma — maison des étudiants — japonais par le mouvement de son toit, le détail de l'entrée, évoque bien le Japon, la maison indo-chinoise a su garder un caractère annamite accentué.

Ayant vu ce que sont ces pavillons qui donnent aux étudiants l'impression d'être chez eux, sans toutefois les isoler du contact des habitants des autres fondations, ayant maintenant donné une idée sommaire de l'apparence extérieure de quelques uns des bâtiments, pénétrons plus avant dans la description intérieure de ces différentes fondations. Pour la seconde

fois encore, l'énoncé de la règle qui a présidé à l'organisation intérieure, peut être trouvée dans l'article 2 de la Fondation Deutsch :

« Le but de cette association est :

« De donner, aux étudiants, l'habitude et le goût
« d'une vie *hygiénique* pour qu'ils soient par la suite,
« dans les milieux où ils sont appelés à vivre, des pro-
« pagandistes de l'hygiène *individuelle et sociale* ».

L'Université de Paris n'accorde la concession des terrains qu'à la condition d'observer certaines règles communes à toutes les fondations et visant non seulement l'architecture générale de la Fondation, mais encore son installation intérieure.

Toutes les règles d'hygiène telles qu'elles sont conçues par l'époque actuelle doivent être observées dans les différentes fondations ; si elles diffèrent par leur style et leur ameublement, elles présentent toutes les mêmes caractères en ce qui concerne le chauffage, l'aération et les dimensions de la pièce.

Nous ne nous attarderons pas à décrire avec détails l'aménagement particulier des chambres des diverses fondations, mais toutes répondent à une même conception : pièces de dimensions moyennes, aux grandes baies laissant pénétrer la lumière et le soleil, meublées d'une armoire, d'une table, d'un lit-divan, possédant un petit cabinet de toilette ou un lavabo disposé de telle manière qu'il puisse être complètement dissimulé lorsqu'on ne l'utilise pas. Dans la journée, les chambres prennent l'aspect de véritables bureaux. Les

chambres sont chauffées par le chauffage central — des salles de bains sont construites pour un groupe de 10 chambres.

Tout est mis en œuvre pour faire aimer la Fondation : des salles de réunion, très spacieuses ont été mises à la disposition des étudiants. Dans la Fondation Deutsch, on a créé une salle de réunion pour chaque pavillon. Au contraire, les Fondations qui n'ont pu observer la règle primitive et qui ont dû surélever leurs bâtiments par suite du nombre des étudiants à loger et de la place réduite que leur concédait l'Université, ont installé une salle de réunion par étage (1).

C'est tout ce que l'on trouve dans ces Fondations : des chambres, des salles de réunion, les salles affectées à l'hydrothérapie, mais pas de restaurants, de bibliothèques, de salles de jeux. Tout cela ressort des *services généraux*, conçus d'une façon très originale et sur lesquels nous reviendrons dans le chapitre suivant.

(1) Dans les nouvelles fondations qui seront créées on abandonnera cette idée. A la salle de réunion, on substituera de petites salles, les frais généraux sont moins grands, d'une part, les étudiants, a-t-on remarqué d'autre part, aiment les petites salles, la conversation n'est intéressante que quand elle groupe seulement une dizaine de personnes. Il en sera ainsi dans la maison des provinces.

CHAPITRE III

Les services généraux

But. — Opérer l'interpénétration des mentalités françaises et étrangères. — Amener les étudiants à se connaître. — Grandes difficultés financières présentées par leur réalisation. — Don de M. Rockefeller. — Plan conçu. — Fonctionnement prévu pour 1933. — Exemple emprunté aux Universités américaines. — Fonctionnement *administratif*. — Fonctionnement et réalisation matériels. — Bâtiments affectés aux services généraux. — Salons. — Salles de réunion. — Salles de sport. — Piscines. — Natation. — Système *provisoire* réalisé avant la dotation Rockefeller.

La réalisation de la Cité Universitaire posait plusieurs problèmes : *Les Fondations françaises et étrangères doivent-elles être indépendantes les unes des autres ? A quelles dispositions dans l'organisation des différents services faut-il recourir pour obliger les étudiants français et étrangers à se connaître et à oublier par là les haines dites nationales ?*

C'est par une création originale des services centraux que les fondateurs de la Cité Universitaire ont cherché, non seulement à aider matériellement les étudiants, mais encore à faire naître du contact entre les élites françaises et étrangères cette coopération internationale d'où doit jaillir la paix. *Si la question des services généraux* a été l'une des premières préoccupations des fondateurs, elle n'a été que tardivement

résolue, et sa réalisation n'est devenue possible en fait que par le don de Rockefeller en 1929 (1).

Si la construction des services centraux n'est plus maintenant qu'une question de temps, il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle, rien n'a encore été réalisé du vaste projet présenté le 31 mai 1928, sauf le secrétariat et le restaurant.

La Fondation Nationale a été reconnue d'utilité publique en 1925 ; 17 Fondations ont été créées depuis cette date, et rien des services communs n'existe encore. Tandis que les services particuliers des sections étrangères marchaient déjà depuis 5 ans, les services communs sur lesquels on comptait tellement au point de vue international n'en étaient qu'au stade provisoire.

I. — *Difficultés présentées par la réalisation des Services Généraux*

Pourquoi un tel retard dans ce qui passait pour capital dans le développement et le but de la Cité Universitaire ?

La première difficulté à laquelle on se heurtait était celle de savoir la *force* et la *dimension* à donner aux *services communs* ; les créer en s'en tenant aux résultats de l'œuvre à ses débuts, c'était faire là quelque

(1) John Rockefeller donna trois millions et demi de dollars pour l'aménagement des services généraux, répartis en deux donations : la première de deux millions de dollars, la deuxième de un million et demi.

chose d'inutile, qui ne répondrait plus par la suite au développement possible de la Cité. C'était dès lors, entraîner des frais superflus et grever sans bénéfice le budget de la Fondation. D'un autre côté, *deviner* l'accroissement du nombre des étudiants dans les années postérieures à 1925 en s'appuyant sur le nombre de ceux logés à la Cité en 1925, et en déduire la proportion qui serait atteinte en 1931-1935, c'était risquer l'erreur, soit en sous-estimant leur nombre, soit en l'exagérant. Avant de se lancer dans une entreprise aussi lourde et aussi importante, il fallait voir fonctionner la fondation pendant quelques années, de façon à ne pas se lancer à l'aventure dans la construction de bâtiments qui devaient durer aussi longtemps que la Cité Universitaire elle-même.

La *seconde difficulté*, non moins importante que la première, était la *question financière*. Où trouver les *capitaux* ?

La Fondation Nationale n'est pas assez riche pour subvenir par ses seules ressources à la mise en marche d'un service aussi important. Nous n'oublions pas en effet que c'est à elle qu'incombe une tâche aussi rude. Son but, tel qu'il est défini dans les statuts (article 1) est de réunir les *ressources nécessaires*, tant pour la *construction, l'aménagement et l'exploitation des divers services d'intérêt commun* que pour la construction, l'aménagement et l'exploitation des nouvelles maisons d'étudiants à édifier sur le terrain de la Cité.

Les dépenses qu'entraînait l'installation des services généraux étaient beaucoup trop élevées pour être

supportées par la Fondation Nationale. Son actif était (1928) en particulier absorbé à titre de prêts remboursables sans intérêts à la construction de la Fondation de l'Institut agronomique et non les dépenses entraînées par les frais généraux de la Cité : le reliquat, huit cent mille francs, ne permettait pas d'engager pour plus d'un million huit cent mille francs de nouveaux travaux. On était donc loin des disponibilités nécessaires pour entreprendre la création de services estimés à 15 millions. *Fallait-il s'inspirer des exemples donnés par les International Houses américaines et établir une cotisation sur les étudiants bénéficiaires de l'œuvre ?* Mais la plupart sont pauvres et une cotisation pourrait encore grever leur faible budget. C'est pour cette raison qu'on a écarté le système américain. Sans doute peut-on faire participer les Fondations aux frais généraux. Les statuts prévoient en effet que les Fondations devront verser à la Fondation 5 0/0 du montant des loyers, mais leur apport ne peut guère atteindre au-delà de 400.000 frs. Sans doute est-il possible de compter sur une subvention annuelle des pouvoirs publics ainsi que sur des dons et legs faits aux services généraux, mais au 31 mai 1928, aucun de ces apports n'était suffisant pour entreprendre une œuvre aussi monumentale. Toutefois il est remarquable de voir le rapport présenté au Comité de Direction (31 mai 1928) se terminer, non sur des remarques pessimistes qui entravent l'action, mais par un appel à l'espérance. De ce discours se dégage la certitude que la générosité d'un

particulier viendra favoriser le lancement des services communs. Il fallait compter sur l'apport problématique d'un généreux donateur ; et c'est ce qui se produisit en 1930. — John Rockefeller junior donna à la Cité 3 millions et demi pour l'aménagement des services généraux.

II. — *Donation de Rockefeller*

Le magnifique projet des fondateurs cessait désormais d'être un espoir pour devenir une réalité ; sans doute faut-il attendre encore pour voir se construire les bibliothèques, le service médical, le restaurant, les salles de réunion, les salles des fêtes, les salles de culture physique et l'Administration générale, mais ce n'est plus qu'une question de temps ; et l'on peut dès maintenant considérer les services communs comme acquis.

C'est par suite de la certitude de leur réalisation que nous sommes tentés de les étudier dans ce chapitre plutôt que dans celui qui concerne l'avenir de la Cité Universitaire et qui ne vise que des résultats problématiques.

Grâce à cette incomparable libéralité, la jeunesse studieuse qui, de tous les points du monde, accourt vers l'Université de Paris et nos grandes écoles d'enseignement supérieur, disposera dans *trois ans*, du foyer commun qui lui manquait. Il nous semble donc que nous pourrions étudier les services communs dès maintenant ; nous ne marchons pas dans le vague,

dans l'incertitude — tout existe à l'heure actuelle. — Les projets ont été depuis longtemps élaborés et la Fondation dispose maintenant des capitaux nécessaires.

Il nous faut donc retracer la genèse des services communs — les modèles dont se sont inspirés les fondateurs, leur fonctionnement provisoire, leur mise en marche.

La Cité, ainsi que nous l'avons dit maintes fois, n'est pas faite simplement pour alléger les difficultés matérielles de la vie aux étudiants, elle est surtout créée pour leur offrir un *foyer commun* de vie spirituelle, et préparer par là un rapprochement moral entre les élites de tous les peuples. Cette connaissance réciproque des élites ne peut se faire que dans des bibliothèques communes, dans des restaurants communs, des salles de jeu, et non dans les pavillons étrangers qui, par la force des choses, rappellent plus ou moins la Nation dont ils relèvent. C'est dans la collaboration intellectuelle ou sportive que peut naître l'esprit international. L'importance que l'on attribuait aux services généraux explique le soin apporté à l'élaboration de leur plan.

III. — *Projet des Services Généraux* *Voyage des fondateurs aux Etats-Unis*

Aussi le développement et la création des services centraux ont-ils fait l'objet d'une *étude* approfondie de la part des fondateurs.

L'organisation spéciale des services généraux a été

envisagée dès le début de la création de la Fondation, ainsi qu'en témoigne l'art. 1 des statuts ; de nombreux avant-projets ont été élaborés sur ce point, mais la tâche était si complexe que ces plans présentaient, quelque grand qu'avait été le soin apporté à les rédiger quelques hésitations, quelques fissures. Les imperfections de ces premières études ont été écartées par l'exemple des Student Unions et des International Houses. Grâce à la générosité de John Rockefeller junior, un voyage d'études a pu être entrepris par MM. Honnorat et Branet, afin de se rendre compte du fonctionnement des services généraux aux Etats-Unis.

Le voyage a eu lieu en février-mars 1928, et le projet définitif arrêté dans un rapport de M. Honnorat, le 31 mai 1928. Le rapprochement de ces deux dates suffirait à lui seul à montrer ce que la Cité doit aux modèles américains. Empruntés aux Student Unions, il ne faut pas croire que les services généraux de la Cité Universitaire sont la reproduction exacte des services américains. Toutefois, ils présentent un certain nombre de traits communs. Les Student Unions, comme la Cité Universitaire, doivent faciliter la vie matérielle des étudiants, et comme elle, elles sont destinées à leur faire contracter des habitudes de vie sociale créant entre eux des liens durables.

Cet apprentissage social, pour reprendre les termes du statut de la Fondation Deutsch, dont le but est de donner :

« L'habitude et le goût de l'initiative, de l'Associa-

« tion et de la Coopération » se fait par les occasions de fusion, de rencontre, de collaboration entre étudiants qui résultent des multiples activités des clubs (sport, théâtre).

Toutes ces créations ont pu, sans aucune difficulté, être réalisées, aux Etats-Unis, grâce à l'organisation des International Houses. Outre les dons et les legs, les subventions qui alimentent les caisses des Student Unions, les principales ressources dérivent des cotisations obligatoires versées par tous les étudiants inscrits à l'Université, quand bien même, ils ne seraient pas appelés à profiter des services de l'Association.

C'est là une ressource importante, mais qui n'a pas été admise, étant donné la complexité de l'Université par rapport aux organisations américaines.

IV. — *Modèle importé des Etats-Unis*

Le modèle importé des Etats-Unis, doit être ajusté quelque peu aux circonstances. *Voyons maintenant comment ces services généraux devaient être réalisés dans la pensée des fondateurs.*

De 1925 à 1928, le nombre des étudiants augmentait et passait de 340 logés à la Cité à 2.410. On prévoyait même par la suite un accroissement allant jusqu'à 6.000.

Nous étions donc en face d'une véritable ville, quelque peu analogue à ces béguinages célèbres de Bruges et de Gand, groupant pour la poursuite d'un

même but, un grand nombre de personnes. Aussi l'*Administration*, chargée de veiller à la bonne marche de cette agglomération devait, pour répondre à ces multiples charges, se diviser, se spécialiser pour assurer le fonctionnement de tel service particulier (1).

V. — *Organisation — Administration*

D'après le rapport de 1928, cette division du travail devait être comprise de la façon suivante : on a essayé de chercher une séparation fondée sur le caractère plus ou moins matériel de la fonction. Il serait indésirable de confier à celui qui serait doté de fonctions avant tout spirituelles, à celui qui aurait pour rôle d'encourager les rapports entre étudiants, de combattre leur tendance à l'isolement ou au groupement entre nationaux, le soin d'équilibrer le budget et de régler les comptes de domestiques. — Ce serait le détourner de sa véritable fonction.

C'est en s'inspirant du principe de la division du travail que M. Honnorat a été amené à proposer l'organisation suivante :

Au sommet un *délégué général* en contact permanent avec la Fondation qui aurait dans ses attributions la comptabilité générale de la Cité, et le contrôle de l'ensemble de ses services.

Deux directeurs, l'un chargé de la gestion du restau-

(1) Nous donnons l'organisation des services généraux telle qu'elle dérive du rapport écrit à la suite du voyage aux États-Unis par Honnorat et Branet, différents points devront être modifiés,

rant, l'autre des clubs de la Cité ou de leurs annexes, c'est-à-dire : bibliothèques, gymnase, salles de jeux ; en résumé, ce second directeur serait chargé de toutes les branches qui ont trait au développement artistique et physique des étudiants.

Telle était l'administration de ces services généraux, construction juridique sans doute très intéressante, mais beaucoup moins originale que la construction matérielle des services communs eux-mêmes.

VI. — *Organisation matérielle.* *Disposition des différentes Salles*

Quittons donc l'organisation administrative pour étudier les services dans leur cadre matériel. Il ne faut pas oublier à quel objet ils sont destinés ; c'est ce qui expliquera en partie la disposition matérielle des bâtiments qui abriteront ces services.

D'après le rapport de 1928, on prévoit 5 catégories de bâtiments affectés à des objets différents :

1^{er} *groupe* : Les constructions destinées à l'*Administration* générale de la Cité.

2^e *groupe* : Celles destinées au restaurant de la Cité.

3^e *groupe* : Celles destinées à développer des habitudes de vie sociale.

4^e *groupe* : Celles destinées à la culture physique.

5^e *groupe* : Celles destinées à procurer aux étudiants des distractions artistiques.

Il ne faut pas conclure de cette répartition en

5 groupes à la construction de 5 bâtiments distincts. Sauf peut-être le bâtiment des sports (1), les autres services devront faire partie d'un même vaste bâtiment, de façon que l'on puisse passer de l'un à l'autre sans crainte de la pluie ou du froid, et à éviter ce que la gestion pourrait avoir d'onéreux dans l'entretien de bâtiments séparés.

L'Administration d'une ville de 4.000 habitants doit prévoir pour elle un bâtiment spacieux.

Pour faire pénétrer et connaître l'œuvre de la Fondation et de l'Université, il faut pouvoir disposer de salons de réception, de salle à manger, de façon à recevoir les Membres délégués des Universités étrangères, le Conseil d'Administration ou le Comité de Direction, sans gêner les étudiants (2).

(1) D'après les indications qui viennent de nous être données, le local administratif serait détaché du groupe des services généraux. Il serait situé à côté de la Fondation Charles-Louis Dreyfus, en bordure du Boulevard Jourdan. L'avantage d'une telle situation est grand : ceux qui viendront demander des renseignements n'auront pas à errer dans les jardins, tous les services administratifs seront centralisés dans un même bâtiment, les étudiants eux-mêmes se sentiront plus libres si on leur abandonne le bâtiment des services généraux.

(2) « C'est pour cela que nous devons prévoir l'aménagement à notre usage ou à l'usage de l'Université de Paris :

a) de deux bureaux, l'un pour le Président, l'autre pour le Secrétaire de notre propre fondation ;

b) d'une salle destinée aux réunions de notre Comité de Direction et que pourront occuper les deux dactylographes qui auront à assurer notre propre correspondance ;

c) d'un local destiné au classement de nos archives ;

d) d'une salle à manger pouvant servir aux réunions de notre grand Conseil ou à d'autres réunions analogues ;

e) d'un salon de réception ;

f) d'une pièce d'attente.

« Il va de soi que tous ces locaux devront être en communication

Le programme prévoit la construction de pièces réservées au Président et à ses Secrétaires, à l'Administrateur-Contrôleur. Mais, l'aménagement du service de beaucoup le plus important, c'est celui du restaurant. Il doit être situé le long de l'une ou l'autre des allées de service aménagées à droite et à gauche de l'emplacement réservé pour les services généraux. De cette façon, le transport des denrées pourra se faire directement par le boulevard Jourdan, sans nuire à l'aspect de la grande allée.

Comment vont être disposées les pièces dans ce nouveau bâtiment ? Y aura-t-il une seule grande pièce, ou plusieurs petites salles à manger ?

Ce double système a été appliqué de façon à réunir les avantages de l'un et de l'autre ; d'après le projet, il y aura *une grande pièce* capable de contenir 500 à 600 personnes assises, 5 *salles* de 200 à 300 places, dont deux réservées aux jeunes filles. Ces deux dernières communiquent avec les salons qui leur sont spécialement attribués.

Le service se fera suivant le système de l'auto-service qui permet de réaliser des économies sur

directe avec ceux destinés à l'Administration générale de la Cité, et qui devront comporter :

- a) un bureau pour l'Administrateur-Contrôleur de nos services ;
- b) une salle pour deux secrétaires ;
- c) une salle pour la comptabilité générale de la Cité ;
- d) une salle pour le classement des plans de la Cité et de ses immeubles pouvant servir à toutes les conférences techniques ou administratives qu'une petite ville de l'importance de la Cité Universitaire doit inévitablement exiger ;
- e) d'une pièce d'attente.

l'épargne de la main-d'œuvre et par là de diminuer d'autant le prix de revient des repas.

Deux de ces pièces seront utilisées pendant la journée l'une comme salon de thé pour les jeunes filles et l'autre comme grill-bar pour les jeunes gens.

Les locaux seront disposés de telle sorte que l'entrée et la sortie puissent se faire sans craindre la bousculade.

Entre la grande salle et les cinq autres plus petites, on installera de petites salles à manger à caractère plus intime, où pourront se réunir les étudiants de tel groupement national ou sportif.

Une autre salle à manger sera spécialement aménagée pour les jeunes filles avec cuisine attenante.

Les cuisines sont prévues au sous-sol. Il est inutile de dire qu'elles seront pourvues de tout le matériel moderne, qu'elles auront de nombreuses annexes pour la préparation des légumes, des viandes, des poissons, le lavage des ustensiles et des plats.

Il n'est pas jusqu'au confort des employés qui ne fasse l'objet des préoccupations des fondateurs : des locaux de propreté, une salle de repos doivent être créés pour les hommes et les femmes qui travaillent au restaurant.

Ainsi, la Cité Universitaire, par son restaurant, ses salles de réunions favorisera sans doute le rapprochement des étudiants français et étrangers, mais il pourra se faire d'une façon encore beaucoup plus intense dans les clubs d'étudiants et dans les bibliothèques.

C'est surtout sur les clubs que comptent les Directeurs de la Cité pour développer chez les étudiants des habitudes de vie sociale. Une vaste salle sera mise à leur disposition, commune aux étudiants et aux étudiantes ; avoisinant ce hall, on trouvera un certain nombre de salles annexes : une salle de lecture, une salle de correspondance, des salles de jeux (échecs, cartes, dames), de petites salles de réunion.

Jusqu'ici, nous avons envisagé la coopération matérielle pour ainsi dire ; il nous faut maintenant arriver à cette coopération intellectuelle qui résulte des travaux, des recherches en commun, entrepris dans la même *bibliothèque*. Elle sera commune aux étudiants et aux étudiantes ; sa *constitution originale mérite d'être envisagée*. Elle ne fera pas double emploi avec celle de la Sorbonne et des bibliothèques spécialisées.

Elle sera composée surtout de livres, de références, de catalogues et d'ouvrages usuels de façon à faciliter le travail aux étudiants et à leur épargner d'inutiles dérangements. Ainsi, la bibliothèque, sera plutôt une bibliothèque d'orientation vers d'autres plus riches, qu'une bibliothèque de documentation.

Outre les clubs, le restaurant, la bibliothèque, il est d'autres manifestations sur lesquelles on compte pour développer la vie sociale.

La Cité Universitaire aménagera une salle de théâtre d'au moins 1.500 places avec loges d'artistes (vestiaires). Au-dessus du théâtre, seront construites de petites salles permettant aux musiciens ou à cer-

tains sportifs (boxeurs) de se livrer à l'étude de leur art, sans gêner le voisinage. Peut-être au cas où un bâtiment spécial ne serait pas attribué aux Beaux-Arts, installerait-on des *ateliers* pour ses élèves ainsi qu'une chambre noire destinée à la photographie.

La Cité Universitaire est une vraie ville avec ses rues, sa municipalité (Grand Conseil), son pouvoir exécutif (Direction) sans doute est-ce une ville d'un caractère un peu particulier puisqu'elle groupe plusieurs milliers de personnes visant à un même but, mais il faut prévoir les besoins matériels d'un groupement qui atteindra bientôt 4.000 membres.

Aussi sera-t-il créé : un salon de coiffure, un bureau de poste pouvant servir pour dépôt bancaire, encaissement, retrait de fonds ; un magasin pour la vente du tabac, un autre pour celle des livres, du papier.

Tous ces services qui forment les services communs de la Cité et de l'Administration générale devront se trouver groupés dans le même bâtiment (un hall immense où aboutiront portes et escaliers, desservira toutes ces salles (réunions, fêtes, bibliothèques).

La Cité Universitaire serait imprévoyante si elle ne créait pas un service médical. Bien avant que les services généraux dont nous parlons n'aient été mis en action, la Cité a, il y a quelques mois doté cette agglomération de ce service, grâce à une libéralité de Mme Charles-Louis Dreyfus.

L'Administration de la Cité a organisé un concours. Elle accordait aux étudiants en médecine reçus aux différentes épreuves le logement gratuit à la Cité

Universitaire, à charge pour eux de donner leurs soins aux malades qui seraient brusquement atteints à la Fondation.

Sans doute, le service médical ne peut être envisagé comme un service d'hospitalisation de longue durée. Il n'est qu'un service d'attente, un acheminement vers des établissements spécialement destinés à cet effet. Les interventions chirurgicales d'urgence seront seules effectuées à la Cité.

Mais la grande sécurité qui résulte d'un tel établissement, c'est la certitude qu'il sera possible, à toute heure du jour et de la nuit, de soigner l'étudiant qui serait brusquement saisi par la maladie.

Dans son rapport de 1928, M. Honnorat après avoir étudié l'ensemble des services généraux revient, dans la dernière partie de son discours, à l'aménagement particulier à conférer aux locaux destinés aux sports et aux exercices physiques (1).

Tels étaient les projets des fondateurs, mais leur réalisation semblait douteuse. Les travaux nécessaires étaient estimés à 15 millions et le budget de la Fonda-

(1) « Étant donné l'importance de ces locaux, il paraît peu probable, « comme nous l'avons déjà fait remarquer, qu'on puisse les placer « dans les bâtiments centraux.

« Il faudrait pour cela aménager un immense sous-sol sous la ter-
« rasse à construire en bordure de ces bâtiments. Et encore, faudrait-
« il que ce sous-sol fût d'une hauteur de deux étages et fût emprise
« sur la partie voisine du parc.

« S'il n'est pas possible d'édifier un bâtiment spécial pour installer
« ces locaux, ce sera la solution qu'on devra envisager quitte à repor-
« ter aux étages supérieurs de nos bâtiments quelques-uns des services
« dont nous avons prévu l'installation en sous-sol.

« Le gymnase qu'il faut à la jeunesse de la Cité doit être en effet,

tion ne pouvait supporter une aussi lourde charge. Fallait-il abandonner le programme et espérer que la situation des pavillons étrangers et français groupés dans un même centre, suffirait pour assurer la fréquentation et la coopération des étudiants. Il semble que ce résultat aurait été douteux chaque étudiant étranger aurait fait corps avec ses nationaux, et la Cité perdait le caractère qui fait sa gloire, cette similitude avec la dotation Carnegie. Il fallait donc essayer de conserver à la Fondation toute l'intégrité de son programme. Sans doute, étant donné la pauvreté relative de la fondation, ne pouvait-on songer à commencer les travaux pas plus qu'à réduire les dimensions des bâtiments tels que voulait les construire M. Honnorat. Dans le premier cas, tous les buts de la Cité, étaient détournés de leur objet primitif, dans le second c'était faire des frais sans

« assez vaste et élevé pour permettre tous les exercices de gymnastique et d'agès et pour pouvoir servir en même temps à deux jeux simultanés de basket-ball.

« A côté de ce gymnase doivent être aménagés des salles spéciales pour l'escrime ainsi que pour les jeux de paume ou jeux analogues.

« A côté de lui également, il conviendra d'aménager une piscine de dimensions normales pour le jeu de water-polo avec salles spéciales pour l'hydrothérapie.

« Aux abords du gymnase, comme aux abords de la piscine, il y aura naturellement lieu d'installer des vestiaires avec armoires et bains-douches.

« L'emploi des bains-douches devra être obligatoire pour pénétrer dans la piscine.

« Il serait désirable d'avoir des installations analogues de plus petites dimensions pour les étudiantes. Si l'on n'en a pas les moyens, il faudra qu'à certains jours, les locaux de gymnase et de la piscine leur soient exclusivement réservés.

« Il est inutile de dire que des dispositifs devront être prévus pour la stérilisation, le renouvellement et le chauffage de l'eau...».

aucun avantage, l'accroissement du nombre des habitants de la Cité les rendrait bientôt inutilisables.

Pour ne pas abandonner le but de la Cité Universitaire, pour ne pas faire œuvre inutile, il ne restait que la solution intermédiaire : construire à *titre provisoire*.

C'est à cette solution que s'est rattachée la Fondation. Peut-être n'était-elle pas non plus à l'abri de toute critique, mais c'était l'alternative qui présentait le moins d'inconvénient, aussi MM. Honnorat, Branet, et David-Weil ont-ils fait construire plusieurs services provisoires : un secrétariat provisoire et un restaurant provisoire (1) qu'il a fallu doubler pour répondre aux demandes sans cesse accrues. Mais ce n'était là qu'une solution d'attente qui ne remplissait qu'à peu près son but.

Plusieurs directeurs de Fondation constataient avec regret que les étudiants étrangers et les étudiants français restaient chacun chez eux.

Le « Foyer commun » ne pouvait être trouvé dans cette organisation toute provisoire, mais faute de capitaux on était obligé de faire contre fortune bon cœur.

Et la situation menaçait de durer si John Rockefeller junior n'avait fait en 1929 une donation de trois millions et demi de dollars. Désormais, l'œuvre

(1) Le restaurant provisoire va être déplacé, on en profitera pour l'agrandir. Le restaurant provisoire se montre maintenant trop petit pour le nombre de ses convives. On doit prévoir un restaurant capable de servir 2.500 repas.

de la Cité Universitaire est assurée de répondre à la pensée qui l'a inspirée. Mais il ne suffirait pas de donner à la Fondation la possibilité financière d'assurer les services généraux, il faut lui permettre de vivre, tout au moins, aider à son lancement. « Ce n'est pas tout de construire, encore faut-il pouvoir gérer ».

C'est ce que Rockefeller a compris.

Après l'achèvement des travaux, il a accordé :

Trois subventions de 60.000 £ la première année.

Trois subventions de 55.000 £ la deuxième année.

Trois subventions de 50.000 £ la troisième année.

Bel exemple de générosité privée suscitée par une grande œuvre sociale.

CHAPITRE IV

Les sections.

Description des diverses fondations françaises et étrangères, — Fondation Deutsch de la Meurthe, de la Fondation belge, de la Fondation de la République Argentine, Fondation japonaise, Institut national agronomique, Fondation indo-chinoise, Fondation des États-Unis, Fondation arménienne, suisse, hollandaise, canadienne, etc.

Si les Fondations, considérées individuellement, construites au milieu des jardins, entourées de pelouses, évoquent les villes d'étudiants d'Oxford ou de Harvard, la Cité Universitaire, dans son ensemble, fait penser aux collèges des Nations du Moyen-Age, à la Nation picarde, allemande, écossaise. Sans doute, ce ne sont là que des ancêtres assez éloignés, mais qui témoignent du prestige dont jouissait déjà l'Université de Paris à l'étranger, prestige qui n'a cessé de s'accroître et qui montre pourquoi Paris a été choisi pour l'érection de la Cité.

C'est la renommée de son Université qui explique l'empressement avec lequel la plupart des pays étrangers ont répondu aux suggestions qui leur étaient faites.

La Cité Universitaire, commencée avec une seule fondation : Fondation française Deutsch de la Meurthe en 1925, s'est développée en 6 ans d'une façon remarquable ; en 1931, 19 fondations fonction-

nent et 9 fondations sont sur le point d'être terminées. On compte qu'en 1932 elles pourront être mises à la disposition des étudiants ; de 1925 à 1932 on passe donc de 340 chambres aux environs de 2.400, et encore faut-il remarquer que ce mouvement ne s'arrêtera pas là, que plus l'œuvre se montrera vigoureuse, plus les dons et les legs afflueront.

Il nous faut maintenant retracer ce développement, montrer ce qui a été réalisé par les différentes fondations.

Nous adopterons, pour leur étude respective, l'ordre chronologique et nous insisterons un peu sur la Fondation Deutsch, non pas par amour-propre national, mais parce qu'il est légitime de s'attarder sur ce qui a été la « cellule-mère » de la Cité Universitaire.

En 1919, M. Honnorat lançait à la tribune de la Chambre l'idée d'une Cité Universitaire, mais cet appel ne fut pas entendu ; des sceptiques qualifiaient cette œuvre d'utopique et d'irréalisable, et si la Cité a pu être créée c'est grâce, ainsi que nous l'avons vu, à l'initiative privée. En 1923, la première pierre de la Fondation Deutsch est posée ; elle est inaugurée le 9 juillet 1924.

La fondation Deutsch de la Meurthe est la première en date. Fondation française elle a été construite sur le modèle présenté par les collèges anglais ; séparée du boulevard Jourdan par des jardins, elle a été édifiée sous forme d'un quadrilatère partagée en une série de pavillons peu élevés.

Au centre, se trouvent le pavillon du directeur et celui où sont groupés les salles de réunion, bibliothèque, salle de lecture, salons de réception, petites salles avec pianos, à droite, les pavillons des jeunes filles (60 chambres). — C'est dans cette partie qu'est situé un salon de thé, où l'on sert aussi les petits déjeuners (1).

Ce qui est la caractéristique de ces bâtiments c'est la division en pavillons ayant chacun un escalier particulier. C'est que Deutsch de la Meurthe avait devant les yeux l'exemple des Universités anglaises et qu'il désirait, dans la mesure du possible, éviter la sévérité des bâtisses trop hautes et trop peuplées.

La Fondation Deutsch avec sa tour carrée, ses sept pavillons en pierres et en briques à toits d'ardoise, sa simplicité de lignes coupée çà et là de motifs en saillie et en encorbellement, de tourelles d'angle, a été appelée par Deutsch « le hameau des étudiants », son charme agreste est encore augmenté par un revêtement de plantes grimpantes qui couvrent les murs, le lierre a été abandonné (il dégrade les murs et engendre l'humidité), pour être remplacé par une autre plante qui meurt en automne ; le lierre n'est conservé que çà et là pour donner une note verte pendant l'hiver. L'espace limité par le bâtiment central et les deux ailes à droite et à gauche, est occupé par un

(1) La création des restaurants dans chaque fondation serait ainsi que nous l'avons déjà dit contraire à l'esprit général de la Cité Universitaire.

jardin à la française, avec pergolas garnies de rosiers grimpants.

Pénétrons maintenant à l'intérieur : le sol est dallé, les murs peints d'une couleur claire mettent dès l'entrée une note de gaieté. Les chambres sont simples, mais confortables. Le papier bleu nattier met en relief le lit-divan recouvert de reps bleu, la bibliothèque, la table de bois un peu foncé.

Dans le jour, la pièce présente l'allure d'un véritable cabinet de travail — rideaux blancs aux fenêtres, — l'ensemble est accueillant : des salles de bains et des douches sont installées à chaque étage, et desservent les sept ou huit chambres qui s'y trouvent groupées.

Le prix de location d'une chambre était de 175 francs par mois, depuis le fonctionnement de la Fondation ; mais par suite de l'élévation du coût de la vie, l'administration s'est vue obligée de porter le prix de location à 200 francs. Ce taux reste néanmoins bien inférieur à celui que doivent supporter les étudiants habitant le quartier latin.

Les chambres à la Fondation Deutsch sont au nombre de 340 dont 60 réservées aux jeunes filles.

Fondation française, elle est en principe réservée aux étudiants français et coloniaux, sauf le cas où un accord a été passé entre la Fondation française et les fondations étrangères, accord qui permet un échange entre les pensionnaires.

Très recherchée par les étudiants pour la modicité de ses prix, la Fondation Deutsch a reçu cette année

plus de mille demandes d'admission et soixante demandes seulement ont pu être retenues.

Si nous avons étudié, dans un chapitre précédent, l'administration de la Cité et des Fondations particulières, au point de vue administratif, il nous semble qu'il serait bon maintenant d'en examiner le fonctionnement dans les *faits*, et non plus la marche théorique telle qu'elle dérive des statuts. L'organe vivant de la Fondation, c'est le *Directeur* (1). Son rôle est très délicat : sollicité par des tâches multiples et diverses, le directeur doit à la fois être craint des étudiants, et en avoir la confiance, être en même temps un chef et un ami. Il doit à la fois savoir commander, réprimer et être celui à qui on demande un conseil, à qui on confie les difficultés avec lesquelles on se trouve aux prises et qui invite à choisir cette solution plutôt que telle autre.

Tâche toute de tact et de doigté, la fonction de Directeur est singulièrement difficile à remplir : il faut être tour à tour arbitre entre les étudiants, être celui qui oriente dans telle branche, qui détourne d'une voie encombrée, qui engage à préparer tel ou tel concours, qui donne les renseignements les plus divers, et à qui incombe en outre, la surveillance matérielle de tous les agents de service.

On comprend combien il doit être difficile de trouver « the right man in the right place ». On ne peut que

(1) A la Fondation Deutsch. — le Directeur est M. Giraud, agrégé de l'Université, — nous tenons ici à lui témoigner notre reconnaissance pour tous les renseignements qu'il a bien voulu nous donner.

louer le choix de la Fondation Deutsch qui a su mettre à sa tête M. Giraud, lui s'occupant des étudiants, sa femme des jeunes filles, ils savent donner aux pensionnaires de la Fondation l'impression d'être un peu en famille.

C'est donc dans ce milieu si agréable, dans ces chambres simples et gaies que 340 étudiants pourront vivre. Désormais ceux qui seront admis à la Fondation Deutsch n'auront plus rien à envier aux étudiants anglais. Tout a été mis en œuvre pour atteindre le *triple but* de la fondation :

« Fournir des logements meublés, hygiéniques à des étudiants et des étudiantes peu fortunés et de nationalité française ; leur donner l'habitude et le goût d'une vie hygiénique pour qu'ils soient, par la suite, dans les milieux où ils seront appelés à vivre des propagandistes de l'hygiène individuelle et sociale, et en *troisième lieu* leur donner l'habitude et le goût de l'initiative, de l'association, de la coopération... ». Le dernier point est atteint par les réunions, les conférences, les fêtes qui sont données par les étudiants à leurs camarades étrangers.

Ce sont eux-mêmes qui les organisent avec le concours de l'administration, et l'une des critiques adressées à l'étudiant français disparaît de ce fait (1).

« Que de fois n'a-t-on pas gémi : l'étudiant français est un isolé. Il ne fréquente ses camarades que dans les salles de cours, les bibliothèques... et les cafés ».

(1) *L'Animateur des temps nouveaux.*

Il y a certes des associations qui disposent de lieux de réunion. « Mais il lui manque cette vie en commun qui forme le caractère et prépare à la vie sociale ».

Avec la fondation Deutsch et les autres fondations, la vie sociale existe et de ce groupement d'étudiants peut en résulter une sorte de coopération intellectuelle, d'échanges d'idées susceptibles dans une certaine mesure de produire cette mentalité spéciale qui fait la grandeur de l'école Normale supérieure.

Il est évident qu'on peut attendre beaucoup de bien de cette vie en commun, mais ceux qui peuvent accéder à la Cité forment un nombre trop réduit par rapport à celui des demandes. Sur 1000 demandes, 60 seulement ont pu être satisfaites. En admettant la répartition dans les Fondations étrangères, il n'en reste pas moins que plusieurs centaines d'étudiants seront obligés de se contenter des chambres obscures du quartier latin.

C'est en vue de répondre à ces demandes d'admission sans cesse accrues que deux autres fondations françaises ont été créées : la fondation agronomique et la fondation des provinces françaises, cette dernière ne fonctionnera qu'en 1933, le nombre des chambres mises à la disposition des étudiants français s'élèvera donc à près de 900.

On nous excusera d'avoir aussi longuement insisté sur la Fondation Deutsch et sur son fonctionnement matériel, mais nous l'avons fait pour une double raison : première en date la fondation française a servi de modèle aux autres fondations, son organisa-

tion matérielle (disposition des chambres, agencement du service sanitaire) est sensiblement la même que celle qui existe dans les fondations étrangères, ce qui nous permettra de ne mentionner dans la description de ces institutions étrangères que ce qui fait leur caractère original (1).

La fondation canadienne. — La première construction étrangère a été la *Maison des étudiants canadiens*. Inaugurée le 30 octobre 1926 par le prince de Galles, elle a été l'œuvre de deux hommes : Philippe Roy et le sénateur Joseph Marcellin Wilson. Dès 1911, le problème du logement des étudiants canadiens s'était posé à Philippe Roy, alors commissaire général du Canada en France (2). La Cité Universitaire répondait à ses préoccupations ; on comprend dès lors, qu'il fut le premier à suivre Honnorat. Il consacre pendant deux ans son activité à convaincre ses compatriotes de la grandeur et de la nécessité de l'érection d'une fondation canadienne à la Cité. Ce n'est pas en vain qu'il évoqua la longue tradition qui liait son pays à la France, la culture intellectuelle identique et l'influence que conserve encore la France au Canada. Il enleva l'adhésion du sénateur J. M. Wilson qui à lui seul fournit les trois quarts des fonds nécessaires.

Construction bien assise, régulière, haute de trois étages, plus élevée au centre, les ailes supportent les pergolas. En 1928, sur les 50 chambres qu'elle a fait

(1) Art. III du Règlement concernant les travaux de construction des fondations.

(2) *Animateur des temps nouveaux* (La Cité Universitaire).

construire, 40 étaient occupées par la province de Québec.

Les salles de réunion, les salles de fêtes, les salons qui existent à la fondation ont su garder, par la présence d'un simple motif d'ornement un caractère national accentué : les trophées de chasse, la feuille d'érable, le castor suffisent pour conserver à la fondation son type bien déterminé. Tout est mis en œuvre pour que les étudiants canadiens « soient chez eux tout en restant chez nous ».

Nous ne nous attarderons pas à décrire les chambres des étudiants, elles ne diffèrent de celles des autres fondations que par certains points de détail (1).

La Fondation Belge a été terminée en novembre 1927, grâce à la libéralité de M. M^{me} Biermans-Lapôtre qui ont donné 12 millions pour la création de la fondation belge et 8 millions pour la constitution de bourses en faveur des étudiants. Destinée à loger 225 étudiants et ne disposant que d'un espace restreint (35 × 65) la fondation belge a été obligée d'abandonner une règle qui, jusqu'ici avait été observée : ne pas construire en hauteur. Malgré tout elle a su éviter la sévérité et la monotonie qui en résultent la plupart du temps. Le style Flamand est rappelé par la disposition de briques rouges.

La Fondation de la République Argentine. Inaugurée le 27 juin 1928, la Fondation de la République com-

(1) Le prix des chambres à la Fondation canadienne est de 400 francs par mois.

prend deux pavillons, l'un de cinquante chambres, l'autre de 25 ; ces deux bâtiments de hauteur inégale sont séparés par un jardin. Le premier est dû à la générosité de M. Otto S. Bemberg, l'autre au gouvernement argentin. Comme dans toutes les autres fondations, le côté national a été maintenu : des fresques de Tito Saubidet évoquent la vie du pays : larges panneaux retraçant les horizons argentins, montrant les gauchos à l'œuvre.

Les chambres sont de style différent : les unes interprétées dans le style rustique, les autres très modernes.

Sur les 75 chambres mises à la disposition des étudiants, 31 sont occupées par des étudiants français (1).

La maison japonaise a été ouverte aux étudiants le 10 mai 1929. Remarquable, en ce que l'on a su, plus que nulle part ailleurs, garder à la fondation un caractère japonais très accentué grâce à la disposition spéciale des toitures, à l'inégalité des constructions et surtout « grâce à l'existence d'œuvres de haute valeur qui intensifient la couleur locale ».

Due à MM. Satsuma qui ont consacré à son érection la somme de 6 millions, elle a été construite pour loger 60 étudiants, en vertu de conventions d'échanges passées avec les fondations françaises, 19 étudiants français habitent à la fondation Satsuma (2).

Institut agronomique. — Fondation française destinée à suppléer à l'insuffisance de la fondation

(1) Notes prises dans *Science et industrie* et dans *l'Animateur des Temps nouveaux* (1929).

(2) Prix d'une chambre 400 francs par mois.

Deutsch, elle loge 150 étudiants. Vaste bâtiment, la Fondation de l'Institut agronomique se compose de trois masses de constructions aux dimensions à peu près égales disposées en forme de U.

Obligée de loger un grand nombre d'étudiants dans un espace assez restreint, elle a été contrainte de s'élever en hauteur.

En 1930-1931, 148 étudiants français habitaient à l'Institut agronomique ; comme il était naturel les élèves de l'Institut agronomique étaient largement représentés, 131 sur 150 étudiants.

Si la Maison de l'Institut National agronomique n'a pas, au point de vue architectural, un caractère local accentué, il n'en est pas de même de la *maison des étudiants indochinois*.

La Fondation indochinoise est ainsi décrite dans la revue : « La Cité moderne ».

« ...Prévue pour loger 100 étudiants, elle possède des services généraux importants comportant notamment une grande salle de réunion, où peuvent être données des conférences et des fêtes, une salle de consommations, des salons de repos, fumoirs, à raison d'un par étage.

« ...Il ne pouvait être question de faire une maison indochinoise. Les architectes ont donné à une ossature moderne un cachet annamite marqué et ceci uniquement à l'aide de détails soigneusement choisis : arêtes des toitures, tuiles employées, motifs décoratifs des baies, des auvents, coloris de menuiserie.

« Des terrasses à différents étages et jardin égale-

ment inspiré du style annamite complètent cet ensemble des plus séduisants ».

La fondation américaine a été inaugurée le 25 avril 1930. Commencée en 1928, sous l'impulsion de l'ambassadeur Herrick, le voyage des fondateurs aux Etats-Unis a grandement contribué au lancement de l'idée d'une Fondation des Etats-Unis en France : « C'est à un groupe d'Américains, amis de la France » qu'est due son édification. Je veux remercier ici « ces souscripteurs généreux, les *Universités*, la *Fondation Carnegie*, la *Société Américaine de la Légion d'honneur*, le *comité France-Amérique*, *M. Morgan* » et les divers groupements qui ont donné les 400.000 « dollars nécessaires à la construction et à l'aménagement des bâtiments » dit Pierre Marraud, ministre de l'Instruction publique, dans son discours d'inauguration ; paroles qui montrent avec quel enthousiasme a été accueillie l'idée de rapprochement des peuples par la jeunesse intellectuelle.

Mais il faut aussi remarquer que la création d'une semblable institution s'imposait en quelque sorte aux Etats-Unis.

Le contingent des étudiants américains augmentait à Paris dans de sensibles proportions ; avant que se fut précisée l'idée de la Fondation, on comptait à Paris :

en 1925, 167 étudiants.

en 1926, 235 —

en 1927, 338 — (1)

(1) Encore faut-il remarquer que ce nombre est inférieur à la

Une fois l'idée lancée, les choses vont vite aux Etats-Unis, deux ans après la pose de la première pierre, la maison américaine pouvait recevoir 275 étudiants et étudiantes.

Après avoir quitté la Fondation Deutsch, et avoir laissé à notre droite les Fondations argentines, nous apercevons la masse imposante de la Fondation des Etats-Unis.

Le hall, vaste, carrelé, orné de colonnes carrées, offre aux regards deux fresques qui retracent l'origine de la longue amitié qui unit depuis deux siècles la France et les Etats-Unis.

A droite, La Fayette contemple l'Amérique nouvelle, avec ses gratte-ciels et ses constructions gigantesques, à côté, le général Pershing, débarquant en France, vient refaire le geste du grand Français d'autre fois, et prononce ces paroles devenues historiques : « La Fayette, nous voici ! »

De nombreuses portes s'ouvrent sur le hall : une salle de réunion très vaste, avec une scène surélevée et ornée de fresques peintes par la Montagne Saint-Hubert, retraçant des scènes historiques ; plus loin deux salons, l'un créé en l'honneur de Myron T. Herrick, l'autre donné par l'association Américaine, reproduisent avec une fidélité charmante deux périodes d'art

réalité : il ne porte que sur les étudiants qui suivent régulièrement toute l'année les cours de nos facultés, c'est-à-dire des « post graduates », sans cela, à quelles constatations n'arriverait-on pas, puisque des États-Unis, d'après la statistique dressée par l'Américain union en Europe il est venu en 1927, à Paris, 4.605 étudiants. (HONNORAT, discours du 9 mars 1928).

français, l'époque Louis XV et l'époque Louis XVI.

Les étudiants peuvent travailler dans la bibliothèque, aménagée cette fois-ci d'après les conceptions de l'art moderne.

A la Fondation américaine, il existe deux sortes de chambres : les chambres d'étudiants et les studios. Les premières sont louées à raison de trois cents francs par mois, les seconds sont plus chers, 600 francs.

Les mêmes principes que dans les autres fondations ont présidé à l'aménagement des chambres : c'est ainsi que l'on retrouve à la Fondation américaine, les mêmes dispositions que celles que nous avons mentionnées dans les fondations Deutsch, arménienne, canadienne : grandes baies laissant entrer librement la lumière, tables, bureaux, lit recouvert d'une étoffe de couleur gaie, lavabos dissimulés dans des placards.

Nous ne décrivons pas l'installation des douches, bains buanderies qui se trouvent dans toutes les autres institutions ; seuls, en effet, les détails diffèrent et cette similitude n'a d'ailleurs pas à nous étonner, puisque nous avons vu dans un chapitre précédent que les statuts de la Cité Universitaire obligeaient les fondations à soumettre leurs plans à une même commission.

Nombreuses sont encore les autres fondations construites ou sur le point d'être achevées : Danoise, Suisse, Suédoise, Espagnole, Grecque, de Monaco, Provinces de France, Cubaine, Hollandaise, Britannique.

On voit par cette énumération l'importance de la Cité Universitaire : 19 Fondations pouvant recevoir 2.410 étudiants.

CHAPITRE V

L'accession à la Cité Universitaire

But de la Cité : venir en aide à l'élite des étudiants peu fortunés. — Faciliter la vie matérielle aux étudiants. — Rôle moral de la Cité dominant son rôle matériel. — Bases servant à opérer le choix des étudiants : situation de famille, valeur intellectuelle. — Formalités à remplir pour l'admission. — Question des Nationalités dans les diverses fondations. — Enquêtes sur les déclarations faites par les étudiants. — Répartition des étudiants dans les Fondations. — Formation d'un véritable « esprit international ». — Autonomie de chaque Fondation, soumise cependant à certaines règles essentielles de la Cité. — Règlements de la Fondation Deutsch. — Élimination des étudiants selon leurs résultats aux examens. — Différents systèmes de discipline. — [Exclusion] des différentes Fondations.

La Cité Universitaire est une œuvre destinée à aider l'*élite des étudiants peu fortunés*.

Toutes les conditions d'entrée, de maintien, de sortie, sont subordonnées à cet objet, expliquées par lui.

D'après ce but : rendre l'existence plus facile aux étudiants d'élite peu aisés, la Cité Universitaire doit tenir une place intermédiaire entre deux institutions présentant certains caractères voisins (œuvre d'assistance et bourses). La Cité Universitaire doit, tout d'abord, n'être pas une *simple maison d'hébergement*, un hôtel offrant certaines conditions de confort à des prix modiques à une population d'étudiants, permettant d'avoir une chambre gaie et ensoleillée pour un

bas prix, des repas pour une modeste somme. Sera-t-elle une maison semblable à d'autres fondations d'assistance, par exemple analogues à celles de l'Armée du Salut, à certaines associations catholiques, qui toutes tendent à faciliter la vie matérielle de toute une catégorie d'humbles gens?

Sans doute, la Cité Universitaire aurait-elle pu être conçue sous cet angle, n'être qu'une œuvre d'assistance matérielle aux étudiants. Une telle conception aurait déjà été louable, mais le but de la Cité devait être encore plus élevé. La simple qualité d'étudiant n'est pas suffisante pour s'en voir ouvrir les portes. Il ne faut pas oublier en effet que l'accession à la Cité est une *faveur*, et non un *droit*, il en découle une conséquence ; l'entrée à la Cité Universitaire implique un choix fondé sur un double critère : d'une part, sur l'état de fortune du candidat et sur sa situation de famille, d'autre part, sur sa valeur intellectuelle (1) et (2).

Il nous faut toutefois remarquer que la Cité Universitaire est un ensemble de fondations dont l'auto-

(1) « Le candidat a intérêt à fournir toutes les attestations de « professeurs prouvant qu'il est un étudiant d'élite et qu'il mérite « de coopérer à une œuvre de mutualité spirituelle telle que la Cité « Universitaire ».

(2) Conditions d'*admission à la Fondation des Etats-Unis* : Preference must be given to *graduates* of American colleges and Universities and to students whose *financial means are limited*.

Art. 6. — A statement of financial situation of the student. It should show, on the one hand that he has sufficient resources for his stay in Paris ; on the otherhand, preference will be given, other things being equal, to students who appear to need the low rates offered by the Foundation.

nomie est plus ou moins poussée et que les clauses que nous avons indiquées peuvent varier d'une fondation à l'autre. C'est ainsi que la valeur intellectuelle ou plutôt la production intellectuelle joue un rôle de premier ordre à la Fondation Deutsch de la Meurthe et n'a qu'une importance réduite dans certaines autres fondations étrangères.

La Cité Universitaire doit occuper un juste milieu entre les œuvres d'assistance pure et simple, et les institutions destinées à entretenir les étudiants qui se classent premiers dans certains concours ou qui remplissent telles ou telles conditions requises par les Fondateurs (Ecole Normale Supérieure, Fondation Thiers, Ecoles de Rome et d'Athènes). Si le premier système ouvrait trop largement sa porte à des étudiants dont l'ardeur au travail peut n'être pas très forte, le second présente l'inconvénient contraire de ne s'adresser qu'à un tout petit nombre d'étudiants qui sans doute ont donné leurs preuves au point de vue scolaire, mais qui ne peuvent fournir au pays un contingent suffisant d'intellectuels.

La Cité Universitaire se place au milieu de ces deux pôles. Sans doute implique-t-elle une certaine sélection intellectuelle, mais ce facteur ne joue pas seul ; il entre aussi en ligne de compte le degré de fortune de la famille de l'étudiant.

Après avoir vu le principe qui allait guider toute cette matière, pénétrons plus avant dans le sujet, et étudions l'accession à la Cité d'après les formules.

A qui sont adressées les demandes?

On aurait pu croire que la Fondation Nationale, organe supérieur aux Fondations étrangères, aurait été chargée de centraliser les demandes et de les répartir ensuite entre les Fondations. Cette organisation, qui pourrait se défendre par suite du caractère quelque peu fédératif de la Cité Universitaire n'a pas été admise, ce qui d'ailleurs est justifié par l'autonomie plus ou moins poussée des Fondations étrangères si nettement individualisées par leur administration, dans leur direction, et leur organisation spéciale.

1^o *Nationalité*. — Le premier facteur qui joue parmi les conditions d'admission est celui de la *Nationalité* (1). « Chaque Fondation de la Cité Universitaire reçoit directement les demandes d'admission, émanant des étudiants au profit desquelles elle a été instituée » (2). Elle statue sur ces demandes et fait connaître à la Fondation Nationale le nombre approximatif des chambres dont elle est en mesure de disposer. Mais c'est là une condition qui n'a pas un caractère tout à fait absolu, puisque la Fondation étrangère peut recevoir avec son assentiment d'autres étudiants que ses nationaux.

(1) Arrêté du Recteur de l'Académie de Paris (art. 1).

(2) Par exception, mais dans des cas tout à fait rares, quelques étudiants n'ayant pas de fondation peuvent être admis à la Cité Universitaire. Mais ce n'est pas là quelque chose qui est encouragé. A procéder ainsi, les pays étrangers ne créeraient pas des fondations.

Situation de fortune. — Outre les mentions habituelles qui doivent toujours être insérées dans une demande quelconque : date de naissance, nom, prénom, nationalité, adresses des parents et du correspondant, plusieurs mentions sont relatives à l'état de fortune des parents. Quelle est la profession du père ? La famille du candidat a-t-elle ou non plusieurs enfants, et si l'étudiant désire entrer dans des Fondations où le prix des chambres est le plus bas, il lui est recommandé de compléter son dossier par un certificat du percepteur des impositions payées par ses parents.

Cette enquête a pour objet d'attribuer les chambres vacantes à des étudiants de la classe moyenne si atteinte dans sa fortune par l'après-guerre. Les Fondations créées par des dons, des legs et des subventions participent un peu au caractère d'une œuvre d'entr'aide ; c'est pour cela qu'une sélection basée sur la fortune ou plutôt sur la médiocrité de la fortune, se justifie très bien. Les déclarations des étudiants non appuyées par certificat sont contrôlées sévèrement, et le refus d'admission sanctionne le mensonge de celui qui a fait une fausse déclaration. Cette idée est à la base de la conception primitive de la Fondation Deutsch de la Meurthe, et ce serait déformer cette idée primitive que de négliger ce facteur.

3^o *Situation intellectuelle.* — Tandis que la seconde condition d'accession était relative à la situation

familiale de l'étudiant, cette troisième vise sa *situation intellectuelle*.

Pour être admis à la Cité, il faut être étudiant, avoir non seulement fini ses études secondaires, mais encore être inscrit dans une école d'enseignement supérieur ou technique. Pour vérifier cette situation intellectuelle, l'étudiant doit donner le nom de l'établissement secondaire dans lequel il a fait ses études, la date d'entrée et de sortie de cet établissement. Il doit faire connaître les études qu'il poursuit à Paris, les diplômes qu'il a obtenus précédemment. A l'appui de cette demande, il joindra son livret scolaire et un extrait de naissance ; afin de prouver que ses études ne s'arrêtent pas au diplôme secondaire, l'aspirant devra joindre à ces différentes pièces un certificat d'inscription à un établissement d'enseignement supérieur de Paris dépendant ou nom de l'Université. L'étudiant aura tout intérêt à joindre à sa demande différentes attestations des professeurs ou des chefs d'établissement prouvant qu'il est un étudiant d'élite (1) et qu'il mérite de coopérer à une œuvre de mutualité spirituelle telle que la Cité Universitaire.

Répartition des étudiants dans les fondations. — Demandons-nous, maintenant que la demande a été faite, qu'elle a été étudiée par les différentes fondations ou par la Fondation Nationale, comment vont se *répartir* les étudiants dans les différentes institu-

(1) *Etats-Unis*. One or more letters of recommendations from professors or officers of higher learning.

tions françaises et étrangères. Le principe général que nous avons étudié en tant que principe de nationalité, va jouer. Les étudiants étrangers pour qui des bâtiments spéciaux ont été créés, vont être logés dans leurs Fondations respectives ; quant aux étudiants français, en surnombre à la Fondation française, ils vont être, par les soins du secrétariat provisoire, acheminés vers les fondations ayant des places disponibles. C'est là une tâche assez rude et délicate (1). Un exemple de la difficulté de ce travail nous a été donné par le Directeur de la Fondation Deutsch de la Meurthe (2). La Fondation Deutsch a été saisie de 1.000 demandes d'admission pour la rentrée des cours au mois d'octobre 1931. — 60 demandes seulement ont pu être retenues, et il reste donc 940 demandes non satisfaites. La Fondation qui joue le rôle d'organe centralisateur du groupement et qui connaît, grâce aux rapports qui lui sont communiqués, l'état des fondations étrangères, peut leur demander, dans le cas où elles disposeraient de chambres libres, de vouloir bien se charger des étudiants dont elle n'a pu satisfaire la demande. C'est à la Fondation Nationale qu'incombe le soin délicat de répartir les étudiants qui n'ont pu, faute de places, être acceptés par la Fondation (3). Une fois la demande transmise à la Fondation, le candidat averti par la Fondation Natio-

(1) Premier juillet 1931.

(2) M. GIRAUD. — Agrégé de l'Université.

(3) Article 2. — La Fondation Nationale présente à chaque Fondation disposant d'un nombre de chambres supérieur au nombre des

nale devra se présenter au Directeur de la Fondation qui, après cette visite, statue sur le cas ; dans l'hypothèse du refus, il transmet le dossier à la Fondation avec notes confidentielles.

La répartition ainsi comprise des étudiants en surnombre dans une fondation par l'organe supérieur (la Fondation Nationale) est une mesure très intéressante à un double point de vue : le premier, c'est de ne pas laisser de chambres inoccupées dans des fondations, à côté d'autres trop bondées ; cette entr'aide affirme la solidarité qui lie les fondations entre elles dans la poursuite d'un même but.

L'introduction d'éléments français, la plupart du temps, dans les Fondations étrangères semble devoir entraîner une connaissance réciproque des mentalités différentes. Là, peut-être, mieux encore qu'au restaurant provisoire, des amitiés, des sympathies naîtront ou tout au moins des collaborations. On tend donc vers cet « international mind » dont parlent tous les rapports. C'est en vue d'accentuer les relations entre Fondations que des accords peuvent être passés entre les différentes institutions : échange d'étudiants, dont on attend beaucoup de bien (1).

La répartition dans les Fondations étrangères ne se fait pas d'une façon automatique. — La Fondation Nationale tient compte du budget du candidat, et

étudiants qu'elle a *directement* recrutés, les demandes d'admission des candidats qui lui paraissent les plus propres à occuper ces chambres.

(1) French students may be received on the bases of exchange with the French Fondation of the City Universitaire.

l'étudiant dans sa demande d'adhésion peut limiter la liberté de la Fondation, en lui faisant connaître qu'il ne lui serait pas possible de dépasser certains prix de location (1).

Conditions pour que l'admission d'un étudiant soit maintenue. — L'étudiant que nous avons suivi, dès le début de sa déclaration de candidature, est admis dans une fondation française ou étrangère, à quelles conditions doit-il se soumettre pour y être maintenu ?

La Fondation est un groupement de personnes qui doivent être soumises à un ensemble de règles. Chaque Fondation est libre d'établir son règlement intérieur. Sans doute, cette liberté existe, mais elle n'est pas absolue. On se souvient en effet, que les statuts des Fondations doivent être soumis à l'étude préalable de la Fondation Nationale. Il n'y a ainsi pas à craindre que l'harmonie qui doit présider aux

(1) Le candidat a intérêt à laisser au Secrétariat de la Cité Universitaire de Paris, la plus grande latitude possible en ce qui concerne le choix d'une Fondation.

Les Fondations auxquelles le Secrétariat est en mesure de proposer les candidatures sont les suivantes :

- 1° Fondation de l'Institut agronomique, loyer mensuel, 200 francs.
- 2° Fondation Belge, loyer mensuel, 200 francs.
- 3° Fondation Arménienne, loyer mensuel, 200 francs.
- 4° Fondation des États-Unis, loyer mensuel 250 à 300 francs.
- 5° Fondation d'Argentine, loyer mensuel, 300 francs (petit déjeuner compris).
- 6° Fondation canadienne, loyer mensuel, 400 francs (petit déjeuner compris).
- 7° Fondation japonaise, loyer mensuel, 400 francs (petit déjeuner compris).

destinées de la Cité ne soit rompue par un désaccord avec ceux de la Cité Universitaire.

Mais si chaque Fondation doit soumettre à l'approbation de la Cité les principes généraux qui régiront son activité, le règlement sur l'accession à la Fondation est son œuvre, pourvu qu'elle ne soit pas en opposition avec les traits directeurs de la Cité.

Ainsi, grâce à cette organisation, les règles pourront varier d'une Fondation à l'autre pour mieux s'accommoder aux différentes exigences de leur fonctionnement, sans toutefois trop s'écarter du modèle proposé.

Il nous semble donc que l'on peut citer à l'état d'exemple, l'ensemble des règles établies par la Fondation Deutsch.

RÈGLEMENT:

- 1° Les chambres sont louées au mois.
- 2° Le paiement est effectué d'avance.
- 3° Les habitants doivent être rentrés à 1 h. 30 du matin, sauf cas exceptionnels.
- 4° L'étudiant qui se propose de passer la nuit dehors ou de s'absenter plus d'un jour, doit en informer la Direction et laisser son adresse.
- 5° L'étudiant ne pourra recevoir de visite féminine, ni l'étudiante de visite masculine, qu'au pavillon central, sauf autorisation spéciale de la Direction.
- 6° On ne doit jouer d'aucun instrument de musique dans les chambres, le Pavillon central ayant des salles réservées à cet effet.

7° Il est interdit de tenir des animaux dans les chambres.

8° Passé 10 heures du soir, on ne doit pas recevoir de visites de personnes étrangères à la Fondation.

9° Les étudiants qui désirent rester à la Fondation deux ou plusieurs années doivent indiquer en fin d'année le résultat ou l'état de leurs études.

10° Un échec non réparé à la session suivante entraîne l'exclusion.

11° Le Conseil d'Administration se réserve le droit de donner congé, après avertissement, aux étudiants dont la tenue ou le caractère ne donneront pas satisfaction. — Toutefois, dans les cas graves, l'exclusion peut être immédiatement prononcée.

A l'exception de la clause n° 10 qui est une clause propre à la Fondation Deutsch, toutes les autres ne diffèrent entre elles que par des détails.

La sanction de l'inobservation de ces règles, est de deux sortes :

1° un blâme prononcé par le Directeur ;

2° l'expulsion en cas de récidive.

Ce sont là deux clauses que nous allons rencontrer avec plus de détails dans ce qui concerne la *sortie de la Cité Universitaire*.

L'étudiant, logé à la Fondation, ne peut y rester que tant que dure sa qualité d'étudiant. Ses études terminées, il ne peut plus être membre de la Cité Universitaire. C'est là un facteur qu'il serait possible de rapprocher de l'extinction de la condition, en droit civil. Il n'y a pas lieu d'insister sur ce qui est de droit commun.

Le second cas de déchéance a été vu précédemment, c'est l'infraction, ou le manquement grave à l'une des règles de la Fondation.

Un autre cas d'exclusion, beaucoup plus intéressant que ceux que nous avons mentionnés ci-dessus, nous est fourni par l'article 10 de la Fondation Deutsch : — « *Un échec non réparé à la session suivante entraîne l'exclusion* ».

Cette clause si originale, mérite de retenir quelques moments d'attention — son intérêt vient aussi de ce qu'elle tend à serépandre. (Fondation Belge pour les Français hospitalisés).

Sans doute n'a-t-elle pas été adoptée par la plupart des Fondations (1), son caractère un peu draconien pouvait sembler trop dur aux étudiants étrangers, qui se présentaient aux examens français. Mais la clause d'après laquelle : — « *Un échec non réparé à la session suivante entraîne l'exclusion* » semble être parfaitement en accord avec le but initial non seulement de la Fondation Deutsch, mais encore de la Cité Universitaire. La Fondation Deutsch est destinée à fournir des logements meublés à des étudiants ou étudiantes françaises d'élite, peu fortunés,

(1) La Fondation des États-Unis n'a pas encore adopté de clauses relatives au renvoi des étudiants. Mais il est très probable qu'elle fera sienne la mesure de la Fondation Deutsch de la Meurthe concernant « l'exclusion des étudiants en cas d'échec ». En tout cas, il faut mentionner son article 9 qui est un acheminement vers une clause semblable à celle de la Fondation Deutsch : « Les étudiants désirant rester à la fondation plus d'une année doivent indiquer à la fin de l'année le résultat ou l'état de leurs études ».

et c'est aussi le but, moins fermement déclaré de la Cité Universitaire.

Dans la discussion du projet primitif, M. Honnorat penchait même pour plus de sévérité encore : un seul échec devait, demandait-il, entraîner l'exclusion. C'était là une mesure un peu trop rude, il faut deux échecs successifs pour être éliminé de la Fondation Deutsch.

La Fondation ne doit pas dégénérer en un « centre d'hébergement pour étudiants » — elle ne doit conserver que les étudiants d'élite, et ne sont pas considérés comme tels ceux qui ne réparent pas à la session suivante, un premier échec. Aussi le Directeur de la Fondation est-il obligé, en vue d'appliquer cette règle, de tenir une série de fiches mentionnant les résultats et les notes de chacun des étudiants qui désirent continuer leur séjour à la Cité (1). Cette clause permet d'éliminer les mauvais étudiants, et ainsi, d'aider ceux qui méritent de l'être.

D'autres Fondations ont préféré recourir à un autre système analogue à celui qui fonctionne dans certaines institutions françaises ; Maison des Lycéennes, Institutions d'Etudiantes à Toulouse, qui gardent respectivement leurs pensionnaires pendant une durée délimitée (5 ans ou 3 ans), mais la critique qui peut être adressée à cette règle, c'est que l'expiration du délai peut correspondre, dans les études de doctorat ou

(1) Les étudiants qui désirent rester à la Fondation deux ou plusieurs années doivent indiquer en fin d'année le résultat ou l'état de leurs études.

d'agrégation, avec la période intense de travail, et la rendre difficile. C'est généralement ce qui est adopté dans les Fondations étrangères, quoique le premier système, ainsi que nous l'avons dit précédemment, tend à gagner.

Qui prononce la déchéance et l'exclusion de la Cité Universitaire ?

« Lorsqu'un étudiant s'est rendu coupable d'un
« manquement grave aux règlements particuliers de
« la Fondation qui le loge ou aux règlements généraux
« de la Cité Universitaire (restaurant provisoire) son
« exclusion peut être prononcée, soit immédiatement,
« soit avec un délai plus ou moins long.

« C'est le recteur qui prononce l'exclusion sur la
« proposition du Directeur de la Fondation à laquelle
« ressortit l'étudiant incriminé.

« La Fondation des Etats-Unis a prévu dans son
« acte de Fondation que le Conseil d'Administration
« aurait le droit de donner congé, après avertissement,
» aux étudiants dont la tenue ou le travail, ne donne-
« rait pas satisfaction. Dans les cas graves, l'exclusion
« immédiate pourrait être prononcée par le Directeur,
« après en avoir référé au Président du bureau.....».

L'exclusion par le recteur, se justifie. La Cité Universitaire est une dépendance de l'Université et, à ce titre, peut exercer son pouvoir disciplinaire.

*Toutefois, d'autres systèmes auraient pu être prévus
Pourquoi les a-t-on rejetés ?*

Il est un système qui fonctionne dans les Universités et qu'on appelle le *Conseil de discipline*. Il se

compose d'un certain nombre de professeurs et d'étudiants nommés par leurs condisciples.

Pourquoi ne pas avoir adopté quelque chose de semblable au Conseil de discipline : et dans lequel on rencontrerait des représentants des étudiants logés à la Cité.

Les critiques adressées au Conseil de discipline sont assez nombreuses. — Les délégués des étudiants sont au nombre de deux. — La majorité appartient aux professeurs, et cette représentation des étudiants apparaît donc sans grande utilité. — De plus, les étudiants ne jugent pas toujours avec toute l'impartialité voulue ; ils font toujours bloc avec les étudiants soumis au jugement du Conseil. Ils se sentent plutôt solidaires des accusés que juges impartiaux. Il semble que toutes ces critiques subsisteraient si la Cité Universitaire s'était décidée à adopter un semblable organe de discipline.

Mais pourquoi dès lors ne pas éliminer les étudiants, et ne pas créer *un Conseil composé de tous les Directeurs des Fondations* ? Ce qui se comprendrait très bien étant donné la nature de la Cité Universitaire : Groupement de Fondations : la dégradation serait prononcée par le groupement des Directeurs.

Cette solution a également été rejetée. C'est que les Directeurs des Fondations sont la plupart du temps des étrangers apportant avec eux une mentalité spéciale, particulière à leur race et à leur culture différente. Il s'en suivrait que dans un Conseil destiné à juger, l'accord ne pourrait se faire que difficilement. Tel

Directeur penserait que l'étudiant accusé n'a commis qu'une faute vénielle — tel autre au contraire statue-rait dans le sens de l'expulsion (1).

(1) Cas qui s'est présenté cette année, à propos d'ivresse accidentelle : expulsion de la fondation belge, alors que la fondation française n'aurait prononcé qu'un blâme.

TROISIÈME PARTIE

Les Résultats

La Cité Universitaire a maintenant six ans d'existence. — Est-il possible de porter une appréciation sur ses résultats ? — La durée de six années nous permet de le faire. — Quels sont donc : 1° les résultats matériels ; 2° les résultats moraux ?

Après 6 ans d'existence, la Cité Universitaire se présente-t-elle comme un organisme doué de vitalité ? A-t-elle donné des preuves de son activité ? Au contraire, ne nous trouvons-nous pas en face d'une organisation ayant une vie ralentie et sans force parce que, ne répondant pas aux nécessités pour lesquelles elle a été créée.

Est-ce une œuvre artificielle subsistant uniquement par les apports de l'Etat, ne donnant que des résultats peu probants et témoignant d'une vie précaire, ou au contraire nous trouvons-nous en face d'une œuvre forte, douée d'une personnalité vigoureuse et produisant des résultats tels que son utilité absolue en apparaît nettement démontrée, et sa création comme répondant à une nécessité de premier ordre.

Quelques critiques peuvent, sans doute, penser qu'une durée de 6 ans (1925-1931) n'est pas assez longue pour qu'on puisse avec quelque certitude fonder un jugement sur la valeur d'une telle institution,

mais il nous semble au contraire que le délai est suffisant pour le lancement et la mise en marche et qu'il est possible sans grande erreur de tenir pour probants les différents résultats de la Cité Universitaire.

Nous allons donc maintenant étudier les *résultats* de la Cité Universitaire, à un double point de vue : d'une part, les *résultats matériels*, d'autre part, les *résultats moraux*, et cette analyse nous permettra de juger de l'activité de la Cité .

CHAPITRE PREMIER

Les résultats matériels

Première section : augmentation des subventions et des legs. — Dépenses occasionnées par la construction de la Cité. — Énumération de certains chiffres. — Par qui seront-elles supportées ? — Triple source de capitaux :

L'État français ;

Les États particuliers ;

Les personnes privées.

Ce qui a été fait par l'État français : expropriations, subventions. —

Ce qui a été fait par les pays étrangers. — Par les particuliers. —

Effort tenté par la Cité Universitaire pour développer la générosité

privée. — Il faut apprendre aux individus à donner à la Cité. —

C'est toute une éducation à faire.

SECTION I. — Progression des subventions et des donations

La création de la Cité Universitaire, ainsi que nous l'avons vu, entraînait des dépenses énormes. Nous ne pouvons évaluer la masse totale de frais nécessités, mais il nous est possible de citer quelques chiffres qui témoignent de l'importance de l'Œuvre : la Fondation Deutsch, 5 millions, la Fondation Américaine 400.000 dollars ; la création des services généraux est prévue comme devant entraîner une dépense de 3.700.000 dollars, la Maison japonaise a coûté 6 millions — les dépenses dérivant des expropriations se chiffrent par millions. Ces quelques indications montrent clairement qu'il était impossible au budget

français de supporter de telles dépenses ; aussi la création de la *Cité Universitaire* dérive-t-elle d'une *triple collaboration* qui fait à la fois sa grandeur et son originalité : collaboration de l'Etat français, des Etats étrangers, et surtout des particuliers. C'est cette contribution des forces vives des Nations qui donne à cette œuvre son caractère international, sans toutefois que cesse de dominer l'influence française. Puisque la construction des pavillons et des services généraux est subordonnée à l'apport de ces différents capitaux, il nous faut donc étudier la *source* de leur création : Etudier la part respective prise par l'Etat français, les Etats étrangers et les particuliers dans l'érection de la Cité Universitaire. Quelles sont à ce propos les tendances actuelles ? Allons-nous vers une augmentation ou une diminution des dons et des legs ? Vers un accroissement des subventions des Etats ? Est-ce que ce sont les dons des pouvoirs publics, ou ceux des particuliers qui l'emportent ?

Dès que la proposition Deutsch de la Meurthe eut été portée à la connaissance du gouvernement, dès que se fût dessinée la volonté des particuliers de participer à une œuvre de rapprochement des peuples par l'élite, l'*Etat français* comprit l'importance que l'on pouvait espérer d'une telle aspiration, tant au point de vue national qu'international. Une loi du 27 juin 1921 décida : 1° le rachat par l'Etat à la Ville de Paris de 28 hectares de terrains des fortifications et de la zone ; — 2° la cession gratuite, par l'Etat à l'Université de ces terrains pour loger les étudiants dans les meil-

leures conditions de vie matérielle et morale. La Ville de Paris s'engageait à mettre en état ces terrains, et, en particulier, à créer des parcs.

Une loi de 1928, votée sur l'initiative de M. M. Poincaré et Herriot, concéda à la Cité une étendue de 5 hectares 8 ares. — 4 nouveaux hectares viennent récemment d'augmenter l'étendue du domaine de la Cité, et on prévoit *d'autres expropriations dont les frais seront supportés par l'Etat*. Non seulement l'Etat collabore au développement de la Cité Universitaire par l'octroi de terrains à l'Université, mais encore par des subventions plus ou moins nombreuses. Cette intervention du gouvernement à l'effet d'aider matériellement les étudiants d'enseignement supérieur est une véritable innovation dans la législation française. Ainsi que nous l'avons dit dans la première partie, l'entretien matériel des étudiants français était laissé aux soins des familles, mais par suite des changements économiques apportés par la guerre, la classe moyenne n'était plus en état d'assumer une aussi lourde charge, et l'intervention de l'Etat dans un domaine jusqu'ici négligé par lui s'explique, d'une part, par le désir d'empêcher la décadence des études supérieures, et d'autre part, par le développement de la tendance de plus en plus sociale de l'Etat.

Mais ce mouvement de l'Etat français, comme d'ailleurs, celui des Etats étrangers, n'a été déclenché que par le jeu de la générosité privée. Après les 5 millions de la Fondation Deutsch, les 6 millions de Marcelin Wilson pour la Fondation Canadienne, puis les 12 mil-

lions de Bienvenu-Lapôtre (Fondation belge) l'un des pavillons argentins a été construit grâce à la générosité d'O. o. s. Beneberg, l'autre par le gouvernement argentin.

La maison japonaise est dûe à deux japonais, Jihei Satzuma et Jirochatchi Satzuma qui ont donné une somme de 6.000.000, la maison américaine a été érigée par un Comité dirigé par le Docteur M. H. Gaye qui a groupé 10 millions. C'est grâce à l'initiative et à la générosité *privées* que les maisons britanniques (Lord Crew) — suédoise (Comte Albert Ehrenswand) — la maison arménienne (Boyhos-Nubar Pacha) — la maison indo-chinoise (M. Fontaine) doivent leur création. Seule, parmi tout le groupe énuméré, la maison espagnole n'est pas l'œuvre entière de la donation privée, elle a été érigée par le gouvernement espagnol. Il ne faut pas oublier de mentionner l'intervention généreuse de Murry Guggenheim dans l'érection de la maison des provinces(1).

Ce mouvement de philanthropie, cette intervention de la générosité privée pour le développement d'une belle œuvre, s'accroît, et, fait curieux, tend à gagner les différentes couches de la Société. Les dons et legs en vue d'augmenter le nombre des chambres pour les étudiants, ne proviennent plus uniquement depuis quelques temps d'individus puissamment riches, mais

(1) M. David-Weil a donné, le 20 février 1929, une somme de 5 millions destinée à constituer un fonds de roulement et de réserve afin de permettre à la Fondation Nationale de faire plus aisément face à l'étendue de ses changes.

de personnes appartenant à la moyenne bourgeoisie ; les legs se multiplient, prennent les formes les plus diverses, tantôt sont attribués à la Fondation Nationale, pour la marche des services généraux tantôt pour le fonctionnement de tel service particulier (entretien de la bibliothèque, d'un jardin, du service médical, d'une organisation théâtrale). La Cité Universitaire a un champ d'activité si vaste que tout le monde, sous une forme ou sous une autre, peut lui apporter son concours.

La Fondation Nationale dont le premier objet est de réunir les ressources nécessaires tant pour la construction l'aménagement et l'exploitation des divers services d'intérêt commun de la Cité, que pour la construction l'aménagement et l'exploitation de nouvelles maisons d'étudiants de nationalité française, « à édifier sur le terrain de la Cité », a bien compris tout le parti qu'il était possible de tirer d'un appel à l'ensemble de la Nation. Elle s'est efforcée de faire connaître à la grande masse des Français l'*utilité* d'une telle œuvre, non seulement pour ceux qui sont aidés, mais encore pour la Nation tout entière : « L'enseignement *supérieur* est précisément supérieur *en ceci*, qu'il profite autant à ceux qui ne le reçoivent pas qu'à ceux qui le reçoivent », dit H. Spont dans une brochure. — Par les articles des fondateurs dans les grands quotidiens, par les facilités accordées aux Français et étrangers de visiter les Fondations, et même par la propagande postale : qui ne connaît le : « Aidez la Cité Universitaire, sauvez les élites », la Cité Universitaire, grâce

à la Fondation Nationale apparaît comme ne devant pas être l'œuvre uniquement d'une aristocratie d'argent, mais comme une création de toutes les forces productives des Nations.

C'est grâce à cette action constante, répétée, continue de la Fondation, qu'il a été possible de réunir des capitaux, dont la somme est impressionnante et qui a permis de construire la maison des Provinces.

Moyennant *50.000 francs*, a décidé la Fondation Nationale, payables en *une* ou *quatre* annuités, on peut faire bénéficier d'une chambre les étudiants d'une origine déterminée, ou ceux d'une Faculté, ou d'une Ecole d'Enseignement supérieur de son choix.

Il semble peut-être un peu fastidieux de reproduire la liste de ceux qui ont répondu à cet appel, mais cette énumération nous paraît offrir cependant quelque intérêt. Elle montre en effet que l'Idéal, quoiqu'en disent les pessimistes, n'est pas mort, et qu'il est possible d'attirer l'attention de la classe bourgeoise pour l'entreprise d'une telle œuvre :

« 45 conseillers généraux ont pris des initiatives
« de cette nature : ce sont ceux des départements
« suivants (1) :

« Allier, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardennes,
« Aube, Belfort, Bouches-du-Rhône, Charente, Cher,
« Côtes-du-Nord, Doubs, Eure-et-Loir, Finistère, Ile-
« et-Vilaine, Jura, Indre, Indre-et-Loire, Loire,
« Loiret, Lot-et-Garonne, Manche, Marne, Meurthe-

(1) Rapport du 24 juillet 1931.

« et-Moselle, Morbihan, Moselle, Nièvre, Oise, Oran,
« Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales,
« Bas-Rhin, Haut-Rhin, Saône-et-Loire, Seine-et-
« Marne, Sarthe, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Som-
« me, Var, Vendée, Vosges, Vaucluse, Haute-Vienne.

« Le nombre des Chambres qu'ils ont souscrites
« s'élève à 39. Il est à croire que leur exemple ne tarde-
« ra pas à être suivi.

« 140 chambres ont été en outre souscrites par des
« départements ou des groupements à savoir :

« 75 par M. Murry Guggenheim, américain d'ori-
« gine alsacienne et par un groupe de personnalités
« alsaciennes, au profit des jeunes gens du Haut-
« Rhin, du Bas-Rhin, et du Territoire de Belfort.

« 3 par deux français : M. Pierre Cartier à New-
« York et M. Berthonier, Président au Paraguay, au
« profit de jeunes français dont les parents résident
« hors de France.

« 2 par M. Albert Blum, au profit des étudiants
« alsaciens.

« 2 par un parisien, M. Max Behrendt, l'une au
« profit d'un étudiant, l'autre au profit d'une étu-
« diante de nationalité française.

« 3 par un américain anonyme, au profit de 3 étu-
« diants français.

« 1 par un français anonyme, au profit d'un étu-
« diant originaire des Basses-Pyrénées.

« 1 par M. Théodore Seltzer, au profit d'un étudiant
« originaire des Ardennes.

« 1 par M. Bourrelier, au profit d'un étudiant ori-
« ginaire de la Seine.

« 1 par M. Cadgène, au profit d'un étudiant ori-
« ginaire du Rhône,

« 1 par M. Fenaille, au profit d'un étudiant du
« Lot ou de l'Aveyron.

« 1 par M. Rau, au profit d'un étudiant français.

« 1 par M. Frot, au profit d'un étudiant du collège
« d'Abbeville.

« 1 par M. Letulle, notaire, en mémoire de son père,
« M. Maurice Letulle, Professeur de l'Académie de
« Médecine, au profit d'un étudiant en médecine.

« 1 par M. et M^{me} Jacques Halphen, en mémoire de
« M. Emile Dürkeim, au profit d'un ancien élève d'un
« établissement d'enseignement public d'Epinal ou
« des Vosges.

« 1 par M. Gabriel Cognacq, au profit d'un étudiant
« de la Charente-Inférieure.

« 1 par l'Islande au profit d'un étudiant originaire
« de ce pays.

« 2 par un anonyme, au profit de fils de fonction-
« naires résidant à l'étranger.

« 3 par un anonyme américain, au profit de trois
« étudiants français.

« 1 par un anonyme, au profit d'un étudiant italien.

« 1 par M. Hansen, au profit d'un étudiant nor-
» végien.

« 1 par M^{me} Dreyfus-Barbey, au profit d'un étu-
« diant persan.

« 1 par M. Jean Labbé, avocat au Conseil d'Etat,
« au profit d'un étudiant en droit ou en médecine
« de l'Orne.

« 2 par M^{lle} de Montfort, l'une au profit d'un étu-
« diant de la Meuse, l'autre au profit d'un étudiant
« des Basses-Alpes.

« 1 par le Docteur Lubet-Barbon, au profit d'un
« étudiant des Landes.

- « 1 par M. Poron, au profit d'un étudiant de l'Aube.
- « 1 par M^{me} Hishnawarna, au profit d'un étudiant
« indien.
- « 1 par M. Dubosc, au profit d'un étudiant de la
« Seine-Inférieure.
- « 2 par M. Schoumeyer, au profit de deux étudiants
« polonais.
- « 1 par M. Dubosc, au profit d'un étudiant de
« Seine-Inférieure ou d'un département normand.
- « 2 par M. Schoumeyer, au profit de deux étudiants
« polonais.
- « 1 par M. Mazerolles.
- « 1 par M. Girard, au profit d'un étudiant de Savoie.
- « 1 par le Crédit Foncier de France.
- « 1 par la Banque de l'Union Parisienne.
- « 1 par la Banque d'Etat du Maroc.
- « 1 par le Syndicat des Editeurs d'Art et Marchands
« de Tableaux modernes.
- « 5 par l'Union des Syndicats de l'Electricité, au
« profit d'étudiants de l'Ecole supérieure d'électri-
« cité.
- « 3 par la Compagnie du Métropolitain.
- « 7 par les grands Réseaux de Chemins de fer, au
« profit des élèves des grandes Ecoles où se recrute
« leur personnel dirigeant.
- « 8 par la Commission Supérieure de l'Enseigne-
« ment technique, au profit des boursiers de cet éta-
« blissement.
- « 1 par le Comité National des Conseillers de
« commerce.
- « 1 par la Fédération Nationale du Bâtiment.

- « 1 par la Compagnie de Dragage.
- « 1 par le Rotary-Club.
- « 5 par le Comité général des Assurances.
- « 1 par la Chambre de Commerce de St-Dizier, pour
- « un étudiant de la Haute-Marne.
- « 1 par la Chambre de Commerce de Nouméa.
- « 4 par le Maroc.
- « 6 par la Syrie.
- « 2 par l'Etat des Allaouites ».
- « 1 par la Ville de Paris.
- « 1 par la Ville de Reims.

...Et pourtant, cette aide ne semble pas suffisante au Président de la Fédération. — C'est qu'en effet, il y a toute une éducation du peuple français à faire. On ne lègue pas facilement aux Etablissements publics, comme c'est la coutume aux Etats-Unis, en Yougoslavie (1).

(1) « Pourquoi dès lors, ne pas aider cette Cité ou ces Universités qui contribuent si j'ose dire, à former cette personnalité morale et intellectuelle ? *Jeunesse décimée par la guerre, famille peu féconde, lois fiscales terribles pour les successions, malgré cela, nous sommes le pays où on lègue le moins pour l'enseignement.* Que la famille sans enfant fasse dans son testament une part pour l'Université, qu'elle lui laisse certaines choses d'une valeur sentimentale, que l'on fonde des chambres qui perpétuent le nom d'un bienfaiteur ou la mémoire d'un être cher, qu'on nous donne des meubles caractéristiques pour que cette maison des Provinces soit une image de la diversité de la France dans l'Unité Nationale, pour que se retrouve ici un aspect de chaque province, que l'on nous donne des instruments de musique, du matériel de sport, des bibilothèques pour éviter à l'étudiant sans ressources l'achat des livres, que l'on nous laisse des propriétés afin d'un faire des résidences de vacances pour les étudiants pauvres. Toutes les initiatives sont possibles depuis les plus modestes contributions. N'est-il pas agréable de se dire que l'on aidera ainsi à former une intelligence ? Le jour où cette conception sera généralisée, on arrivera

C'est en se faisant connaître de la masse entière du pays, en montrant par quels moyens on peut donner ou léguer à la Cité, que l'on arrivera à développer ou créer parmi les français, cette mentalité qui n'existe pas encore. C'est d'ailleurs, ainsi que nous l'avons vu précédemment, ce que s'efforce de réaliser la Fondation Nationale. C'est là certes une tâche ardue et délicate qui ne pouvait être bien remplie que par une personne de droit privé et, en constatant les résultats donnés par une telle organisation, nous ne pouvons qu'admirer l'esprit inventif de M. Branet qui a innové dans le cadre rigide du droit administratif.

SECTION II. — Augmentation du nombre des sections et des chambres

En 1923, 1 fondation, 340 chambres.

En 1931, 9 fondations, 1325 chambres.

En 1933, 19 fondations, 2335 chambres.

Les fondations peu nombreuses au début tendent à s'accroître d'année en année, au fur et à mesure que l'idée de rapprochement des peuples par l'élite se répand dans les masses. — Nombre de chambres à l'heure actuelle. — Fondations sur le point de recevoir des étudiants.

Quels sont les résultats de la Cité Universitaire au point de vue de l'augmentation du nombre des Fondations et des chambres ? On peut sans craindre le risque d'être taxé d'exagération, penser que

à des résultats magnifiques. Au surplus, on déterminera l'action plus effective des pouvoirs publics ».

(Extrait du discours de M. Honnorat publié dans le « *Journal* décembre 1930).

l'activité de la Cité a vraiment été extraordinaire.

En juillet 1925, on part avec *une* Fondation de 340 chambres, en juillet 1931 existent *neuf* Fondations en plein fonctionnement pouvant loger 1325 étudiants, encore faut-il remarquer que 9 autres Fondations sont sur le point d'être achevées et porteront le nombre total des chambres à 2.335 ! *Nous ne parlons ici que des Fondations presque terminées qui pourront fonctionner dans un délai très court*, nous laissons délibérément de côté tous les projets qui sont à l'étude. Nous les retrouverons dans ce que nous appellerons l'Avenir de la Cité Universitaire.

Si nous reprenons l'ordre chronologique des Fondations, on voit que les créations peu nombreuses au début, tendent à s'accroître d'année en année, au fur et à mesure que l'idée de rapprochement des peuples par l'Elite se répand dans les masses.

Pour apprécier le développement pris par la Cité Universitaire, de 1925 à 1931, il nous faut énumérer les différentes Fondations créées entre ces deux dates et le nombre des chambres mises par elles à la disposition des étudiants :

1 ^o La Fondation Deutsch, inaugurée en juillet 1925.	340	chambres.
2 ^o La Fondation canadienne, inaugurée en octobre 1926	50	—
3 ^o La Fondation belge, inaugurée en juin 1927	225	—
4 ^o La Fondation argentine, inaugurée en juin 1928.	60	—

5° La Fondation japonaise inaugurée en mai 1929	60	—
6° La Fondation de l'Institut Agonomique, inaugurée en janvier 1930	150	—
7° La Fondation indo-chinoise, inaugurée le 25 mars 1930	100	—
8° La Fondation des Etats-Unis, inaugurée en avril 1930	260	—
9° La Fondation arménienne, inaugurée en décembre 1930	65	—
Total	1325	chambres.

Ainsi de 1925 à 1931 la population logée à la Cité Universitaire a presque quadruplé, ce qui est énorme, étant donné une période aussi courte.

Et demain, on ne sera pas loin des prévisions de M. Honnorat, ministre de l'Instruction publique, qui répondait à Deutsch de la Meurthe, lui proposant la création d'une Fondation pour 300 étudiants : « 300 étudiants ? Non ! une cité pour 3.000 ».

La Maison des Provinces de France a 330 chambres.

La Fondation britannique a	150	—
— cubaine a	70	—
— danoise a	50	—
— espagnole a	150	—
— hellénique a	50	—
— monégasque a	60	—
— néerlandaise a	100	—
— suédoise	50	—
Au total.	1010	chambres

nouvelles, ce qui portera le total des chambres à 2335 presque la population d'une petite ville française ; encore ne comptons-nous pas les directeurs, économes, secrétaires, comptables, administrateurs de toute sorte qui demeurent à la Cité, les serviteurs, ce qui augmentera encore sensiblement le total, et c'est là qu'est le merveilleux de la Cité Universitaire : 6 ans à peine ont suffi pour faire sortir de terre une véritable ville peuplée d'une grande partie de l'élite intellectuelle française et étrangère là ou n'existait que les fortifications et leur gazon pelé. Grâce à la Cité Universitaire, à son essor, à la vitalité qu'elle montre, le but poursuivi semble bien près d'être réalisé.

« L'humanisme de demain sera la connaissance de « l'homme par l'homme, la connaissance directe de « l'homme ». *Le but essentiel de la Cité est donc de faciliter* cette connaissance mutuelle, de *préparer* ainsi l'esprit nouveau « la *bonne volonté, l'harmonie des Hommes de demain* », dit Honnorat dans un de ses discours. Mais les étrangers répondent-ils à cette invitation ? Le nombre des étudiants étrangers qui demandent à être admis à la Cité s'accroît-il proportionnellement à l'augmentation du nombre des chambres ? *Quelles sont les répercussions de la création de la Cité sur l'Université de Paris ?*

Nous allons examiner toutes ces questions dans le chapitre suivant.

SECTION III. — Effets de la Cité Universitaire
sur l'accroissement du nombre d'étudiants

Afin de dégager les effets de la Cité sur l'accroissement du nombre des étudiants il faut comparer les statistiques actuelles à celles qui ont précédé la guerre ou qui l'ont suivie immédiatement.

En 1919 : le nombre des étudiants étrangers *e* t inférieur à celui de 1914. — C'est en présence de ces faits que l'opinion s'est émue.

Le nombre des étudiants remonte à partir de 1924-1925. — La cause n'en serait-elle pas dans la création de la Cité. — Influence de certains facteurs psychologiques difficiles à déterminer, mais dont l'influence ne fait pas de doute dans le retour des étrangers à l'Université de Paris.

Avant d'arriver aux répercussions de la Cité Universitaire sur l'augmentation du nombre des étudiants et sur la répartition de leur nationalité, il nous faut brièvement en retracer l'histoire, antérieurement à la guerre, et pendant les quelques années qui l'ont suivie.

Après élimination des facteurs invariables, il nous sera peut-être possible de déterminer ce qui doit être imputé à la Cité Universitaire.

A Paris, en 1900 (1), sur un total de 12.192 étudiants tant français qu'étrangers, il n'y avait guère plus d'un millier (1.118) d'étudiants étrangers qui fréquentaient nos cours ; dans les années qui ont immédiatement précédé la guerre, leur nombre avait triplé (2).

(1) Les chiffres que nous donnons ici ne valent que pour nos 5 facultés et ne tiennent compte que des étudiants régulièrement inscrits.

(2) Pour la France entière, le nombre d'étudiants étrangers donné par l'annuaire statistique est de :

1800. . . .	1.532
1900. . . .	1.779

En 1921, plus de 3.000 avaient repris le chemin de nos écoles. Pendant l'année scolaire de 1924, le chiffre donné est de 3.263, sur un total de 22.155, en 1925, 4.216, en 1926, 5.737 sur un total de 25.123. - *Le 31 juillet 1928*, on comptait 6.596 étudiants sur un total général de 26.899. Ce qui nous donne 20.293 en face de 6.596 étrangers. *Sur quatre étudiants, il y a trois français et un étranger*, tandis qu'en 1900, sur 11 étudiants, il n'y a qu'un étudiant étranger ; ce nombre triple, ainsi que nous l'avons dit, antérieurement à la guerre, diminue pendant les hostilités pour remonter en 1918, mais cette augmentation sur la période précédente n'arrive qu'à peine à donner un nombre d'étrangers égal à celui de 1914. Si nous déduisons des chiffres donnés en 1919, le nombre des étudiants lorrains et alsaciens considérés provisoirement comme étrangers, nous nous apercevons que le total des étudiants étrangers dans les années 1919-1920-1921-1922-1923 n'augmente que très faiblement, et en 1922, *le nombre total d'étudiants étrangers dans toute la France* (5.931) n'arrive pas au chiffre donné en 1914 (6.188).

C'est en présence de ces faits, ainsi que nous l'avons

1905. . . .	2.450	
1913. . . .	5.560	
1914. . . .	6.188	
1915. . . .	1.885	
1917. . . .	2.399	
1919. . . .	6.664	(les étudiants des provinces recou-
		vrées sont encore étrangers).
1920. . . .	5.077	(la rectification est faite).
1922. . . .	5.931	

vu que l'opinion s'est émue. En 1925, la Cité Universitaire est créée et la première Fondation reçoit 340 étudiants français. Les chiffres de l'année 1928 sont singulièrement impressionnants.

A Paris, 6.596 étudiants étrangers et 20.293 français.

Dans toutes les villes de facultés de France 14.365 et 50.166.

Au 31 juillet 1928, on trouve donc 1 étudiant étranger en face de 3 étudiants français. *A quoi est due cette augmentation ?* Est-ce uniquement au nombreux contingent d'étudiants slaves ou orientaux, ou au contraire aux étudiants des pays septentrionaux. Avant la guerre, les étudiants russes (1913) étaient de beaucoup les plus nombreux ; puis venaient ensuite les Roumains, les Allemands, les Egyptiens, les Anglais, les Grecs, les Italiens et les Etats-Unis venaient sur le même plan ; l'apport du Canada, de la Chine et du Japon était négligeable. Après la Guerre cet ordre se modifie (1).

	En 1924-25	En 1925-26	En 1928.
(1)			
Royaume-Uni	184	184	174
Belgique.	52	62	58
Pays-Bas	18	27	53
Suisse.	108	188	166
Allemagne.	2	165	426
Hongrie.	50	174	174
Grèce	146	256	285
Roumanie	468	826	1.182
Pologne	162	728	715
Indo-Chine.	36	76	134
Chine	119	165	158
Égypte	331	399	391

De 1919 à 1924, si le nombre d'étudiants étrangers reste semblable à celui de 1913-1914, on assiste, ainsi qu'il est naturel, à une diminution du nombre des étudiants relevant des anciennes puissances ennemies et à une augmentation du nombre des étudiants dépendant des puissances alliées. Mais le nombre total d'étudiants reste à peu près semblable à celui des années d'avant-guerre, et cette stagnation dure jusqu'en 1924-1925. Si les Russes qui, par suite du bouleversement politique survenu dans leur pays n'ont plus que le 1/3 de leur contingent primitif, des étudiants de l'extrême-orient (Chine, Indo-Chine, Perses, Syriens) sont venus contre-balancer leur défection. Mais ces courants contraires n'accroissaient pas le nombre des étudiants étrangers à Paris, les étudiants français eux-mêmes étaient à peine plus nombreux qu'en 1914. L'ancienne Université de Paris semblait devoir entrer dans la décadence, et c'était d'autant plus étonnant que la France sortait victorieuse de la lutte.

Et quatre ans plus tard, les étudiants étrangers atteignent 6.596.

A quoi peut tenir ce *formidable accroissement* ? et pourquoi ne s'est-il pas produit dans les années qui ont suivi la Guerre ? On aurait d'autant mieux compris que cet essor se fût produit entre 1919-1924. Les changements financiers qui devaient frapper

Canada	6	45	45
États-Unis.	202	235	275
Les Français passent de . . .	18.889	19.186	28.293

particulièrement la classe moyenne ne s'étaient pas encore tous produits, la France jouissait du prestige qui s'attachait à sa victoire, et, l'influence de l'Université de Paris continuait plus que jamais à se faire sentir à l'étranger. A quelles causes donc attribuer ce ralentissement dans le développement de l'enseignement supérieur ? Sans doute les phénomènes financiers auxquels nous faisons allusion ne s'étaient pas tous manifestés dès 1919, mais tout faisait prévoir que l'équilibre financier de l'Europe allait en être modifié. L'élévation du coût de la vie qui continuait à s'accroître en France et dans la plupart des pays centraux n'était guère faite pour faciliter l'accroissement du nombre d'étudiants. En 1928, la situation économique et financière de l'Europe n'est guère meilleure, le coût de la vie n'a cessé de s'accroître, et cependant l'Université de Paris voit le nombre des étudiants français et étrangers dépasser de beaucoup celui des années d'avant-guerre. Un nouveau facteur a-t-il joué ? Quel est-il ? Attribuer *uniquement* à la Cité Universitaire un tel accroissement serait peut-être faux, mais il ne peut être nié que c'est à elle, sinon en totalité, mais pour une grande part, qu'est due l'augmentation de ce nombre et le développement du prestige de l'Université de Paris. Sans doute pourra-t-on dire que le nombre des étudiants reçus à la Cité Universitaire, de ceux qui sont logés (1)

(1) *Statistique 1930.* — Nombre d'étudiants logés à la Cité Universitaire : Pour déterminer le nombre des étudiants étrangers, il nous faut tenir compte de ce fait que les Fondations étrangères ne reçoivent

dans les Fondations est loin de représenter les chiffres indiqués dans l'Annuaire statistique (1) et que, par suite on ne peut attribuer à la Cité Universitaire la gloire d'avoir aidé au développement intellectuel en attirant à Paris un grand nombre d'étudiants français et étrangers.

En 1928, à l'heure où seules quatre des Fondations étrangères fonctionnaient (canadienne, belge, argentine, japonaise) qui groupaient 410 étudiants et un nombre d'étudiants étrangers inférieur à ce chiffre, les étudiants étrangers étaient au nombre de 6.596.

Dans les années précédentes, il n'était que de 4.299 ; une augmentation de plus de 2.000 membres s'explique mal, pourront dire certains critiques, par le fait que la Cité abrite 400 étrangers. Le rapport entre ces 2 nombres ne semble pas impliquer un rattachement de cause à effet, et il faudrait chercher une autre cause. On aperçoit d'ailleurs assez mal à quel facteur

vent pas uniquement des étudiants de leur nation, mais aussi des étudiants français. Soit qu'il y ait un contrat d'échange entre les fondations françaises et fondations étrangères, soit au contraire en vertu d'une règle générale posée par la Fondation Nationale.

<i>Argentine</i>	75	chambres	étudiants argentins	44
<i>Arménie</i>	65	—	— arméniens	35
<i>Belgique</i>	225	—	— belges	111
<i>Canada</i>	50	—	— canadiens	30
<i>Etats-Unis</i>	260	—	— des E.-U.	223
<i>Indo-Chine</i>	100	—	— indo-chinois	94
<i>Japon</i>	60	—	— japonais	52

(1) Nous comparons 1928 (l'annuaire statistique) et les statistiques sur le nombre d'étudiants étrangers à la Cité qui nous ont été communiqués par la Cité Universitaire sur l'année 1930 ; nous aurions voulu comparer les deux années 1928, mais les documents ne nous ont pas été communiqués.

il faudrait recourir pour étudier ce phénomène. Quoiqu'il en soit, il nous semble que c'est à la Cité Universitaire que l'on est redevable d'être passé d'une période de désintéressement à l'enseignement supérieur, à un état d'activité intellectuelle très prononcé.

Création infiniment originale, et dont le retentissement a été immense, la Cité Universitaire attire vers elle non seulement ceux qui devaient être admis à bénéficier des avantages offerts par les Fondations, mais encore les amis, les camarades de ceux qui sont logés à la Cité Universitaire et qui espèrent eux aussi voir accepter leur demande après un séjour plus ou moins long en France.

Il y a ainsi un drainage des étudiants par d'autres ; la renommée de la Cité Universitaire gagne de proche en proche dans le monde des étudiants et l'étudiant étranger, quand bien même il n'est pas logé à sa Fondation Nationale, ne se sent plus isolé comme autrefois ; il sait qu'il peut s'adresser au Directeur, lui demander un conseil, un renseignement et peut-être même une aide matérielle. Il sait que c'est à la Fondation qu'il pourra rejoindre ses compatriotes, là qu'il trouvera toujours bon accueil, un conseil désintéressé ; les fêtes auxquelles il participe, les réunions fréquentes entre étudiants de même nationalité l'empêcheront d'être aussi facilement atteint par le mal du pays.

L'intérêt que prennent l'Etat français, les Etats étrangers et leurs différents ressortissants au développement d'une telle œuvre montre que la Cité Univer-

sitaire est une *institution durable* qui ira sans cesse en s'élargissant, et, qui par suite de l'intervention des pouvoirs publics, échappe aux vicissitudes, aux possibilités de dissolution pouvant frapper une simple association d'étudiants.

Il en résulte une confiance, une sécurité chez les étudiants, qui les incitera à compter de plus en plus avec la Cité Universitaire. Autour de la Cité Universitaire, vont se grouper non seulement ceux qui profitent de ses institutions, mais encore ceux qui pensent qu'au cas où ils seraient frappés par l'adversité, ils pourraient prétendre à être secourus par elle.

Le retentissement qu'a eu le développement de la Cité Universitaire, a réveillé l'intérêt de l'Etranger à l'égard de l'ancienne Université de Paris. « *L'Université a été sauvée, dit Honnorat, par la Cité Universitaire* ». Eclipsée momentanément par l'Université de Berlin, par la méthode scientifique qui s'y enseignait, l'Université de Paris a, pendant quelque temps été fortement concurrencée par les Universités allemandes. L'essor qui devait résulter pour elle de la victoire des Alliés n'a pas été aussi grand qu'on pouvait l'espérer ; la faible augmentation du nombre des étudiants en témoigne. Cet événement si grand cependant, ne semble pas avoir eu, en matière d'enseignement supérieur, le résultat qu'il semblait logique d'en attendre.

Le fait, pour la France, d'avoir su attirer l'attention des pays étrangers par la création d'une ville d'étudiants, la répercussion d'une telle œuvre, les noms de

ceux qui présidaient à sa fondation ont sûrement été pour beaucoup dans l'augmentation du nombre d'étudiants à Paris. Le moment était d'ailleurs bien choisi en 1925 pour le lancement de la Cité Universitaire.

Par suite de la défaite des pays centraux, l'Université de Berlin ne jouissait plus du même prestige, les Universités anglaises qui, elles, offraient aux étudiants toutes les conditions possibles de confort matériel, n'ont jamais eu auprès du monde intellectuel une renommée aussi fortement établie que l'Université de Paris. Vers quelle Université allaient se tourner les regards du monde intellectuel ?

Après une période d'hésitation, et dès que la Cité Universitaire eut rappelé qu'elle entendait continuer la tradition des collèges du Moyen-Age, et faire œuvre nouvelle en voyant dans une culture commune, un acheminement vers la paix, les étudiants étrangers, ont répondu à cet appel, et c'est ce qui explique que l'on soit passé de 3.000 élèves à 6.596 en 1928 :

« Que serait-ce, si je faisais état des élèves étrangers
« de nos grandes écoles, comme l'Ecole Centrale des
« Arts et Manufactures, l'Ecole Supérieure d'Electri-
« cité, l'Institut Agronomique, l'Ecole des Mines,
« l'Ecole des Langues Orientales ou l'Ecole des Beaux-
« Arts ; sûrement on s'apercevrait qu'il y a à peu
« près deux fois plus d'étrangers faisant à Paris des

(1) Tiré du discours d'Honnorat, 9 mars 1928.

Il y a dans toutes les Facultés et grandes Ecoles d'Angleterre 4.461 étudiants étrangers, c'est-à-dire 1/3 en moins que dans les Facultés de Paris.

« études supérieures, qu'il n'y a dans toutes les
« facultés et grandes écoles d'Angleterre (1) ».

Ces paroles de M. Honnorat témoignent d'un optimisme raisonné ; il est incontestable que la Cité Universitaire a sa grande part dans un pareil mouvement, comme d'ailleurs dans un sens plus large et plus général tout ce qui peut hausser le prestige intellectuel et moral de la France.

Nous ne nous attarderons pas à chercher à déterminer quelle peut être la part de la Cité Universitaire dans ce mouvement éminemment favorable qui s'est poursuivi à partir de 1924 ; nous sommes ici dans un domaine surtout psychologique et il serait vain d'établir les coefficients de corrélation par trop précis.

S'il est incontestable que l'œuvre à laquelle nous avons consacré ce livre a sa très grande part dans l'éclat renouvelé de l'Université de Paris, il ne faut pas non plus nier qu'il y a d'autres causes parmi lesquelles on peut citer l'élévation du niveau des études, la valeur de nos diplômes, la renommée de nos maîtres, et l'attraction d'une capitale qui a su conserver sa renommée de centre intellectuel de l'Europe.

(1) Discours prononcé par M. Honnorat lors de son voyage à New-York, le 9 mars 1928, sous la présidence de M. Wickersam, au banquet du Comité qui s'est constitué pour doter la Cité d'une Fondation américaine.

CHAPITRE II

Les résultats moraux

1. *Effets sur les pensionnaires.* — Le terme : résultats moraux est pris dans son sens le plus large. — Les fondations ne recevant que les étudiants reçus à leurs examens, il en résulte une obligation pour les pensionnaires de fournir un *travail assidu*. — *Culture intellectuelle* accrue par l'échange d'idées entre étudiants appartenant à des disciplines différentes. — *Des habitudes de vie sociale* sont acquises : goût de l'association, de la coopération.
2. *Effets sur les non-pensionnaires.* — Même les étudiants n'habitant pas la Cité ne se sentent pas isolés. — La Cité devient un modèle faisant régner un salubre état d'esprit qui gagne de proche en proche.

Quelque grande que soit l'admiration que peuvent susciter les résultats de la Cité Universitaire, les répercussions morales d'une telle œuvre sont encore plus dignes d'éloges : d'un côté 18 fondations surgissent du sol, d'un autre côté la Cité Universitaire donne aux étudiants *une formation d'esprit* qui les suivra toute leur vie et qui s'imposera à la fois à ceux qui demeurent dans les Fondations (les pensionnaires) et à tous les étudiants groupés autour de l'Université.

Ce sont maintenant les résultats moraux qu'il nous faut étudier.

Remarquons que nous prenons le terme « résultats moraux » dans son acceptation la plus large comme impliquant non seulement l'acquisition de certaines qualités morales entendues dans le sens

étroit, mais encore de certaines dispositions intellectuelles.

SECTION I. — Effets produits sur les pensionnaires

Voyons en premier lieu les effets produits par la Cité sur les pensionnaires.

Tous ces effets s'expliquent par le but que s'assigne la Cité : ainsi que nous l'avons dit précédemment, la Cité ne se borne pas à être une maison offrant à des prix relativement peu élevés des chambres confortables aux étudiants, des repas abondants mais d'un prix modeste ; sans doute, est-ce là ce qui fait son grand sujet de préoccupation, mais il ne faut y voir qu'un *moyen en vue d'un but*.

La Cité Universitaire, dépendance de l'Université de Paris, devait voir autre chose dans cette réalisation que la création d'un « centre d'hébergement ». La lecture des statuts de la Fondation Nationale et des fondations particulières, montre suffisamment que la Cité Universitaire a été créée pour l'élite intellectuelle des étudiants et *qu'elle entend conserver et développer la supériorité de ceux qui recourent à elle*.

Plusieurs clauses insérées dans les statuts témoignent du désir de la Cité de ne donner abri qu'à des étudiants reçus à leurs examens.

C'est dans la Fondation Deutsch que cette clause que nous avons analysée dans les conditions d'admission, revêt sa forme la plus nette ; mais elle semble gagner les autres fondations : des échecs répétés entraîneront l'exclusion de la Fondation des Etats-Unis,

de la Belgique; toutes les autres fondations admettent le principe que l'entrée et le maintien des étudiants dans une fondation dépend de l'appréciation du directeur, appréciation fondée sur l'état de fortune de l'étudiant et sur sa valeur intellectuelle. Pour établir ce dernier facteur, le directeur ne peut, faute de mieux, se décider qu'en s'appuyant sur les diplômes décernés par les facultés.

Connaissant les conditions d'admission et de maintien à la Cité, les moins courageux des étudiants se sentiront poussés au travail, tenus de prouver leurs efforts.

Une émulation digne d'éloges s'établira entre tous les membres de la Cité, entraînant à la fois ceux qui logent dans les fondations et ceux qui aspirent à y entrer, dans une heureuse rivalité intellectuelle.

Le groupement dans une même institution d'étudiants appartenant à des enseignements différents n'est pas négligeable non plus.

Il se produit entre eux un échange de vues, certains problèmes sont discutés; le scientifique apporte ses lumières et sa rectitude d'esprit, le littéraire son sens critique, le métaphysicien place le problème sous un angle particulier, et ces discussions amicales éclairent les points obscurs, éveillent les esprits et les stimulent.

On peut, à juste titre, attendre beaucoup de cette coopération intellectuelle qui ne peut se produire quand l'étudiant est isolé et n'est pas en contact perpétuel avec ses camarades.

C'est, a-t-on dit bien souvent à ce rapprochement continu, à cet échange intellectuel entre esprits de

formation différente que l'Ecole Normale supérieure a pu donner tant d'hommes remarquables.

Peut-être n'est-il pas trop audacieux d'espérer que la réunion de conditions à peu près analogues devra entraîner des résultats également identiques.

Obligation de fournir un travail intellectuel assidu sanctionné par un examen, culture accrue par l'échange d'idées entre étudiants relevant d'enseignements différents, tel est le bénéfice intellectuel que donne la réunion en commun de jeunes gens instruits.

Il n'est pas jusqu'à *la discipline* qui doit être observée dans une ville de plus de mille habitants qui n'exerce indirectement son influence sur la formation intellectuelle et morale de ceux qui logent à la Cité. Les règles qui s'imposent aux étudiants : obligation de rentrer à une heure déterminée, d'éteindre la lumière à dix heures, de laisser libres les chambres afin qu'elles soient entretenues, etc.... peuvent habituer les esprits fantaisistes à une répartition ordonnée de leur travail, les frondeurs à respecter la liberté des autres. Cet ensemble de règles qui doivent présider à la bonne marche d'un établissement et qui sont indispensables dans une agglomération aussi nombreuse, ont fait l'objet de critiques au début du fonctionnement des fondations, et surtout lors de l'ouverture de la Fondation Deutsch : les Directeurs ont été obligés de réagir contre la tendance de certains étudiants qui s'efforçaient de substituer à l'autorité du Directeur une tentative de gouvernement des étudiants par eux-mêmes.

Cette liberté extrême que revendiquaient certains étudiants était en désaccord absolu avec les différents statuts des fondations respectives et les règles générales posées par la Fondation Nationale. — Nous nous souvenons en effet, d'un principe qui a présidé à leur rédaction : aider les étudiants d'élite et peu fortunés à achever leurs études supérieures. Entre la Cité Universitaire et l'hôtel à bas prix, l'opposition est grande. La Cité est une œuvre alimentée presque essentiellement par des dons privés, et, comme telle peut poser certaines règles d'admission et d'organisation.

Ce sont à ceux qui aspirent à bénéficier de l'œuvre à s'incliner devant les règles établies par les fondateurs. Cette discipline qui n'a d'ailleurs rien de rigide et qui se modifie, dans la mesure du possible, selon les revendications des étudiants (portes fermées à une heure au lieu de minuit) leur est salutaire. Ils acquièrent ainsi certaines *qualités d'ordre, de méthode, d'organisation du travail*.

Le Français, a-t-on dit, bien des fois, est un *individualiste* qui ne connaît ses camarades qu'aux cours et qu'aux bibliothèques, qui ignore les bienfaits et les forces qui peuvent découler pour lui de l'association, du groupement, de la coopération.

Cette critique peut s'adresser, non seulement aux Français, mais encore à bien d'autres peuples latins et l'un des plus grands bénéfices qui dérivent pour eux de la vie en commun dans une même institution, c'est

l'acquisition de « l'esprit de la ruche » (1), ainsi que l'a qualifié dans un article un de nos plus grands industriels. Cet objet a été nettement vu par Deutsch de la Meurthe ; le développement de l'*esprit d'association* a été un des plus grands soucis du fondateur : cette préoccupation se trouve marquée dans l'art. 3 des statuts :

« Donner aux étudiants l'habitude et le goût de l'initiative, de l'association et de la coopération, en encourageant parmi eux l'organisation de groupements sportifs et de sociétés artistiques ou autres, même en les associant dans une certaine mesure à l'administration de la Fondation elle-même, pour ce qui concerne les créations ou réformes d'ordre intérieur ».

La Cité Universitaire espère, et à bon escient, que les étudiants après un stage de 3 ans au moins (licences) et peut-être de 5 ans (doctorats) auront acquis l'habitude de la vie en commun, le désir de continuer à faire partie d'un groupement, la volonté de donner leur temps et leur travail à la poursuite d'un bien commun.

Grâce à cet apprentissage de la vie sociale, on peut, semble-t-il, compter sur l'établissement d'une mentalité semblable à celle des races anglo-saxonnes, psychologie que nous ne cessons (2) d'admirer mais

(1) André CITROEN. — On retrouve dans les œuvres d'un Ford les mêmes préoccupations.

(2) Nous aurons, en effet, les défauts contraires, ce qui ne nous empêche pas de posséder d'autres qualités que les Anglo-Saxons nous envient à juste titre.

qui, jusqu'ici n'avait pas réussi à s'implanter en France de façon vigoureuse et définitive.

La vie en commun, l'obligation de réussir aux examens, la situation même de la Cité Universitaire, un peu éloignée du quartier latin entraîne *une régression des habitudes d'oisiveté* des étudiants : plus de vie de café, de longues stations aux jeux de cartes et de billards, de promenades nonchalantes et sans but dans les rues du quartier latin. Toutes ces choses qui, d'ailleurs ne se comprenaient que grâce à une vie facile, exempte de soucis d'argent, époque où les étudiants d'avant-guerre ignoraient les difficultés d'équilibrer leur budget, où la famille pouvait envoyer des pensions régulières suffisamment abondantes. Mais avec les changements économiques apportés par la guerre, la situation se modifie et les étudiants apprennent ce que peut-être *la responsabilité*—les étudiants de la Cité Universitaire plus que tous les autres, puisqu'ils sont par définition des étudiants d'élite et peu fortunés. Sans doute, cette situation, peut par instant, leur sembler bien pénible, mais il ne faut pas oublier qu'elle trempe les âmes, *fortifie les qualités morales* qui, sans la sévérité de notre époque, auraient pu sommeiller et s'engourdir ensuite.

L'égoïsme est combattu par cette vie en commun, l'instinct de la solidarité règne au milieu des étudiants de la Cité et des échanges de services cimentent de fortes amitiés.

Il n'est pas jusqu'à la beauté des immeubles des fondations, jusqu'au confort des chambres, à l'attrait

des jardins qui n'exercent une influence favorable sur les pensionnaires de la Cité. Ceux qui y vivent, gagnés par l'harmonie des choses qui les environnent, restent volontiers dans un site qui les retient. N'est-ce pas la laideur et l'inconfort de la chambre à bas prix, le chauffage trop pauvre, l'éclairage trop réduit qui porte l'étudiant solitaire à passer une partie de son temps au café, à regagner le plus tard possible un cadre qui lui déplaît ?

Nombreux sont donc les bénéfices moraux qui peuvent découler du séjour à la Cité Universitaire : *culture intellectuelle* sanctionnée par la réussite aux examens, *développement de qualités d'ordre, de méthode et de discipline*, de la *solidarité* et du sens, de la *responsabilité, régression des habitudes d'oisiveté*.

SECTION II. — Effets produits sur les non-pensionnaires

Peut-être pourrions-nous croire que les effets moraux de la Cité Universitaire, sont limités et ne dépassent pas les murs d'enceinte, ne produisent leur effet que sur ceux qui y sont logés. Se faire une opinion aussi étroite des répercussions de la Cité Universitaire est une erreur. Ses effets seraient probablement localisés, si la Cité Universitaire se bornait à être un établissement de taille modeste, n'abritant qu'un petit nombre d'étudiants ; mais ce n'est pas le cas. Sur un total de plus de 26.000 étudiants, 1.325 sont membres de la Cité (soit un étudiant pensionnaire, sur 18 étudiants inscrits à l'Université de Paris). Ces

étudiants de choix, formés aux bonnes disciplines intellectuelles et morales, n'auront-ils pas une heureuse influence sur leurs camarades moins favorisés : ceux avec lesquels ils passent chaque jour quelques heures au restaurant provisoire, ceux dont ils partagent les cours.

En outre, la Cité Universitaire, bien qu'elle ne puisse recueillir qu'une minorité d'étudiants est un établissement modèle, un établissement *témoin* et la formation d'esprit acquise à la Cité gagnera de proche en proche la plupart des étudiants de l'Université ; de même que les élèves de l'Ecole Normale Supérieure, assistant maintenant aux cours de Sorbonne, entraînent en quelque sorte les candidats à la licence et à l'agrégation, de même est-il possible d'espérer une semblable émulation entre étudiants logés à la Cité.

Toutes les conséquences morales que nous avons dégagées plus haut comme résultant de la création de la Cité Universitaire peuvent s'étendre ? Les familles qui accueillent les étudiants, les œuvres, les institutions qui se proposent le même but que la Cité Universitaire -- assistant au succès dont jouit la Cité auprès des étudiants et de leurs familles seront obligés de se mettre à sa hauteur, de l'imiter dans son organisation, de donner aux étudiants le même confort, à des prix à peu près égaux à ceux de la Cité. Ils sont obligés de s'efforcer de faire quelque chose d'approchant, tout le monde gagne donc à la création de la Cité.

CONCLUSION

Après avoir suivi le développement de la Cité Universitaire, étudié les premières idées qui ont suscité sa création, examiné sa croissance, ses résultats ; nous allons maintenant essayer de prévoir ce que sera la Cité Universitaire dans quelques années, au point de vue matériel et au point de vue moral.

La Cité Universitaire groupe à l'heure actuelle 19 fondations, les unes fonctionnant, les autres presque terminées. Ces fondations peuvent abriter un total de plus de 2.410 étudiants. Résultats merveilleux, mais qui ne semblent qu'intensifier le zèle des fondateurs. Honnorat n'a-t-il pas prévu que la Cité Universitaire est destinée à abriter plus de 4.000 étudiants ! Nombreux sont les projets qui sont à l'étude. On cherche à doter la Cité d'une « Maison de la France d'Outre-Mer », d'une « Maison de l'Afrique du Nord », d'une « Maison des Beaux-Arts », de maisons égyptienne, norvégienne, persane, péruvienne, roumaine, tchécoslovaque, yougo-slave, d'une maison de l'école centrale de Sèvres, c'est-à-dire que la Cité n'en est encore qu'à ses débuts et devant l'accueil favorable que reçoit à l'étranger l'idée de la Cité Universitaire, on ne peut que rendre grâce aux fondateurs qui, en 1925 ont

prévu l'extension probable de la Cité, qui ont « vu grand ».

En 1933, les services généraux seront terminés — la certitude de leur achèvement nous les a fait étudier dans la partie consacrée aux réalisations ; nous ne les rappelons ici que pour mémoire : Cette nouvelle « International House. » par ses salles de restaurant, ses salles de fête, ses bibliothèques, ses salles de musique, de jeux, sa piscine, fournira à la Cité Universitaire, les lieux de réunion qui lui manquent encore. — Il faut combattre la tendance instinctive qu'ont les étudiants français et étrangers à se grouper par nationalités, et c'est grâce aux services généraux que l'on espère briser cette inclination et développer cet « international-mind » dont on peut attendre beaucoup pour le progrès de la coopération internationale.

Mais nous avons bon droit d'espérer que l'extension matérielle de la Cité Universitaire ne se fera pas uniquement au parc Montsouris. Les étudiants ne peuvent bien souvent prendre de vacances coûteuses. N'y aurait-il pas lieu de prévoir l'acquisition de pavillons situés à la campagne, à la mer, destinés à recevoir les étudiants pendant les mois de juillet, d'août et de septembre. Il semble que cette idée chemine et que d'ici peu de temps, les étudiants n'auront plus le souci des vacances onéreuses.

Edmond Haraucourt a donné l'impulsion première à cette idée en offrant en nue-propriété à la Cité, son domaine de l'île Bréhat, sur les côtes de Bretagne.

L'extension matérielle de la Cité est facile à pré-

voir au fur et à mesure que se répandra dans les différentes classes de la Nation l'idée de rapprochement des peuples par le rapprochement de l'élite intellectuelle : les dons et les legs même modestes se multiplieront quand les masses des Nations connaîtront l'utilité d'une telle œuvre que l'on peut, sur un autre plan, il est vrai, rapprocher de la dotation Carnegie.

S'en tenir à l'avenir matériel de la Cité, admirer la générosité des fondateurs qui font ériger des immenses pour les étudiants, c'est se limiter beaucoup trop dans la prévision de l'avenir de la Cité. Toutes les constructions matérielles, si magnifiques soient-elles ne sont que des objets en vue d'un but : faire naître cet « international-mind » dont on espère tant et permettre aux étudiants français de continuer leurs études d'enseignement supérieur malgré les difficultés économiques présentées par l'après-guerre.

Grâce à la création de la Cité, les étudiants étrangers qui, depuis le moyen-âge, venaient étudier en France à l'Université de Paris, viendront plus nombreux à nos écoles, sachant qu'ils pourront à la Cité Universitaire être « à la fois chez eux et chez nous », en contact à la fois avec leurs compatriotes, et avec les étudiants français (1). Le prestige de l'Université se maintiendra aussi grand qu'autrefois et même s'ac-

(1) Georges BOURDON. — Chaque groupe possédera sa maison, gardera ses habitudes nationales, vivra selon les traditions de sa race ; mais tous se retrouveront, non seulement devant les mêmes chaires, soumis aux mêmes disciplines, mais aux tables des repas, sur les terrains de jeux, en des réunions familières sinon familiales où, de maison à maison, de peuple à peuple, on s'invitera.

croîtra avec l'augmentation des étudiants étrangers. — Les échanges intellectuels se feront de plus en plus actifs et les membres de la Cité seront de plus en plus nombreux. Non seulement la Cité attirera les étudiants étrangers, mais encore les étudiants de la plus grande France. N'avons-nous pas déjà une maison indochinoise ? Tout nous laisse prévoir l'érection d'autres fondations destinées à accueillir les étudiants des colonies ; le rapprochement entre la métropole et les étudiants coloniaux n'est pas à dédaigner. Par leur connaissance de la langue, de la mentalité de la France, bien des froissements pourront être évités entre la France et ses colonies.

La Cité Universitaire réalise le rapprochement des élites du monde entier dans le cadre de l'Université de Paris, mais peut-être assisterons-nous par la suite — quand la Cité Universitaire aura pris son plein développement — à un échange d'étudiants français et étrangers habitant à la Cité. L'Université de Paris s'entendra avec les Universités étrangères pour accepter pendant un temps, plus ou moins long, un groupe d'étudiants étrangers et lui enverra un certain nombre d'étudiants qui se sont déjà assimilés notre culture et notre mentalité.

Enfin, et c'est là qu'est l'idée sans cesse poursuivie par la Cité Universitaire, c'est que le rapprochement des étudiants Français et étrangers fera régner la paix entre les Nations — c'est de la *connaissance* réciproque du Français et de l'étranger qu'il faut espérer l'extinction de ces haines dites nationales qui ne sont

en fait que le résultat de nombreux siècles d'ignorance.

La pénétration mutuelle de toutes les mentalités européennes ne pourrait mieux se faire que dans un creuset tel que l'Université de Paris, appelée par son antique renom, à réaliser cet « esprit international », but principal de cette Fondation !

« Le goût de se mutuellement connaître, l'exécration du préjugé et du parti-pris, la monstrueuse sottise des haines dites nationales, la tolérance, la vertu des âmes trempées, c'est ici qu'on les apprendra sans qu'il soit nécessaire de les enseigner. La grande paix humaine, c'est ici qu'elle prendra forme.

« Genève est un concile de diplomates, La Haye est un prétoire de juristes, *les masses ignorent et elles s'ignorent*. La paix n'entrera dans les cœurs que lorsque la connaissance sera entrée dans les âmes. *Par qui les peuples se comprendront-ils, sinon par leurs élites ?* Ce sont les élites nationales qui, d'année en année renouvelées, peupleront la Cité Universitaire. De retour dans leurs foyers, encore imprégnées de son esprit, elles ne seront pas seulement les porte-lumières de la France et les garanties de son esprit : *Elles fourniront la Chevalerie de la Paix* ».

Comme le dit Georges Bourdon dans ce passage emprunté à un rapport intitulé « Au service de la Paix (1) », les masses sont passives et statiques, elles

(1) Georges BOURDON, « *Au service de la paix* ».

suivent l'impulsion de l'élite des Nations. C'est donc la conquête de ces éléments moteurs qu'il s'agit d'entreprendre.

Tous les grands mouvements sociaux qui se sont produits dans le cadre national au XVIII^e et au XIX^e siècle, ont été l'œuvre, non pas des membres de toute une Nation, mais d'une minorité agissante, la Révolution de 1789 a été produite par les gens éclairés de l'époque, adhérant aux fameuses « Sociétés de Pensée » ; la révolution de 1848 est le résultat de l'action d'un petit nombre de français désireux de voir participer aux affaires publiques ceux qui en étaient « capables ».

Il n'est pas jusqu'aux grandes réformes économiques et sociales du Second Empire et des années postérieures qui n'aient été dues à l'initiative et à l'activité d'un petit nombre. Il faut donc, par conséquent, s'efforcer de gagner les éléments agissants aux idées de concorde et de coopération internationales. Parler à la masse, essayer de la convaincre dans cette voie, c'est bien souvent faire œuvre peu utile et peu profitable, étant donné sa tendance à l'inertie ; au contraire, gagner à ses idées le nerf moteur de tout un système social, c'est faire œuvre utile, travailler en vue d'un résultat certain. C'est en étudiant le rôle joué dans une démocratie par l'élite intellectuelle que les Fondateurs de la Cité ont été amenés à penser que la conquête de l'élite aux idées pacifistes élaborées par le XX^e siècle serait appelée à donner un résultat sûr et décisif. C'est cet objet infiniment noble et essentiellement spirituel

qui, dès la première heure, a été la principale préoccupation de cette institution.

Travailler au rapprochement des peuples, au moyen du contact des élites, c'est ce que s'efforce de réaliser la Cité Universitaire.

Dans le discours de M. G. Bourdon, précédemment cité, on voit qu'il compare cette œuvre à la Société des Nations et à celle de la Haye. — Toutes les trois ont en effet un caractère *commun* : elles cherchent à éviter le retour des guerres. Mais tandis que Genève et La Haye se saisissent d'un litige déjà né ou sur le point d'éclater et essaient d'y donner une solution pacifique, la Cité Universitaire s'efforce de faire naître chez les Français ou étrangers qui fréquentent son Université une certaine mentalité faite de compréhension mutuelle qui, à elle seule, empêchera la formation du *litige* (ce dernier impliquant une controverse assez vive sur un sujet déterminé).

La Cité Universitaire semble donc compléter les deux institutions : *Société des Nations* et *Tribunal de La Haye*. Elle est la *solution préventive*. Les deux autres ne sont que la sanction répressive. — Elle prévient les heurts et les chocs violents entre Nations différentes, les empêche d'éclore alors que la Société des Nations ne fait que donner une solution juridique ou politique à un litige déjà né.

La Haye a le même objet, peut-être encore plus limité puisque le Tribunal arbitral ne peut juger que des questions de droit.

C'est un fait que toutes les sympathies vont vers

cette *mesure préventive*. — Quels que soient le tact et la délicatesse avec lesquels sont tranchées les difficultés pendantes entre les deux pays par la *Société des Nations*, il peut malgré tout subsister quelques froissements dans l'esprit de ceux qui n'ont pas obtenu une solution favorable, quelque amertume peut survivre chez ceux qui auront été frappés par une sentence trouvée à leur avis partielle ou injuste. — Avec la formation d'esprit que pourront acquérir au bout d'un certain laps de temps, les étudiants étrangers, rien de tel ne se produira. Ceux qui seront appelés à exercer sur leurs nationaux un rôle directeur par leur connaissance réciproque des différentes mentalités, discuteront le point litigieux avec une courtoisie et même une amitié semblables à celles qu'ils avaient lorsqu'étudiants à la Cité Universitaire, ils éclaircissaient un problème obscur.

Avec le développement du rôle de la Cité Universitaire, l'idée de fédéralisme européen avec ce qu'elle implique de subordination à un organisme supérieur disparaît. Chaque Etat conserve l'intégrité de sa souveraineté et cependant n'est pas isolé des autres Nations environnantes, puisqu'il y a fusion des élites intellectuelles dans une même culture et dans la poursuite d'un même but.

Si la *Société des Nations* est la sanction d'un litige sur le point d'éclater (toutes les questions intéressant la Paix du monde, art. 15) et la Cité Universitaire, la solution préventive, il n'en reste pas moins que la

communauté de but entraîne pour l'une et l'autre un certain nombre de caractères identiques.

Œuvres de Paix, leur composition se ressemble par plus d'un côté.

Nous ne nous attarderons pas à rechercher les similitudes entre ces deux organismes du point de vue de leur fonctionnement purement matériel. Il nous paraîtrait même factice de tenter d'établir un semblable[®] parallèle entre l'Assemblée Générale de la Société des Nations et le grand Conseil de la Cité Universitaire, entre le Conseil de l'une, et le Comité de Direction de l'autre. Nous nous contenterons de retenir qu'il s'agit dans l'un et l'autre cas d'une grande œuvre dont le but est d'atténuer les conflits fréquents entre groupements sociaux, entre civilisations souvent si dissemblables ; par cette parenté intellectuelle entre étudiants poursuivant l'acquisition d'une même culture, par cette collaboration continue des élites réunies dans un même lieu : la Cité, les susceptibilités nationales s'atténuent, tendent à disparaître pour se confondre dans la réalisation d'une synthèse plus humaine.

La Cité Universitaire, œuvre de paix, œuvre de confiance et de bonne foi dont la destinée suprême est de rechercher son développement au mépris des castes, des classes et autres barrières qui souvent s'opposent à la connaissance, la Cité Universitaire est appelée à poursuivre ces buts parallèlement à la grande Institution de Genève.

Il y a bien des manières de concevoir le progrès

social, il existe encore bien des divergences entre les conceptions rivales qui parfois se heurtent, mais le meilleur moyen d'atténuer les conflits entre races, les conflits entre peuples n'est-il pas d'appliquer, comme on l'a toujours fait boulevard Jourdan, ce précepte de Goethe : « Tâche de te comprendre et de comprendre les autres hommes ».

Vu :

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit de Paris,

Le Président de la thèse,

H. BERTHÉLEMY.

WILLIAM OUALID.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Abel Hermant. — Le Bourgeois.
Sombart. — Le Bourgeois.
A. Lichtenberger. — Les Graffougnat.
René Johannet. — Eloge du Bourgeois.
Deschanel. — Le Peuple et la Bourgeoisie.
Taine. — La Fontaine et ses fables.
A. Mestre. — Etudes et étudiants.
Stephan d'Irsay. — Histoire internationale des Universités.
Reboud. — Manuel d'économie politique.
Rasdall. — History of Europe an Université.
Emmanuel Harraco. — La classe moyenne.
De Menorval. — Histoire de Paris.
Max Baumbard. — « Bourses et fondations pour étudiants ».
Henri Spont. — La Cité Universitaire.
Louis Forest. — Animateur des temps nouveaux.
Martin Saint-Léon. — « La vie chère et les classes moyennes ».
Geouffre de la Pradelle. — Les fondations perpétuelles.
Berthélémy. — Manuel de droit administratif.
Haurion. — Droit administratif.
Revue *Science et industrie*. — La Cité Moderne.

DIFFÉRENTS RAPPORTS ET ARTICLES DE JOURNAUX

Thèses de droit.

- Breton Jean. — Notes d'un étudiant français en Allemagne.
Etienne de Bouville. — Notes sur l'Allemagne.
Escard. — L'enseignement public aux Etats-Unis.
— La jeunesse Universitaire américaine.
Charles Bird. — Higher Educaty in Germany.
Destrel. — Les Universités aux Etats-Unis.
Marcadé. — *Thèse* (Les fondations et le problème de la responsabilité).
Salmon. — *Thèse* (La fondation et la personne juridique).

ARTICLES DE JOURNAUX, REVUES, CONFÉRENCES

- André Lemoine.** — La France, Foyer intellectuel du monde. — *Le Petit Bastiais*, 6 septembre 1918.
- André Lemoine.** — Une visite à la Cité Universitaire. — *Bastia*.
- Raymond Caire.** — Une belle réalisation française. — *Le Petit Dauphinois*, 10 septembre 1928.
- Jean Belanger.** — La Fondation Deutsch de la Meurthe. — *Dépêche algérienne*, 31 mai 1929.
- A. Honnorat.** — Conférence sur la Cité Universitaire, conférence organisée par l'Union provençale des Travailleurs intellectuels, 24 juin 1929.
- Louis Roubaud.** — Montrouge, 'cerveau du monde. — *Le Petit Parisien*, 16 juillet 1929.
- Georges Prade.** — L'étudiant d'aujourd'hui, 10 octobre 1929.
- Pierre Perceval.** — La reconnaissance de l'Université de Paris. — *Presse*, 13 octobre 1929.
- Pierre Perceval.** — Ce qu'est la Cité Universitaire, son passé, son avenir, 25 octobre 1929.
- Pierre Perceval.** — La Cité Universitaire, comment vivent et travaillent les étudiants français, 28 octobre 1929.
- Pierre Perceval.** — L'avenir de la Cité Universitaire et les idées du sénateur Honnorat, 5 novembre 1929.
- Augusta Moll-Weiss.** — L'alimentation de la Jeunesse française. — *Le Matin*, 30 octobre 1929.
- Pierre Perceval.** — La Cité Universitaire et la Fondation Biermans-Lapôtre. — *Le Quotidien*, 31 octobre 1929.
- Léon Guillet.** — La vie des Etudiants. — *Le Peuple*, novembre 1930.
- André Salmon.** — La dure vie des étudiants pauvres. — *Le Petit Parisien*, 21 décembre 1930.
- Angelbert Quesnay.** — La Cité Universitaire. — *Les Nouvelles Littéraires*, 17 janvier 1931.
- Georges Bourgin.** — Une œuvre d'avenir : La Cité Universitaire. — *France de Bordeaux*, 3 février 1931.
- Lucien Descaves.** — Pour la Jeunesse des Beaux-Arts : La Villa Montsouris, 31 mai 1931.
- Daniel Lenief.** — La maison des Provinces de France de la Cité Universitaire. — *Le Journal*, 19 mai 1931.
- Janine Auscher.** — Découverte de la Cité Universitaire. — *Notre Temps*, 14 juin 1931.
- Georges Bourdon.** — La Cité Universitaire.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	1

PREMIÈRE PARTIE

La Classe moyenne et l'Enseignement supérieur

CHAPITRE PREMIER. — <i>La classe moyenne avant-guerre</i>	5 à 16
---	--------

Pourquoi une Cité Universitaire. — État des classes moyennes avant-guerre. Critères permettant de reconnaître la classe moyenne avant-guerre : critère quantitatif, critère qualitatif. — Définition du bourgeois dans la littérature moderne. — Son aspiration constante à une culture intellectuelle. — L'État néglige l'entretien matériel des étudiants. — La classe moyenne y pourvoit seule. — L'État se borne à l'organisation de l'enseignement supérieur.

CHAPITRE II. — <i>L'après-guerre</i>	17 à 30
--	---------

Les changements apportés à sa fortune et à sa mentalité. — Modifications dues aux perturbations économiques entraînées par la guerre et la syndicalisation du commerce et de l'industrie. — *Conséquences* : l'ancienne classe moyenne tend à disparaître. — La nouvelle classe riche n'est pas attirée par l'étude. — *Décadence de l'enseignement supérieur*. — *Résultats* qui découlent de l'abandon de l'enseignement supérieur : au point de vue national et au point de vue *international*. — Assister sans réagir à la décadence de nos Universités c'est négliger une des solutions posées par le problème de la Paix. C'est, de plus se soustraire à l'évolution économique : la rationalisation.

M. PRIAULT. — <i>La Cité Universitaire</i> .	13
--	----

CHAPITRE III. — *L'étudiant de 1919-1920* . 31 à 38

Situation de l'Étudiant dans les années immédiatement postérieures à la guerre (1919-1920). — Élévation du coût de la vie. — Accroissement des difficultés matérielles. — *Conséquences*. — Diminution du nombre d'Étudiants. — Décadence intellectuelle. — Situation angoissante pour le pays. — Quels remèdes apporter. — Système des Bourses insuffisantes. — La création d'une œuvre de vaste envergure se révèle nécessaire. — Premières idées sur la Cité Universitaire.

CHAPITRE IV. — *Les sources de la Cité Universitaire* 39 à 55

Collèges du Moyen-Age: — Collèges des Nations. — L'Université de Paris attire les étudiants français et étrangers. — Aide matérielle aux étudiants pauvres. — Dons. — Constitutions de Bourses. — Habitudes prises par les étudiants aisés de vivre dans une maison commune. — Différences entre les Collèges et la Cité Universitaire. — Différents modèles proposés par l'Étranger. — En Allemagne. — (Bourses) au Royaume-Uni, Étude des Universités d'Oxford, de Harvard. — Les International Houses aux États-Unis. — Voyage aux États-Unis des fondateurs: HONNORAT, BRANET, DAVID-WEIL. — Interventions de DEUTSCH DE LA MEURTHE. — *La cité Universitaire est créée*.

DEUXIÈME PARTIE

La Réalisation

CHAPITRE PREMIER. — *Questions juridiques et administratives* 57 à 84

Quelle était la forme juridique qui permettait à la Cité Universitaire de mieux réaliser son but? *Première idée*: constituer la Cité Universitaire en service public pur et simple — avantages et inconvénients qui découlent de cette forme — l'État en 1920, en pouvait pas fournir l'effort financier nécessaire à sa création. L'État ne sait pas aussi bien

qu'une œuvre particulière faire appel à la générosité privée, danger de la bureaucratie qui paralyserait, peut-être, le lancement de la Cité Universitaire. Il fallait donc recourir à une forme particulière capable à la fois de concilier tous les avantages des services publics et tous ceux des sociétés de droit privé. On recourt à l'instigation de M. Bragnet, conseiller d'État, à une forme *juridique nouvelle* : la *Cité Universitaire est un service de l'Université* mais cette dernière se décharge de l'organisation et de l'administration de la Cité sur un organisme spécialement créé à cet effet :

La *Fondation Nationale*, qui demeure néanmoins sous sa surveillance. — Le contrat passé entre la Fondation et l'Université s'analyse en un *mandat*. — *Valeur juridique de ce mandat* ? — Preuve de sa validité dans le dépôt conjoint de la demande en reconnaissance et du projet de convention à passer entre l'Université et la Fondation. — La reconnaissance n'étant brigüée qu'en vue du mandat dès que la première est attribuée le mandat est reconnu valable. — Néanmoins, certaines objections ont été adressées. Faut-il appliquer les règles relatives au droit commun ? Un mandat se conçoit-il entre un établissement public et un établissement d'utilité publique ? — La validité dudit contrat est reconnue. — Utilité qui peut découler d'une telle conception juridique. — On va vers une meilleure adaptation des règles de droit strict aux nécessités révélées par la vie sociale.

Analyse du mandat. — Étude du mandataire : la FONDATION, son organisation ; Conseil et comité de direction. — Leur composition. — *Nature du mandat*, gratuit, général, capacité de la Fondation, pour les actes à titre onéreux ou à titre gratuit. — Durée du mandat. — Arrivée du terme. — Révocation de la reconnaissance.

SECTION I. — La Fondation Nationale . . . 58 à 76

SECTION II. — Les fondations étrangères . 76 à 84

Les fondations 3^e degré de cette construction juridique — leur nombre — *ont-elles la personnalité juridique* ? — la fondation n'a pas la personnalité morale — avantage au point fiscal — donation *sub modo* à

l'Université. — *Constitution d'une fondation.* — Concession gratuite du terrain. — *Administration.* — Conseil d'Administration. — Directeur. — Gestion financière. — Contrôle juridique.

CHAPITRE II. — *Le choix des emplacements.* 85 à 93

Où établir la Cité Universitaire ?

Au Quartier Latin ?

Difficultés nombreuses. — Expropriations à faire. — Budget obéré. — Impossibilités financières d'y établir la Cité Universitaire. — Désaffectation des fortifications. — Idée d'y établir la Cité Universitaire. — L'État gagné à ces idées abandonne à la Cité une partie des fortifications près du Parc Montsouris. — Avantages d'une telle situation. — Répartition des pavillons dans le terrain concédé. — Les parcs, les jardins, les pavillons. — Les règles générales à observer pour l'obtention d'une concession de terrain. — Soumission des plans à une commission d'architectes agréés par la Ville.

CHAPITRE III. — *Les services généraux.* . . 94 à 112

But. — Opérer l'interpénétration des mentalités françaises et étrangères. — Amener les étudiants à se connaître. — Grandes difficultés financières présentées par leur réalisation. — Don de M. Rockefeller. — Plan conçu. — Fonctionnement prévu pour 1933. — Exemple emprunté aux Universités américaines. — Fonctionnement *administratif.* — Fonctionnement et réalisation matériels. — Bâtiments affectés aux services généraux. — Salons. — Salles de réunion. — Salles de sport. — Piscines. — Natation. — Système *provisoire* réalisé avant la dotation Rockefeller.

CHAPITRE IV. — *Les sections* 113 à 127

Description des diverses fondations françaises et étrangères. — Fondation Deutsch de la Meurthe, de la Fondation belge, de la Fondation de la République Argentine, Fondation japonaise, Institut national agronomique, Fondation indo-chinoise, Fondation des États-Unis, Fondation arménienne, Suisse, Hollandaise, Canadienne, etc.

CHAPITRE V. — *L'accession à la Cité* . . . 128 à 143

But de la Cité : venir en aide à l'élite des étudiants peu fortunés. — Faciliter la vie matérielle aux étudiants. — Rôle moral de la Cité dominant son rôle matériel. — Bases servant à opérer le choix des étudiants : situation de famille, valeur intellectuelle. — Formalités à remplir pour l'admission. — Question des Nationalités dans les diverses fondations. — Enquêtes sur les déclarations faites par les étudiants. — Répartition des étudiants dans les Fondations. — Formation d'un véritable « esprit international ». — Autonomie de chaque Fondation, soumise cependant à certaines règles essentielles de la Cité. — Règlements de la Fondation Deutsch. — Élimination des étudiants selon leurs résultats aux examens. — Différents systèmes de discipline. — Exclusion des différentes Fondations.

TROISIÈME PARTIE

Les Résultats

La Cité Universitaire a maintenant six ans d'existence.

— Est-il possible de porter une appréciation sur ses résultats ? — La durée de six années nous permet de le faire. — Quels sont donc : 1° les résultats matériels ; 2° les résultats moraux ?

145-146

CHAPITRE PREMIER. — *Les résultats matériels*.

147 à 159

Première section : augmentation des subventions et des legs. — Dépenses occasionnées par la construction de la Cité. — Énumération de certains chiffres. — Par qui seront-elles supportées ? — Triple source de capitaux :

L'État français ;

Les États particuliers ;

Les personnes privées.

Ce qui a été fait par l'État français : expropriations, subventions. — Ce qui a été fait par les pays étrangers. — Par les particuliers. — Effort tenté par la Cité Universitaire pour développer la générosité privée. — Il faut apprendre aux individus à donner à la Cité. — C'est toute une éducation à faire.

SECTION I. — Progression des subventions et des donations.	147 à 156
--	-----------

SECTION II. — Augmentation du nombre des sections et des chambres.	156 à 159
--	-----------

En 1923, 1 fondation, 340 chambres.

En 1931, 9 fondations, 1325 chambres.

En 1933, 19 fondations, 2335 chambres.

Les fondations peu nombreuses au début tendent à s'accroître d'année en année, au fur et à mesure que l'idée de rapprochement des peuples par l'élite se répand dans les masses. — Nombre de chambres à l'heure actuelle. — Fondations sur le point de recevoir des étudiants.

SECTION III. — Effets de la Cité Universitaire sur l'accroissement du nombre d'étudiants	161 à 170
--	-----------

Afin de dégager les effets de la Cité sur l'accroissement du nombre des étudiants il faut comparer les statistiques actuelles à celles qui ont précédé la guerre ou qui l'ont suivie immédiatement.

En 1919: le nombre des étudiants étrangers est inférieur à celui de 1914. — C'est en présence de ces faits que l'opinion s'est émue.

Le nombre des étudiants remonte à partir de 1924-1925. — La cause n'en serait-elle pas dans la création de la Cité. — Influence de certains facteurs psychologiques difficiles à déterminer, mais dont l'influence ne fait pas de doute dans le retour des étrangers à l'Université de Paris.

CHAPITRE II. — <i>Les résultats moraux</i> . . .	171 à 179
--	-----------

1. *Effets sur les pensionnaires.* — Le terme : résultats moraux est pris dans son sens le plus large. — Les fondations ne recevant que les étudiants reçus à leurs examens, il en résulte une obligation pour les pensionnaires de fournir un *travail assidu*. — *Culture intellectuelle* accrue par l'échange d'idées entre étudiants appartenant à des disciplines différentes.

Des habitudes de vie sociale sont acquises : goût de l'association, de la coopération,

2. <i>Effets sur les non-pensionnaires.</i> — Même les étudiants n'habitant pas la Cité ne se sentent pas isolés. — La Cité devient un modèle faisant régner un salubre état d'esprit qui gagne de proche en proche.	
SECTION I. — Effets produits sur les pensionnaires.	172 à 178
SECTION II. — Effets produits sur les non-pensionnaires	178 à 179
CONCLUSION.	181 à 190
BIBLIOGRAPHIE	191-192



- A** - 31^h 7^a - *Domaine primitif (Loi du 29 Juin 1921)*
B - 1^h 17^a - *Don de M^r David Weil (Décret du 29 Avril 1928)*
C - 2^h 9^a - *Terrain sollicité de la Ville pour agrandissement du Parc*
D - 5^h 8^a - *Terrain de Gentilly exproprié (Loi du 20 Juillet 1928)*
E - 4^h - *Terrain sollicité de l'État*



CONVENTION

**entre le Recteur de l'Université de Paris
et la Fondation nationale pour le développement
de la Cité Universitaire**

Entre le Recteur de l'Académie de Paris, président du Conseil de l'Université de Paris, autorisé à cet effet par la délibération du Conseil en date du 23 février 1925 ;

D'une part,

Et MM. André Honnorat, David-Weil et Jean Branet, fondateurs de l'établissement dit : « Fondation Nationale pour le Développement de la Cité Universitaire de Paris », reconnu d'utilité publique par décret de M. le Président de la République en date du 6 juin 1925 ;

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Recteur de l'Académie, président du Conseil de l'Université, confie à la Fondation Nationale pour le développement de la Cité Universitaire le soin :

1° De suivre les travaux en cours dans l'enceinte de la Cité Universitaire ;

2° D'émettre tous avis qu'elle jugera utiles sur les projets tendant à la concession par le Conseil de l'Université de terrains situés dans l'enceinte de la Cité Universitaire ;

3° De présenter au Conseil de l'Université les observations et propositions que comportent ces travaux ou ces projets.

ARTICLE 2. — Le Recteur de l'Académie, président du Conseil de l'Université, donne *mandat* à la Fondation :

1° De faire construire sur les terrains de la Cité Universitaire, au moyen et dans la limite des ressources qu'elle est autorisée à recueillir à cette fin dans l'intérêt de l'Université, les bâtiments destinés aux services communs et, s'il est possible, de nouveaux bâtiments destinés au logement des étudiants ;

2° De gérer les services communs de la Cité Universitaire.

ARTICLE 3. — La gestion des services communs de la Cité Universitaire comporte, outre l'administration des divers services à installer dans les bâtiments que la Fondation assume la charge de faire construire et de remettre gratuitement à l'Université de Paris la garde de la Cité, l'entretien de sa voirie, de ses clôtures, jardins, terrains de jeux, etc...

ARTICLE 4. — L'Université s'engage à subroger la Fondation dans tous les droits qu'elle possède ou qu'elle pourra acquérir pour le libre fonctionnement de la Fondation dans les conditions prévues par ses statuts.

ARTICLE 5. — La Fondation est autorisée, dans les limites permises par les contrats antérieurs, pour se couvrir de ses frais de gestion, à percevoir une redevance annuelle des diverses fondations de la Cité Universitaire.

Elle est également autorisée à percevoir des étudiants un loyer pour le logement qui leur sera fourni ainsi que des redevances pour l'utilisation des services communs.

Le taux de ces loyers et redevances sera soumis à l'approbation de Conseil de l'Université qui fixera le point de départ de la perception.

ARTICLE 6. — La Fondation est chargée d'assurer l'ordre dans la Cité Universitaire.

A cet effet, un règlement sera élaboré par le Conseil de la Fondation pour le fonctionnement des services et immeubles dont la Fondation a la gestion, et notifié à toutes les fondations après avoir été approuvé par le président du Conseil de l'Université.

ARTICLE 7. — A l'exception du personnel propre à chaque fondation, les employés et agents de service de la Cité Uni-

versitaire seront nommés et remplacés par le Conseil de la Fondation.

Un règlement approuvé par le Conseil de l'Université fixera les droits du Conseil de la Fondation au regard du personnel de chaque fondation.

ARTICLE 8. — Sous la réserve des contrats existants, le Conseil de l'Université confie à la Fondation le soin de mettre à la disposition des étudiants les chambres vacantes depuis plus d'un semestre dans les bâtiments des différentes fondations, moyennant le paiement d'une indemnité égale au prix de la location demandée par ces fondations.

La désignation des étudiants sera faite conformément au règlement visé à l'article 10 ci-après.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la Fondation Emile et Louis Deutsch de la Meurthe qui est régie par un statut spécial.

ARTICLE 9. — Les plans et devis, ainsi que l'exécution de tous les projets visés à l'article 3 de la présente convention, devront être approuvés par le président du Conseil de l'Université.

ARTICLE 10. — Le Conseil de l'Université confie à la Fondation le soin d'admettre les étudiants qui seront logés dans les bâtiments construits par elle. Un règlement spécial, établi par le Conseil de l'Université, après proposition du Comité de la Fondation, déterminera les conditions d'admission des étudiants dans les dits bâtiments.

Le règlement déterminera également, d'accord avec les autres fondations de la Cité Universitaire, les conditions d'application de l'article 8 précité.

ARTICLE 11. — En vue de faciliter la construction de logements à bon marché pour les étudiants français, la Fondation est autorisée, en tant que de besoins, à provoquer la constitution d'une société conforme aux dispositions de la loi du 5 décembre 1922.

ARTICLE 12. — La présente convention aura une durée de trente années à compter de son approbation par le Conseil de l'Université.

ARTICLE 13. — Les frais de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront supportés par la Fondation.

Fait à Paris, le 20 juillet 1925.

Paul APPELL.
André HONNORAT.
DAVID-WEILL.
Jean BRANET.

